

Coheris 

Document  
de référence

2008

# Document de Référence

Exercice clos au 31 décembre 2008

AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

**AMF**

Conformément à l'article 212-13 de son règlement général, le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 juin 2009.

Ce document ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

En application de l'article 28 du règlement CE n° 809-2004 du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document de Référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 établis en application des normes IFRS et le Rapport des Commissaires aux Comptes afférent présentés aux pages 70 à 83 du Document de Référence 2007 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2008 sous le numéro D.08-0373,
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 établis en application des normes IFRS et le Rapport des Commissaires aux Comptes afférent présentés aux pages 70 à 83 du Document de Référence 2006 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 juin 2007 sous le numéro D.07-0572,

Ce document est disponible sur simple demande au siège de la société ou sur le site Internet de l'AMF [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ou encore sur celui de la Société [www.coheris.fr](http://www.coheris.fr).



## Le message du Président

L'année 2008 a été marquée pour Coheris par quelques événements qui ont perturbé la bonne marche du groupe.

En effet, la fin des earn-out sur les sociétés achetées avait permise, en début d'année, une réorganisation par un renouvellement partiel du management afin de favoriser les synergies. Renouvellement accéléré et confirmé, dans un climat tendu, à l'assemblée générale du mois de juin.

La réorganisation en pôles CRM et Business Intelligence de la partie édition de logiciel, ainsi que l'embauche de nouveaux managers, nous ont permis de retrouver toute la sérénité nécessaire et se sont traduites par un second semestre en croissance malgré un ralentissement économique marqué au quatrième trimestre.

Notre stratégie de ventes indirectes commence à porter ses fruits ; de nouveaux partenariats avec de grands acteurs du marché sont maintenant en place, aidés par un marketing renouvelé et une organisation commerciale adaptée.

Nous poursuivons nos efforts en R&D pour assurer l'évolution de nos lignes de produits et répondre toujours mieux aux besoins des entreprises.

Malgré la conjoncture, le premier trimestre 2009 a été stable et nous restons très confiants dans notre capacité à croître car les technologies du CRM et de la Business Intelligence essentielles pour la performance et la compétitivité des entreprises, doivent se déployer et se généraliser.

Coheris fort de ses atouts que sont ses clients fidèles, ses produits adaptés à la demande du marché, ses collaborateurs motivés et regroupés derrière un management soudé, va poursuivre avec conviction la trajectoire créatrice de valeur, qui nous place aujourd'hui parmi les leaders de nos marchés.

**Fabrice Roux**  
*Président Directeur Général*

# Sommaire

La structuration du présent document de référence permet d'identifier directement les principales rubriques requises par le règlement européen n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004.

<b>1 - Personnes responsables</b>	<b>7</b>	<b>8 - Propriétés immobilières, usines et équipements</b>	<b>35</b>
1.1 - Responsable du Document de Référence	8	8.1 - Immobilisations corporelles importantes, locaux et moyens de production	36
1.2 - Déclaration du responsable du Document de Référence	8	8.2 - Question environnementale	36
<b>2 - Contrôleurs légaux des comptes</b>	<b>9</b>	<b>9 - Examen de la situation financière et du résultat</b>	<b>37</b>
2.1 - Commissaires aux Comptes titulaires	10	9.1 - Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé	38
2.2 - Commissaires aux Comptes suppléants	10	9.1.1 - Activité de Coheris par métier	38
<b>3 - Informations financières sélectionnées</b>	<b>11</b>	9.1.2 - Résultat Opérationnel Courant par secteur géographique	39
3.1 - Chiffres Clés	12	9.2 - Présentation des comptes consolidés	39
3.1.1 - Extrait du compte de résultat consolidé	12	9.2.1 - Comparabilité des comptes	39
3.1.2 - Extrait du bilan consolidé	12	9.2.2 - Examen des comptes consolidés	39
3.1.3 - Données historiques	12	9.3 - Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat	40
3.2 - Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	12	9.3.1 - Comparabilité des comptes	40
<b>4 - Facteurs de risque</b>	<b>13</b>	9.3.2 - Examen des comptes sociaux	40
4.1 - Risque lié à la concurrence	14	9.3.3 - Proposition d'affectation du résultat	40
4.2 - Risque de liquidité	14	9.3.4 - Dividende	40
4.3 - Risque client	14	9.3.5 - Délais de prescription	41
4.4 - Risque opérationnels	14	<b>10 - Trésorerie et capitaux</b>	<b>43</b>
4.5 - Risque lié aux collaborateurs de Coheris	15	10.1 - Capitaux	44
4.6 - Risque de marché	15	10.2 - Flux de trésorerie	44
4.7 - Risque sur projets forfaitaires	16	10.3 - Conditions d'emprunt et structure de financement	44
4.8 - Risque juridique	16	10.4 - Restriction à l'utilisation des capitaux	44
4.9 - Risque fournisseur	16	10.5 - Sources de financement futures	44
4.10 - Risques industriels et liés à l'environnement	16	<b>11 - Recherche et Développement, brevets et licences</b>	<b>45</b>
<b>5 - Informations concernant l'émetteur</b>	<b>17</b>	11.1 - Recherche et Développement	46
5.1 - Historique et évolution de la société	18	11.2 - Marques et brevets	46
5.1.1 - Dénomination sociale	18	<b>12 - Information sur les tendances 2009</b>	<b>47</b>
5.1.2 - Numéro de Registre du Commerce et des Sociétés	18	12.1 - Principales tendances ayant affecté la production	48
5.1.3 - Date de constitution et durée de vie	18	12.2 - Éléments susceptibles d'influer sensiblement sur ces perspectives	48
5.1.4 - Siège social et forme juridique	18	<b>13 - Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	<b>49</b>
5.1.5 - Évènements importants dans le développement des activités de l'émetteur	18	13.1 - Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice	50
5.2 - Investissements	19	13.2 - Communiqué du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	50
5.2.1 - Principaux investissements réalisés durant l'exercice	19	13.3 - Perspectives 2009	51
5.2.2 - Principaux investissements en cours	19	<b>14 - Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>	<b>53</b>
5.2.3 - Principaux investissements pour l'avenir	19	14.1 - Membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	54
<b>6 - Aperçu des activités</b>	<b>21</b>	14.2 - Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de direction générale	54
6.1 - Description des activités	22	14.2.1 - Conflits d'intérêts	54
6.1.1 - Les marchés du CRM et de la Business Intelligence	22	14.2.2 - Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille	54
6.1.2 - L'offre Coheris	23	14.2.3 - Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration ou de direction	54
6.1.3 - Nouveaux Produits	26	14.2.4 - Condamnations, faillites, incriminations, etc.	54
6.1.4 - Partenaires	27		
6.2 - Position concurrentielle	28		
6.3 - Principaux marchés et clients	28		
6.4 - Influence d'évènements exceptionnels	30		
6.5 - Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences	30		
<b>7 - Organigramme</b>	<b>31</b>		
7.1 - Description du groupe	32		
7.2 - Filiales importantes	32		

<b>15 - Rémunération et avantages</b>	<b>55</b>		
15.1 - Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux	56		
15.2 - Sommes provisionnées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	56		
<b>16 - Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	<b>57</b>		
16.1 - Durée des mandats d'administrateur et de direction	58		
16.1.1 - Mandat d'administrateur	58		
16.1.2 - Mandat de direction	58		
16.2 - Informations sur les contrats de services	58		
16.3 - Comité des rémunérations	58		
16.4 - Déclaration de Coheris	58		
<b>17 - Salariés</b>	<b>59</b>		
17.1 - Effectif	60		
17.2 - Participation et stock-options	60		
17.2.1 - Participation	60		
17.2.2 - Stock-options	60		
17.3 - Participation des salariés au capital (PEE)	60		
<b>18 - Principaux actionnaires</b>	<b>61</b>		
18.1 - Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'Administration	62		
18.2 - Droits de vote des principaux actionnaires	62		
18.3 - Contrôle de Coheris	62		
18.4 - Changement de contrôle	62		
<b>19 - Opérations avec les apparentés</b>	<b>63</b>		
19.1 - Conventions réglementées	64		
<b>20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>	<b>65</b>		
20.1 - Informations financières historiques consolidées	66		
20.1.1 - Comptes consolidés en normes IFRS	66		
20.1.2 - Notes aux états financiers consolidés	68		
20.2 - Comparabilité	77		
20.3 - États financiers	77		
20.4 - Vérifications financières historiques annuelles	77		
20.5 - Date des dernières informations financières	78		
20.6 - Informations financières intermédiaires et autres	78		
20.7 - Politique de distribution des dividendes	78		
20.8 - Procédures judiciaires et d'arbitrage	78		
20.9 - Changement significatif de la situation financière ou commerciale	78		
<b>21 - Informations complémentaires</b>	<b>79</b>		
21.1 - Capital social	80		
21.1.1 - Montant du capital social	80		
21.1.2 - Actions non représentatives du capital	80		
21.1.3 - Actions détenues par Coheris	80		
21.1.4 - Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	81		
21.1.5 - Informations sur les conditions régissant les droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché au capital souscrit mais non libéré	81		
21.1.6 - Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	81		
		21.1.7 - Évolution du capital de la société	81
		21.2 - Actes constitutifs et statuts	82
		21.2.1 - Objet social (article 2 des statuts)	82
		21.2.2 - Administration et Direction de la société (articles 13 à 18 des statuts)	82
		21.2.3 - Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	82
		21.2.4 - Modification des droits des actionnaires	83
		21.2.5 - Assemblées Générales (article 20 des statuts)	83
		21.2.6 - Changement de contrôle	83
		21.2.7 - Franchissement de seuils statutaires (article 10 des statuts)	83
		21.2.8 - Modifications du capital	83
		21.3 - L'action Coheris	84
		<b>22 - Contrats importants</b>	<b>85</b>
		22.1 - Contrats dans le cadre de sa politique de croissance externe	86
		22.2 - Contrat de liquidité	86
		<b>23 - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	<b>87</b>
		23.1 - Rapports des Commissaires aux Comptes	88
		23.2 - Informations provenant de tiers	89
		<b>24 - Documents accessibles au Public</b>	<b>91</b>
		24.1 - Responsable de l'information financière	92
		24.2 - Politique de communication	92
		<b>25 - Informations sur les participations</b>	<b>93</b>
		<b>26 - Annexes</b>	<b>95</b>
		26.1 - Rapport de gestion	96
		26.2 - Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	96
		26.2.1 - Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration	96
		26.2.2 - Procédures de contrôle interne	99
		26.2.3 - Pouvoirs du Directeur Général	102
		26.2.4 - Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale	102
		26.2.5 - Publication des informations prévues par l'article L225-100-3 du code commerce	102
		26.2.6 - Plan d'action pour 2009	103
		26.3 - Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce sur le rapport de Président du Conseil d'Administration	103
		26.4 - Rapport spécial sur les stock-options	104
		26.4.1 - Historique des plans d'attribution d'options de souscription	104
		26.4.2 - Options de souscription d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées	104
		26.4.3 - Options de souscription d'actions consenties au dix premiers salariés non mandataires sociaux	104
		26.4.4 - Tableau Général de suivi des plans d'attribution d'options de souscriptions	105
		26.5 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe	105



# Chapitre 1

## Personnes responsables

- 1.1 Responsable du Document de Référence 8
- 1.2 Déclaration du responsable  
du Document de Référence 8

## 1.1 - Responsable du Document de Référence

---

Monsieur Fabrice Roux, Président Directeur Général.

## 1.2 - Déclaration du responsable du Document de Référence

---

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Boulogne, le 15 juin 2009

Fabrice Roux  
Président Directeur Général



# Chapitre 2

# Contrôleurs légaux des comptes

2.1	<u>Commissaires aux Comptes titulaires</u>	10
2.2	<u>Commissaires aux Comptes suppléants</u>	10

## 2.1 - Commissaires aux Comptes titulaires

---

- **MAZARS**

Représentée par Monsieur Denis Grison  
61 rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

Date du premier mandat : 15 avril 1999

Durée : mandat de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

- **SOCIETE EUROPEENNE DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE EREC ASSOCIES**

Représentée par Monsieur Jean-François Colomes  
86 rue du Dôme  
92100 Boulogne Billancourt

Date du premier mandat : 30 décembre 1994

Date du nouveau mandat : 20 juin 2007

Durée : mandat de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

## 2.2 - Commissaires aux Comptes suppléants

---

- **Monsieur Guillaume Potel**

61 rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

Date du premier mandat : 15 avril 1999

Durée : mandat de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010

- **SOCIETE FIDUCIAIRE DE GESTION ET D'ORGANISATION FIGESTOR**

Représentée par Monsieur Vincent YOUNG  
9 Avenue Bugeaud  
75116 Paris

Date du premier mandat : 20 juin 2007

Durée : mandat de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

# Chapitre 3

# Informations financières sélectionnées

3.1	<u>Chiffres Clés</u>	12
3.2	<u>Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires</u>	12

## 3.1 - Chiffres Clés

### 3.1.1 - Extrait du compte de résultat consolidé

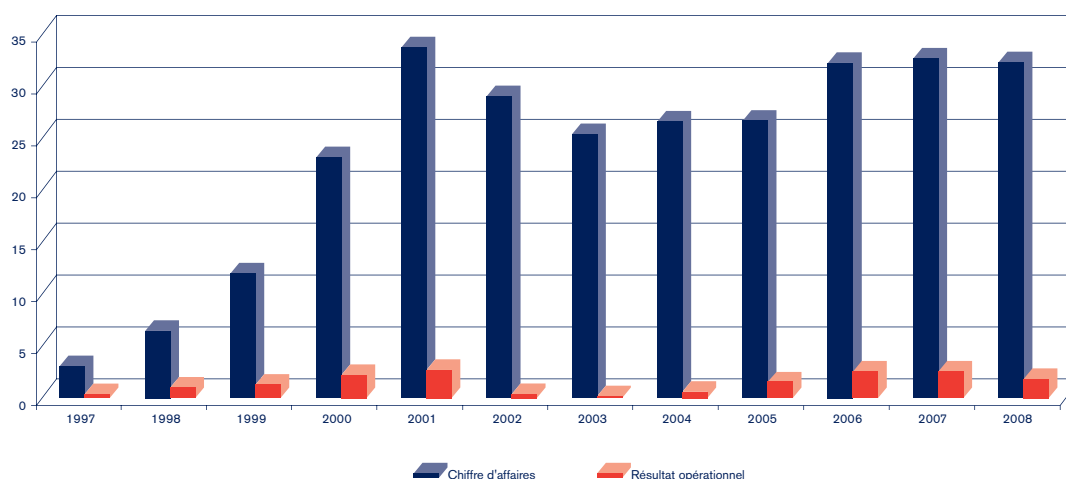
En M€	2008 consolidé	% du CA	2007 consolidé	% du CA
CA "Édition de logiciels"	24,33	76%	24,95	77%
CA "Global Services"	7,85	24%	7,60	23%
<b>CA Annuel consolidé</b>	<b>32,18</b>	<b>100%</b>	<b>32,54</b>	<b>100%</b>
Résultat Opérationnel Courant	2,52	7,8%	2,75	8,5%
Résultat Opérationnel	1,87	5,8%	2,60	8,0%
Coût de l'endettement financier net (Charge)	0,07	Na	(0,03)	Na
Impôts	(0,73)	Na	(0,80)	Na
<b>Résultat Net</b>	<b>1,21</b>	<b>3,8%</b>	<b>1,77</b>	<b>5,4%</b>
Résultat Net Part du Groupe	1,21	3,8%	1,77	5,4%
Résultat Net par action	0,22 €	Na	0,31 €	Na

### 3.1.2 - Extrait du bilan consolidé

En M€	31/12/2008	31/12/2007
Actif Non Courant	14,35	15,50
Créances Clients	16,33	12,06
Autre Actif Courant	4,93	6,14
Capitaux propres	17,41	17,03
Passif Non Courant	1,57	1,57
Passif Courant	16,63	15,10
<b>Total du Bilan</b>	<b>35,61</b>	<b>33,70</b>

### 3.1.3 - Données historiques

Le graphique suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel consolidés depuis 1997 (en millions d'euros). De 1997 à 2003 les données sont calculées dans le référentiel comptable français, à partir de 2004 les données sont calculées dans le référentiel comptable international IAS/IFRS.



## 3.2 - Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires

Sans objet

# Chapitre 4

## Facteurs de risque

4.1	<u>Risque lié à la concurrence</u>	14
4.2	<u>Risque de liquidité</u>	14
4.3	<u>Risque client</u>	14
4.4	<u>Risque opérationnels</u>	14
4.5	<u>Risque lié aux collaborateurs de Coheris</u>	15
4.6	<u>Risque de marché</u>	15
4.7	<u>Risque sur projets forfaitaires</u>	16
4.8	<u>Risque juridique</u>	16
4.9	<u>Risque fournisseur</u>	16
4.10	<u>Risques industriels et liés à l'environnement</u>	16

La société a procédé à une revue des risques auxquels elle peut être confrontée : ces risques sont présentés ci-dessous. La société considère qu'elle n'est pas exposée à d'autres risques significatifs.

## 4.1 - Risque lié à la concurrence

### • Développement du marché

Coheris est présent sur deux marchés simultanément : les logiciels et l'intégration de services qui se complètent et évoluent à des rythmes différents. Les différentes études prévoient une croissance des marchés de logiciels sur lesquels est positionnée Coheris mais une stagnation voire une décroissance du marché des services informatiques en 2009 : Gartner group - étude 2008 (avant la crise) : une croissance du marché du CRM de 10% par an pour les années 2009 à 2012 ainsi qu'une croissance du marché de la BI de 5 à 7% de 2009 à 2012. Syntec - mars 2009 : Le Syntec a révisé à la baisse ses perspectives d'évolution du marché des Services informatiques attendue entre 0 et -2% sur 2009 contre une croissance de 3 % en 2008.

### • Arrivée de nouveaux concurrents

Coheris travaille depuis début 1995 sur ses logiciels et a acquis une avance certaine sur d'éventuels concurrents dans les domaines du CRM et de la Business Intelligence, notamment sur la maîtrise des technologies et l'expertise métier nécessaire pour offrir des solutions à forte valeur ajoutée. Les barrières technologiques et métier à l'entrée dans le domaine de l'édition de logiciels sont importantes et les difficultés rencontrées par Microsoft pour se positionner sur le marché du CRM depuis début 2003 (lancement de MS/CRM) en sont le meilleur exemple.

La fidélité remarquable de ses clients et les expériences partagées et accumulées avec eux depuis de nombreuses années permet à Coheris de proposer des solutions totalement adaptées et exploitables tout en l'obligeant à maintenir ses produits à l'état de l'art. C'est un atout supplémentaire très significatif face à la concurrence ou à l'apparition de nouveaux produits.

Selon l'étude IDC publiée en 2008, Coheris est dans les trois premiers éditeurs de logiciels de CRM sur le marché français (voir paragraphe 6.2).

## 4.2 - Risque de liquidité

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2008 en k€
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	101
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	68
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	3
<b>Total</b>	<b>275</b>				<b>172</b>

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 2 127 k€ au 31/12/2008, par conséquent le risque de liquidité est non significatif.

## 4.3 - Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Le client le plus important, MGEN, représente 4,1% du chiffre d'affaires, répartis sur l'ensemble de ses branches et de ses filiales, pour des projets sans lien direct entre eux.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

## 4.4 - Risque opérationnels

### Risque de produit

Les produits Coheris sont évolutifs, modulaires, plus simples à mettre en œuvre que ceux des concurrents.

Leur risque d'obsolescence est limité car l'effort de Recherche et Développement de Coheris est permanent : il se traduit par la rapidité de mise sur le marché des nouveaux produits. L'architecture ouverte sur laquelle s'appuient les produits Coheris permet de plus de s'adapter aux évolutions des architectures des systèmes d'informations des clients et notamment de répondre aux nouvelles problématiques "d'Architecture Orientée Services" (SOA).

Pour des raisons de confidentialité industrielle, la société ne publie pas de plan d'introduction des nouveaux produits sur le marché.

Le risque de piratage est limité par la protection des sources et leur dépôt par le procédé IDDN. Les sources ne sont normalement pas transmises aux clients.

### Risque de partenariat

La part des revendeurs ou intégrateurs dans le chiffre d'affaires est en croissance, mais elle ne constitue pas la principale composante des ventes. Les partenaires sont nombreux et les ventes indirectes passent par des canaux diversifiés.

Coheris noue des partenariats technologiques avec les principaux éditeurs de logiciels du marché (Microsoft, IBM, Oracle, ...). Coheris bénéficie au travers de ces partenariats des toutes dernières versions mises sur le marché ainsi que du support associé afin d'adapter et de valider voire certifier ses produits ce qui lui permet de présenter une offre logicielle compatible avec l'ensemble des systèmes d'exploitation, bases de données et serveurs d'application du marché. Cette compatibilité avec les principales bases de données et serveurs d'application du marché rend Coheris peu exposé au risque de rupture d'un contrat de partenariat.

### Risque lié aux systèmes d'information

L'activité de l'entreprise repose aujourd'hui en grande partie sur des systèmes d'informations

informatisés et dématérialisés. La sécurité de ces systèmes est donc une priorité. Elle a pour objectif la protection et la limitation de sinistres sur les personnes, les biens et les

sites. La capitalisation des connaissances partagées par les membres des équipes support répartis sur plusieurs sites permet de palier l'absence ou le départ de l'un de ces membres. Les collaborateurs sont régulièrement informés des évolutions et des risques liés au système d'informations du groupe et ils sont systématiquement sollicités pour contribuer à la sécurisation des équipements et produits. Différents outils sont déployés et configurés sur l'ensemble des sites pour superviser et sécuriser les données et les systèmes face aux risques provenant de l'extérieur et de l'intérieur des réseaux de l'entreprise. Les dispositifs classiques de sécurisation de salles blanches (accès restreint, climatisation, onduleur, système de détection et d'extinction d'incendies, matériel et logiciels sous maintenance constructeur et éditeur, sauvegarde sur bandes avec externalisation des bandes des salles serveurs) sont présents pour protéger les accès aux zones sensibles et lutter contre les sinistres encourus. De plus, les matériels sont couverts par des contrats d'assurances à responsabilité civile.

#### Couverture contre les autres risques opérationnels

Coheris SA et les filiales françaises du groupe ont souscrit un contrat de responsabilité civile professionnelle couvrant les risques relatifs à l'activité professionnelle et dont les garanties sont, entre autres, tous dommages confondus de 2 000 000 € par année d'assurance dont 1 600 000 € par année d'assurance au titre des dommages immatériels non consécutifs.

Cette assurance englobe la garantie Responsabilité Exploitation. Les risques couverts sont de 6 100 000 € par sinistre, tous dommages confondus soit dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non.

La prime globale de cette assurance s'élève à 22 k€,

Le groupe Coheris est également titulaire :

- d'un contrat de Responsabilité Multirisque Professionnelle et de Multirisque Matériel Informatique souscrits par Coheris S.A. et les entités françaises du groupe. Cette assurance couvre entre autres les risques locatifs, les dommages électriques, les objets personnels, le vol, les détériorations immobilières. La prime globale d'assurance s'élève approximativement à 11 k€.
- d'un contrat assurance flotte véhicules pour un montant global de 35 k€ approximativement,
- d'une assurance responsabilité civile du dirigeant et des mandataires sociaux avec extension de la garantie à la faute non séparable.

Chaque année, l'adéquation des polices d'assurance est réactualisée au regard de l'évolution de l'exposition aux risques du Groupe notamment en matière de chiffre d'affaires.

## 4.5 - Risque lié aux collaborateurs de Coheris

Les collaborateurs sont formés par Coheris. Les avantages accordés par Coheris, un PEE avec abondement de 20%

sur les titres Coheris, la mise à disposition d'un Fond Commun de Placement Entreprise, des stock options largement diffusées, l'accord sur la réduction du temps de travail accompagné d'un compte épargne temps contribuent à fidéliser les collaborateurs. Par ailleurs des accords de participations sont en vigueur pour les salariés des sociétés Coheris Fdv, Coheris et Coheris Rhône Alpes.

Les salariés des sociétés Coheris, Coheris Harry et DataXpresso bénéficient par ailleurs d'un accord d'intéressement indexé sur la performance opérationnelle du groupe.

Pour assurer la capitalisation du savoir-faire des collaborateurs, Coheris s'appuie sur des outils informatiques de partage de connaissances. Ces outils largement diffusés au sein du groupe et faisant l'objet de procédures internes limitent le risque de perte de savoir-faire en cas de départ d'un homme clé.

## 4.6 - Risque de marché

### Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

En k€	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	2 127	486	0
Passifs financiers	-490	-53	0
Position nette avant gestion	1 637	433	0
Hors bilan	0	0	0
Position nette après gestion	1 637	433	0

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 21 k€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Les intérêts financiers se sont élevés à 32 k€ sur l'exercice 2008. De par sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

### Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF et GBP avec les clients des filiales Coheris Switzerland et Coheris InfoCat diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans ces devises. Les positions nettes des actifs réalisables diminuées des passifs exigibles au 31/12/2008 sont respectivement d'environ 149 KGBP et 48 KCHF. Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

### Risque sur actions

Le portefeuille de titres de Coheris détenus directement ou indirectement au 31/12/2008 est synthétisé dans le tableau suivant :

En k€	Portefeuille d'actions tierces	Portefeuille d'actions propres
Position au bilan	0	252
Hors Bilan	0	0
Position nette globale	0	252

Le portefeuille d'actions propres est composé au 31/12/2008 de 126 554 actions Coheris, d'une valeur de clôture unitaire de 1,99 €, achetées dans le cadre du programme de rachat d'actions en vigueur. Leur valeur est inscrite au bilan en diminution des fonds propres.

## 4.7 - Risque sur projets forfaitaires

---

Pour les ventes au forfait de projets de moyenne et longue durée qui représentent environ 25% du chiffre d'affaires de la société, la comptabilisation du chiffre d'affaires et des marges au fur et à mesure de la réalisation des travaux (méthode de l'avancement) n'entraîne pas de risque significatif dans les comptes : des situations contradictoires sont arrêtées régulièrement avec les clients, au moins mensuellement. Les éventuelles pertes à terminaison sont provisionnées à la fin de l'exercice. Au cours de l'exercice, aucune dotation de provision n'a été effectuée.

## 4.8 - Risque juridique

---

De manière générale, la société provisionne ses litiges dès l'ouverture d'une procédure judiciaire. La provision est constituée pour chaque litige au cas par cas après une étude approfondie du dossier et diagnostic du service juridique.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

## 4.9 - Risque fournisseur

---

Sans objet chez Coheris.

## 4.10 - Risques industriels et liés à l'environnement

---

Du fait de son activité de société produisant des prestations de service, la société n'a pas d'impact direct ou indirect sur l'environnement. Ses implantations sont installées dans des agglomérations au milieu d'entreprises de même nature.

# Chapitre 5

# Informations concernant l'émetteur

5.1	<u>Historique et évolution de la société</u>	18
5.2	<u>Investissements</u>	19

## 5.1 - Historique et évolution de la société

### 5.1.1 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est "Coheris".

### 5.1.2 - Numéro de Registre du Commerce et des Sociétés

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 399 467 927 depuis le 17 octobre 2000.

### 5.1.3 - Date de constitution et durée de vie

La société Coheris a été constituée le 30/12/1994 en tant que Société Anonyme intervenue suivant acte sous seings privés. La durée de la société est fixée à 99 ans, ce à compter de son immatriculation au Registre du Commerce

et des Sociétés, soit jusqu'au 11 janvier 2095, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire.

### 5.1.4 - Siège social et forme juridique

Le siège social est situé au 40 rue de l'Est - 92100 Boulogne-Billancourt.

Les documents sociaux (comptes, procès verbaux d'Assemblées Générales, rapports des Commissaires aux Comptes, etc.) peuvent être consultés au siège de la société.

Société Anonyme à Conseil d'Administration régie par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

### 5.1.5 - Évènements importants dans le développement des activités de l'émetteur

Les informations suivantes complètent les informations présentes dans le paragraphe 9.1.

#### Présentation et historique de la société et du groupe

<b>1994</b>	Création de Coheris
<b>1995</b>	Lotus Business Partner : Réalisation du premier centre d'appels avec CTI (couplage téléphonie et informatique)
<b>1996</b>	Lotus Premier Partner : Lancement des développements CRM & CTI
<b>1997</b>	Meilleur partenaire IBM/Lotus de France et Award de la meilleure satisfaction client
<b>1998</b>	Fusion avec Atix International (Strasbourg) - Obtention du label Eureka pour les projets CTI Premiers développements autour de l'Internet mobile
<b>1999</b>	30 juin : Introduction au Nouveau Marché de la Bourse de Paris
<b>2000</b>	Mars : Eneide, leader européen sur le marché du CRM avec plus de 400 références rejoint Coheris Octobre : SmartMoves (Zurich) rejoint le groupe et devient Coheris Switzerland Coheris primé lors de Lotusphere Berlin ; il reçoit un Beacon Award dans la catégorie "Best tool utility"
<b>2001</b>	Intégration de la société Aldec (Coheris Rhône Alpes) basée à Lyon, Grenoble et Paris Coheris lauréat du premier "Eureka Lynx Award"
<b>2002</b>	Acquisition d'InfoCat, société spécialisée dans le CRM et la Business Intelligence basée à Londres
<b>2004</b>	Coheris renforce son activité d'éditeur de logiciels par l'acquisition de HarrySoftware, société spécialisée dans les applications de Business Intelligence
<b>2005</b>	Augmentation de capital par attribution gratuite de BS-ABSA aux actionnaires. 5,7 M€ de fonds levés au cours de la première phase - L'étude IDC du marché français de la Relation Client parue en octobre confirme la position de Coheris dans le "top 3" des éditeurs avec Siebel et SAP (hors fusions récentes du secteur)
<b>2006</b>	Acquisition de FDV Concept, éditeur spécialisé dans le domaine de l'efficacité commerciale et du marketing Cession des agences Global Services de Strasbourg, Rennes et Aix-en-Provence Augmentation de capital par exercice de BSA pour un montant de 1,7 M€ de fonds levés au cours de la deuxième phase
<b>2007</b>	Fabrice Roux remplace Jean-Pierre Créput à la tête du Groupe Coheris Acquisition de Spad éditeur spécialisé dans le domaine du Data Mining Fusion par absorption de la société Coheris Spad par la société Coheris
<b>2008</b>	Pierre Ausset est nommé Directeur Général du pôle BI de Coheris Tom Pertsekos est nommé Directeur Marketing Produit du groupe L'étude IDC du marché français de la Relation Client parue en octobre confirme la position de Coheris dans le "top 3" des éditeurs avec Siebel et SAP (hors fusions récentes du secteur)

## 5.2 - Investissements

### 5.2.1 - Principaux investissements réalisés durant l'exercice

Le montant total des investissements des deux derniers exercices se décompose comme suit :

En k€	2008	2007
Recherche et Développement	2 884	3 129
Concessions, brevets	66	77
Corporels	275	197
Autres	25	26
Total	3 250	3 429

Les dépenses en Recherche et Développement dont les activités sont détaillées au paragraphe 11.1 se sont élevées à 2 884 k€ hors charges de gestion soit 9,0 % du chiffre d'affaires contre 9,6 % du chiffre d'affaires en 2007 ; elles ont porté essentiellement sur le développement des produits de Coheris CRM et Coheris Fdv dans les domaines du CRM, de Coheris Harry et Coheris Spad dans les domaines de la Business Intelligence et du Data Mining ainsi que sur l'intégration entre ces gammes de produits.

Les investissements corporels sont relatifs à l'acquisition des matériels et des aménagements (réseau, mobilier, locaux, matériel informatique) nécessaires à la production (275 k€ en 2008 contre 197 k€ en 2007).

L'ensemble de ces investissements a été autofinancé en 2008.

### 5.2.2 - Principaux investissements en cours

Dans le cadre de la poursuite de sa politique de croissance externe, Coheris S.A finalisera l'acquisition des titres de Coheris Harry au premier semestre 2009. Le montant restant à payer s'élevant à 1.327 K€ sera financé par les fonds propres du groupe. Hormis ce dernier règlement il restera plus de décaissement à prévoir au titre d'earn out d'acquisitions passées.

### 5.2.3 - Principaux investissements pour l'avenir

Coheris envisage de poursuivre sa politique d'investissements courants (matériel de production) et de Recherche et Développement dans les mêmes conditions et proportions pour les exercices à venir.

Dans le cadre de la poursuite de sa politique de croissance externe, Coheris pourra être amené à réaliser d'autres opérations de ce type dans les années à venir. Le financement de ces investissements se fera, comme jusqu'à présent, par émission de titres, autofinancement ou recours à des emprunts.



# Chapitre 6

## Aperçu des activités

6.1	<u>Description des activités</u>	22
6.2	<u>Position concurrentielle</u>	28
6.3	<u>Principaux marchés et clients</u>	28
6.4	<u>Influence d'évènements exceptionnels</u>	30
6.5	<u>Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences</u>	30

## 6.1 - Description des activités

L'évolution du savoir-faire de Coheris et son expérience acquise lors de nombreux projets réalisés dans le domaine de la Gestion de la Relation Client ont conduit Coheris à industrialiser ses offres sous forme de progiciels. Le modèle éditeur s'est naturellement imposé.

Le cœur de l'activité de Coheris repose sur des solutions de Gestion de la Relation Client et de Business Intelligence. L'offre CRM couvre tous les domaines de la relation client : marketing, ventes et service client. Elle répond aux besoins des entreprises, de la grande PME à la multinationale, quelque soit leur secteur d'activité. L'offre BI constitue une plateforme d'outils analytiques et prédictifs, à l'usage des experts métiers et des utilisateurs finals. Les gammes CRM et BI sont complémentaires, notamment dans ce qu'on appelle communément le CRM Analytique, un domaine en pleine expansion.

Coheris assure l'expertise, la formation et dans certains cas l'intégration et la mise en œuvre dans le cadre de services associés (Professional Services). Des contrats de maintenance sont associés à la vente et à la mise en œuvre de progiciels. Ils assurent l'évolution des produits dans le temps et l'assistance aux clients. La maintenance progicielle peut être étendue à l'application spécifiquement installée pour le client dans le cadre d'un contrat de Tierce Maintenance Applicative (TMA).

L'activité historique de Coheris est constituée par l'activité Global Services, prestations de conseil, d'assistance ou de réalisation au forfait de projets, sans lien direct avec ses activités d'éditeur. L'activité Global Services représentant 24% du CA est centrée sur des solutions de "Collaborative Business".

### 6.1.1 - Les marchés du CRM et de la Business Intelligence

Si le marché du CRM n'atteint plus les performances des années antérieures (moins de 23% de croissance en 2007), il reste néanmoins dynamique. Le Gartner Group prévoit un rythme moyen de croissance annuelle de 11% jusqu'à 2012. Les éditeurs SAP et Oracle s'imposent comme les deux leaders mondiaux incontestables. Le marché ne connaît pas de situation d'oligopole puisque les autres éditeurs représentent près de 60% du chiffre d'affaires au niveau mondial.

Le marché du CRM est composé de 3 segments : marketing, ventes et service client. Le premier - le marketing - devrait enregistrer la plus forte croissance, soit 15% en moyenne par an. Ce segment est actuellement le moins bien servi par les applications de CRM mises en œuvre : 1700M\$ contre 3000M\$ pour les deux autres segments, en 2007. Il est prévisible que le marketing connaisse la croissance la plus importante dans les prochaines années.

Le regain d'intérêt des entreprises pour les offres des éditeurs spécialisés ou des offres combinées dans une démarche "best of breed" constitue un phénomène déjà

constaté sur le marché du CRM et confirmé en 2008. Ce mouvement se fait au détriment des offres jouant le tout intégré : ERP, CRM, SCM,... promues par les grands éditeurs couvrant l'ensemble des applications d'entreprise. Au cours des dernières années, l'échec de nombreux grands projets de CRM basés sur des offres intégrées est à l'origine de ce retournement de tendance.

La tendance générale du marché du CRM est la grande popularité de ce qu'on appelle désormais le CRM Analytique. Concrètement, il s'agit d'applications analytiques et de gestion des performances, dans tous les domaines du CRM (marketing, ventes et service client) qui s'appuient sur les technologies de la BI et du Datamining. Cette popularité s'explique à la fois par des raisons structurelles et conjoncturelles.

Dans le domaine du CRM - comme dans bien d'autres domaines - les besoins opérationnels ont été comblés grâce aux différents progiciels généralisés pendant les vingt dernières années, intégrés ou pas. Par contre, toutes les données opérationnelles que les entreprises collectent chaque année, ne sont pas, ou peu exploitées d'un point de vue analytique ou prédictif. Autrement dit, les entreprises ne profitent pas encore assez de ces gisements de données pour alimenter l'analyse de leurs performances de leurs différentes activités, pour prévoir et anticiper certains phénomènes et finalement, pour optimiser le fonctionnement de leurs différents métiers.

A ce fort potentiel de développement pour les applications analytiques s'ajoute celui occasionné par le contexte économique actuel, très dégradé. En période de crise et d'incertitude, les entreprises ont besoin d'une plus grande visibilité sur leurs activités, d'un pilotage plus fin, d'une optimisation de leurs ressources et de leurs résultats... Et c'est bien là, la proposition de valeur des applications de CRM analytique ou prédictif !

Le marché des outils de BI est aussi en croissance mais dans une moindre mesure. En Europe, le Gartner Group prévoit 6 à 7% de croissance par an sur la période 2009-2011. Les enquêtes annuelles du Gartner Group auprès des Directions des Systèmes d'Information indiquent que la BI reste malgré tout leur priorité n°1, pour la troisième année consécutive (enquête annuelle du Gartner Group). Ce constat est à rapprocher d'une demande croissante pour les applications analytiques. Cette convergence souligne la prise de conscience des entreprises de leurs besoins de moyens d'analyse, de prévision et de pilotage.

Jusqu'à présent, la diffusion de la BI dans l'entreprise reposait sur le schéma suivant : l'informatique mettait à disposition des utilisateurs finals dans les différents métiers, d'une part, des entrepôts de données analytiques récupérées depuis les bases de données opérationnelles, et d'autre part, des outils de BI censés permettre à l'utilisateur final de trouver tout seul la réponse à ses besoins (en supposant qu'il les connaisse). 25 ans plus tard et malgré tous les progrès technologiques, ce schéma classique montre ses limites. Le nombre d'utilisateurs réels de ces outils reste, tout compte fait, assez bas.

Cette situation est amenée à évoluer fortement avec la généralisation des applications analytiques. Ces applications banalisent les concepts et les technologies de la BI (cubes multidimensionnels, tableaux de bord,...), en les combinant à des fonctions métiers appuyées par une interface utilisateur très intuitive. L'utilisateur final ne

rencontre plus de contrainte pour profiter des avantages de la BI. Devenant familier de la démarche analytique, il sera lui-même demandeur d'outils en self-service pour ses besoins particuliers (qu'il découvrira au fur et à mesure), aucune application ne pouvant couvrir tous les besoins.

A terme, avec la généralisation des approches SOA (Services Oriented Architectures), on prévoit même la fusion des fonctions analytiques au sein même des applications métiers opérationnelles. Implémentées en tant que composants, ces fonctions seront facilement intégrables dans toute application "SOA Ready".

Bref, l'avenir des outils de BI passe d'abord par le développement d'applications et de composants analytiques sophistiqués, pour revenir dans un deuxième temps vers l'outillage de l'utilisateur final.

## 6.1.2 - L'offre Coheris

### 6.1.2.1 - Les progiciels de CRM

#### Coheris CRM

Pus de 800 sociétés dans le monde, de la PME à la multinationale, utilisent Coheris CRM au quotidien. Coheris CRM couvre tous les besoins et les processus liés à la relation client, que ce soit dans un modèle B2B ou B2C, aussi bien sur le plan opérationnel qu'analytique.

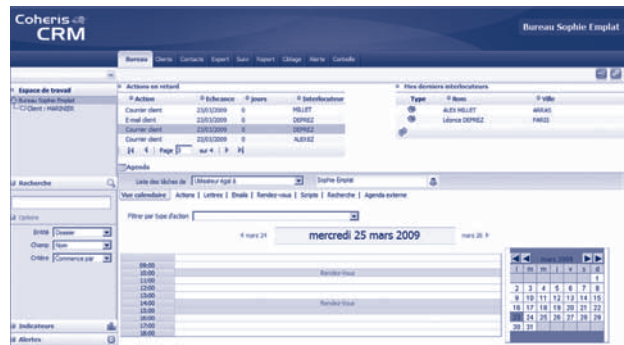
La suite logicielle Coheris CRM est reconnue pour ses capacités d'adaptation à des processus métiers variés et complexes. Complètement modulaire, elle peut servir à l'équipement d'un service client ou faire l'objet d'un déploiement stratégique d'une solution CRM globale. Ses modules opérationnels et analytiques peuvent être facilement activés selon les besoins de l'entreprise.

Les utilisateurs s'approprient rapidement Coheris CRM grâce à une ergonomie poussée et une interface intuitive. Ses fonctions avancées de paramétrage, au niveau du modèle de données, des écrans et des règles métiers, permettent une mise en œuvre accélérée.

Coheris CRM est une application Java/J2EE et fonctionne en mode full web. Son architecture orientée services (SOA) s'intègre facilement au système d'information de l'entreprise ainsi qu'à ses outils : GED, bureautique, knowledge management, ... Coheris CRM est conforme aux standards technologiques du marché : serveurs d'application, navigateurs, bases de données, ... qu'ils soient propriétaires ou Open Source.

Sur le plan opérationnel, Coheris CRM regroupe 3 modules fonctionnels autour d'un référentiel client unique. Chacun des modules traite un des 3 domaines de la relation client :

- Marketing : gestion des campagnes mono ou multi-canal avec suivi d'exécution et mesure des performances,
- Ventes : planification et suivi des actions commerciales selon les processus commerciaux de l'entreprise,
- Service client : traitement de chaque demande client, indépendamment du moyen de communication et prise en compte des différents workflows : affectation aux agents, réponse automatisée, escalades et alertes, ...



Sur le plan analytique et dans les 3 domaines fonctionnels, Coheris CRM met à la portée de tout utilisateur métier des applications d'analyse multidimensionnelles, des tableaux de bord interactifs et des modèles prédictifs, permettant :

- La segmentation et le ciblage fin d'une base prospects/clients pour optimiser les campagnes marketing,
- Des prévisions des ventes à partir des données historisées,
- Différents types de scoring client : appétence par rapport à un type de produit, risque d'attrition (churn), ...
- Un classement automatique des courriers clients (text-mining), ...



#### Coheris Trade

Contrairement à Coheris CRM, Coheris Trade est un progiciel bien ciblé, puisqu'il vise l'optimisation de l'activité commerciale des industriels de biens de consommation vendus en grande distribution ou par des réseaux spécialisés : pharmacies, parfumeries, agro-alimentaire, équipement de la maison, cosmétologie, ...

Le marché cible de Coheris Trade est constitué d'entreprises évoluant dans le domaine B2B2C, un marché où les logiciels classiques de CRM ne s'appliquent pas. En effet, la relation binaire client/fournisseur est remplacée par une relation basée sur 3 acteurs : fournisseur/distributeur/consommateur. Toutes les industries concernées fonctionnent sur le plan commercial avec des règles et selon des processus bien spécifiques. Coheris Trade implémente tous ces processus métiers qui sont personnalisables pour chaque cas particulier. Il permet aux directions commerciales et marketing de mieux coordonner les actions des commerciaux, d'optimiser leurs cycles de ventes et de piloter toute l'activité.

Coheris Trade est conçu pour répondre en priorité aux problématiques des commerciaux nomades, lorsqu'ils sont

sur le point de vente, face au client. Coheris Trade embarqué sur l'ordinateur portable du commercial avec toutes les données nécessaires lui donne une parfaite autonomie sur le terrain. Lorsque l'utilisateur est connecté au site central, la synchronisation des données se fait automatiquement. En mode connecté, Coheris Trade est disponible à la fois en architecture client-serveur ou full web.



L'ergonomie et le mode opératoire du logiciel ont fait l'objet d'une étude précise, pour répondre aux besoins spécifiques du commercial sur le lieu de vente. Ils sont optimisés pour un usage sans clavier et sans souris, directement à partir d'un écran tactile (Tablet PC).

Pour valoriser plus efficacement les données commerciales, le reporting opérationnel est intégré à Coheris Trade.

Avec un même outil l'utilisateur accède à un entrepôt de données personnalisé pour créer et diffuser des rapports ; il exploite ces données pour les transformer en actions opérationnelles immédiates.

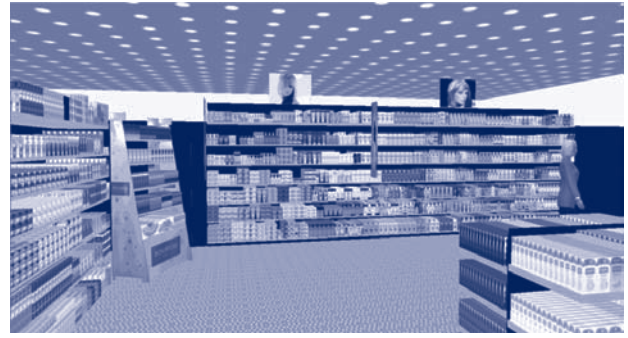


## Coheris Merch

Tout en étant un logiciel autonome, Coheris Merch est un produit complémentaire à Coheris Trade. Il optimise la gestion et l'organisation du "category management" et concerne donc toutes les entreprises du B2B2C ayant une problématique de merchandising pour leurs produits : la mise en valeur des produits dans les lieux de vente.

Coheris Merch permet de créer un plan merchandising, de mettre en valeur tous les dispositifs prévus sur les lieux de vente, d'organiser la segmentation des produits et d'optimiser les linéaires disponibles,...

Pour faciliter la conception des plans et la communication autour de ces plans, Coheris Merch permet une théâtralisation du rayon en 3D.



## 6.1.2.2 - La plateforme BI et Datamining

### Coheris Harry

Coheris Harry est une plateforme complète de Business Intelligence conçue pour créer et déployer rapidement des applications analytiques, quelque soit le métier : finance, relation client, ressources humaines,.... Ces applications associent dans une logique métier, des rapports détaillés, des cubes multidimensionnels et des tableaux de bord, immédiatement exploitables par l'utilisateur final, grâce à une interface riche et interactive.

Coheris Harry propose une démarche de développement rapide par composants. Les différents outils de la plateforme permettent de :

- Créer les différents types de composants analytiques (rapports, cubes, indicateurs,...) opérant aussi bien sur des bases de données opérationnelles, que sur des datamarts spécialisés,
- Assembler ces composants dans des pages web et intégrer la logique métier et les moyens de navigation adéquats, créant ainsi une véritable application prête à l'emploi,
- Publier ces applications sur Intranet ou Extranet (clients, fournisseurs,...) et gérer simplement leur exploitation.

Déployées en production, ces applications analytiques supportent un grand nombre d'utilisateurs simultanés et s'insèrent facilement dans toute infrastructure technique. Dans une approche SOA, ces composants décisionnels peuvent être imbriqués dans des applications métiers en tant que services web, embarquant ainsi les fonctions analytiques au sein des processus opérationnels.



Coheris Harry couvre tous les besoins complémentaires de l'utilisateur final. Quelque soit la richesse des applications analytiques mises à sa disposition, l'utilisateur découvre rapidement des besoins d'analyse complémentaires. Avec Coheris Harry, chaque utilisateur accède depuis son navigateur aux données disponibles, décrites préalablement en termes métier par un expert et il effectue librement analyse et reporting.

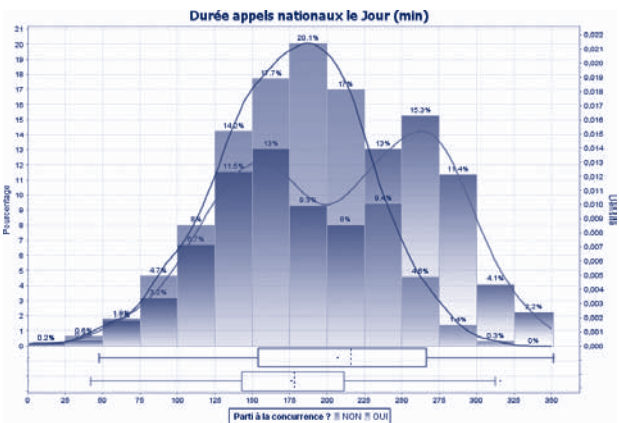


Enfin, Coheris Harry propose en option un serveur de données spécialisé pour les traitements analytiques. Il offre des performances très significatives sur des entrepôts de données très volumineux (supérieur à 1 Terra-Octet) grâce à un stockage des données par colonnes et des traitements en mémoire (in memory processing).

### Coheris SPAD

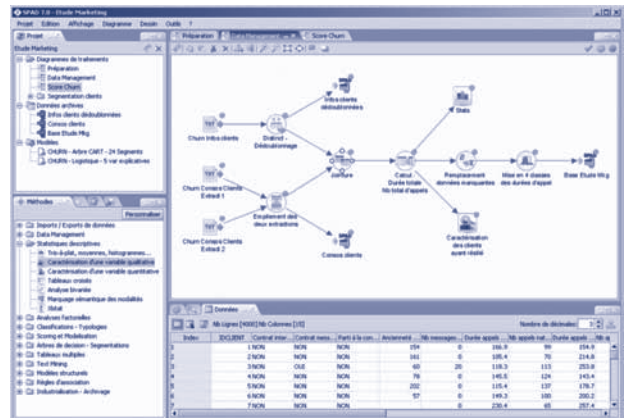
L'offre BI de Coheris est complétée sur le plan de l'analyse prédictive, par Coheris SPAD. Il s'agit d'un atelier complet de datamining qui permet d'exploiter autrement tous les gisements des données de l'entreprise, en appliquant des modèles prédictifs ou exploratoires.

Coheris SPAD permet de construire des indicateurs permettant de prévoir et d'optimiser toutes sortes de phénomènes : analyser les comportements d'achat, évaluer et prévenir des risques métier (risque de crédit, de sinistre,...), améliorer des processus de fabrication (analyse des défauts,...) etc.



Coheris SPAD est un outil extrêmement convivial, toutes les opérations se font à l'aide d'outils graphiques spécialisés, réduisant largement le temps global d'une étude. Il offre une très large palette de modèles et de méthodes statistiques immédiatement applicables et couvrant la quasi-totalité des

besoins. Il supporte aussi des méthodes de texte-mining permettant de traiter et de classifier automatiquement des courriers en masse (réclamations clients, demandes d'information,...).



Les modèles étant généralement élaborés sur un échantillon de données, Coheris SPAD permet ensuite de les appliquer automatiquement sur l'ensemble de la population en base et de générer les nouveaux indicateurs (scores,...) qui peuvent alors être ajoutés dans les différents tableaux de bord et dans les rapports d'aide à la décision.

### 6.1.2.3 - Support, Maintenance, Tierce Maintenance Progielle

L'accompagnement de ses clients dans la durée est un engagement fort de Coheris. Il est également une source importante d'enrichissement fonctionnel et d'évolution technologique de ses solutions.

Afin d'apporter une assistance technique à ses clients sur l'utilisation de ses logiciels, Coheris a réuni ses compétences de maintenance et de support en un Centre de Support Technique Coheris Software.

La maintenance correspond traditionnellement à trois tâches principales :

- le support,
- la maintenance corrective,
- la maintenance évolutive.

La souplesse et l'ouverture des produits Coheris permettent une implémentation totalement personnalisée des produits, en adéquation avec l'environnement fonctionnel et technique de chaque client. Notamment les produits de CRM, qui nécessitent toujours une part de personnalisation importante. Les fonctions traditionnelles de la maintenance se révèlent alors insuffisantes, s'agissant de systèmes complexes adaptés spécifiquement chez des clients, à leurs processus métier, leurs systèmes d'informations, par exemple.

La réponse proposée par Coheris est la Tierce Maintenance Progielle (TMP).

Cette prestation est proposée sous la forme d'un contrat spécifique, complémentaire de la maintenance traditionnelle. Ce contrat est destiné à garantir au client les fonctions de la

maintenance produit, étendues à son application, afin d'avoir un support, la maintenance corrective et évolutive spécifique au paramétrage et à l'intégration personnalisée de son système. Les prestations personnalisées sont définies dans un contrat d'assistance adapté à chaque client.

Grâce à une prise en charge complète de l'application paramétrée pour le besoin métier du client, la TMP permet de garantir son fonctionnement optimal en phase avec ses impératifs de disponibilité et d'adaptabilité. Les équipes de consultants multidisciplinaires de Coheris dispensent également des formations sur site. Couvrant tous les profils d'utilisateurs, ces formations s'adaptent aux différents types de missions et de besoins.

#### 6.1.2.4 - Intégration des produits : les Professional Services

La réussite d'un projet de CRM ou de Business Intelligence repose autant sur les qualités intrinsèques de l'outil choisi que sur les prestations d'adaptation du progiciel, la mise en oeuvre et l'accompagnement du projet. L'offre Professional Services de Coheris s'appuie sur des méthodologies projet éprouvées et des savoir-faire adaptés à chaque métier.

Les équipes Professional Services s'engagent à mener à bien les missions confiées par nos clients dans le respect de leurs impératifs : délais d'installation réduits, efficacité des systèmes assurant un retour rapide sur investissement, évolutivité des architectures et des applications.

Coheris assure pour certains de ses clients la mise en oeuvre complète des produits. Dans le cas d'un partenaire intégrateur maître d'oeuvre du projet, les consultants spécialisés de Coheris peuvent intervenir ponctuellement à différents titres : expertise produit, formation, conseil,...

#### 6.1.2.5 - Les "Global Services"

Des équipes de consultants peuvent être délégués dans le cadre de forfaits ou de régie, afin d'assister des clients dans le développement de leur système d'information. Coheris spécialise ses interventions dans le Collaborative Business, l'ensemble des outils et technologies permettant de partager de l'information ou du contenu, de dématérialiser la relation, et d'échanger avec les partenaires des informations plus riches.

Cette activité des Global Services recouvre les ventes de services de l'ensemble des divisions du groupe. Elle représente 24% du chiffre d'affaires de Coheris en 2008.

Expertise historique du groupe, les Global Services sont pour Coheris plus qu'une activité : une ligne de conduite professionnelle. Résolument axée sur les technologies de pointe, Coheris s'attache à valoriser l'utilisation des nouvelles technologies auprès des entreprises en proposant des solutions globales de Web Collaboration. Ces dernières ont pour objectif d'aider les entreprises à mieux servir leurs clients et à améliorer leur performance globale. Ce marché en forte croissance se décline de plusieurs manières : sites publics à caractère informatif, e-commerce (vente en ligne), sites privés de type Intranets et Extranets, applications spécifiques partagées via browser Web...

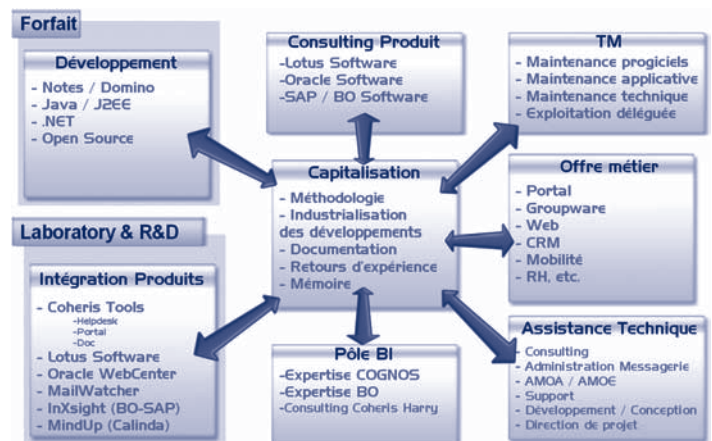
Alliant l'innovation à l'esprit de service, le groupe s'appuie sur des équipes, des hommes et des femmes hautement qualifiés et aux compétences complémentaires, sur des valeurs communes d'écoute et de respect des engagements.

L'offre de Global Services :

- AMOA (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage),
- Conseil,
- Ingénierie,
- Forfait,
- Mise en oeuvre et intégration,
- TMA (Tierce Maintenance Applicative),
- Partenariats technologiques.

Les points forts de Coheris Global Services :

- une couverture des régions IDF & Rhône Alpes
- une présence essentiellement grands comptes
- Référencements importants
- Positionnement IT en évolution permanente.



#### 6.1.3 - Nouveaux Produits

En Mars 2009, à l'occasion du salon SECA, Coheris a annoncé la sortie officielle de deux nouvelles versions pour Coheris CRM et Coheris Trade :

- **Coheris CRM v4.5** est une version de consolidation de la suite logicielle Coheris CRM. Son principal axe d'amélioration est l'ergonomie et la facilité d'utilisation donnée à l'utilisateur final. Les technologies web 2.0 (Ajax) offrent une interface particulièrement intuitive permettant une prise en main et une appropriation rapide de la solution par les utilisateurs. Les consultants en charge du paramétrage bénéficient eux aussi de plus grandes facilités d'utilisation réduisant ainsi les délais de mise en oeuvre. De nombreuses nouvelles fonctions enrichissent Coheris CRM, les environnements techniques les plus récents ont été pris en compte (systèmes d'exploitation, bases de données, serveurs d'application,...). Coheris CRM v4.5 concrétise une intégration totale avec Coheris Harry, la plateforme BI du groupe Coheris. Tous les rapports analytiques, les tableaux de bord et les autres

applications de CRM Analytique basés sur cette technologie, sont directement accessibles depuis les écrans de Coheris CRM et partagent le même dictionnaire de données, la même gestion des droits utilisateurs,...

- **Coheris Trade v2** est une version majeure de la solution CRM verticale de Coheris. Avec cette nouvelle version, Coheris Trade devient une application full web, accessible depuis un simple browser. La version reste toujours disponible en architecture client/serveur (windows) pour répondre au besoin des forces de vente nomades qui ont besoin d'une grande autonomie. A première vue, la version web résout cette contrainte : une clé 3G (modem pour une connexion mobile à haut débit) suffit pour se connecter au serveur. En pratique, et dans de nombreux cas, l'état actuel des réseaux 3G ne le permet pas toujours ou du moins efficacement. C'est pourquoi, Coheris propose toujours les deux architectures pour Coheris Trade. Par ailleurs, cette version apporte de nombreuses nouvelles fonctionnalités métier pour mieux intégrer les besoins de la grande distribution, la prise en compte des réclamations client, l'intégration avec SAP,...

Concernant son offre de Business Intelligence, Coheris a lancé **Coheris Harry v8** en septembre 2008, lors de la réunion du Club Utilisateurs Harry. Outre le support de la norme UNICODE (langues non européennes : arabe, chinois, japonais,...), cette version marque l'ouverture de Coheris Harry aux architectures SOA. Tous les composants décisionnels construits avec Coheris Harry, peuvent être appelés en tant que services web, depuis toute application tierce. De plus, des services web "techniques" permettent d'accéder à des fonctions d'administration de l'outil et facilitent une intégration étroite avec des logiciels tiers (à l'exemple de Coheris CRM).

L'autre axe d'évolution important de cette version est la facilité et la puissance des outils destinés à l'utilisateur final. Leur ergonomie et leurs possibilités d'analyse et de restitution ont été significativement étoffées. Les capacités de restitution ont été enrichies de toute une bibliothèque d'objets graphiques animés et interactifs (jauges, compteurs, cartes de pays,...) à l'aide desquels l'utilisateur peut naviguer par simple clic.

L'année 2008 a été marquée par la sortie d'une version majeure pour l'atelier de datamining **Coheris SPAD v7**. Elle apporte l'automatisation de toute l'étape préalable d'une étude de datamining : le Data Management. Autrement dit, la capacité d'extraire, de manipuler, de transformer les données brutes contenues dans une base opérationnelle ou analytique, avant de pouvoir leur appliquer différents modèles statistiques. Ces opérations prennent plus de 90% du temps d'une étude. Coheris SPAD v7 est doté d'outils graphiques très conviviaux qui rendent les tâches techniques extrêmement simples, permettent de vérifier la validité des résultats à chaque étape et d'enchaîner l'ensemble des traitements en un seul processus. Avec ces fonctions avancées de Data Management, Coheris SPAD devient un outil extrêmement efficace.

## 6.1.4 - Partenaires

Le Groupe Coheris commercialise ses produits et, dans certains cas, en assure l'intégration et la mise en œuvre

dans le cadre de services associés (Professional Services). Ce mode de fonctionnement est loin d'être exclusif et n'occulte aucunement une volonté forte de travailler avec des partenaires.

Ces partenaires sont de deux natures :

- Partenaires technologiques proposant des sous-systèmes nécessaires à la construction des produits ou applications (bases de données, plates-formes de développement, serveurs applicatifs,...) ou des ensembles fonctionnels complétant l'offre Coheris (CTI, e-mailing, géomarketing, élaboration budgétaire,...)
- Partenaires Business et/ou distributeurs qui promeuvent les produits Coheris et en assurent l'intégration chez leurs clients.

### Partenaires Technologiques

Coheris est partenaire des acteurs majeurs du marché comme Citrix, IBM, Microsoft, Oracle,...soit en intégrant leurs technologies dans ses propres produits soit en proposant des interfaces avec ces produits tiers.

Coheris est :

- Microsoft Certified Partner
- IBM Partner de niveau Advanced
- Oracle Partner Network
- Citrix Silver Solution Advisor

### Partenaires Intégrateurs et/ou Distributeurs

Coheris commercialise ses produits directement ou par l'intermédiaire d'autres acteurs du marché comme des opérateurs de télé-services, des cabinets de conseil ou des intégrateurs lui permettant de construire des offres sectorielles spécialisées.

Le développement d'un réseau de partenaires certifiés et actifs est une volonté stratégique de Coheris.

La politique partenaires a été matérialisée par la création de postes de Responsable de Ventes Indirectes, mis en place fin 2008, aussi bien sur l'offre CRM que sur l'offre BI. Elle va se poursuivre activement en 2009 avec 3 axes principaux :

- Régions : trouver en France des partenaires capables de relayer des actions Coheris auprès de clients pour lesquels la proximité est une nécessité fonctionnelle ou économique,
- International : capitaliser sur des implantations internationales réalisées par des partenaires ou par déploiement de sites multinationaux à partir de la France, en utilisant ces références comme base de démarrage d'un partenariat,
- Grands partenaires : il est nécessaire que Coheris travaille avec davantage de grandes sociétés de services, avec des équipes spécialisées dans le CRM ou la BI, afin d'assurer la réalisation de projets larges intégrant de multiples produits et dépassant le périmètre possible de Coheris.

Parmi les principaux partenaires Business de Coheris, on peut citer : Alcatel ISD, Amec Spiecom, British Telecom, Business & Décision, Cap Gemini, Cisco, Sneda, Sopra, Steria,...

La part des ventes réalisées par l'intermédiaire de partenaires de Coheris dans son activité d'édition de logiciels a été de 14% en 2008.

## 6.2 - Position concurrentielle

Avec ses deux suites logicielles Coheris CRM et Coheris Trade, Coheris dispose d'une offre CRM complète capable de répondre aux besoins d'un très large spectre d'entreprises, quelque soit leur secteur d'activité, leur modèle de vente (B2B, B2C, B2B2C) ou leur taille, des grandes PME aux grands comptes jusqu'aux multinationales.

Auprès des grands comptes, l'offre Coheris peut être confrontée aux offres Oracle ou SAP. Néanmoins et pour les raisons évoquées en 6.1.1, l'approche du tout intégré mise en avant par ces éditeurs trouve moins d'écho aujourd'hui qu'il y a quelques années. Sur le segment du mid-market, la compétition se fait essentiellement avec les produits Selligent, CDC Software (Pivotal, Saratoga) ou encore avec des produits spécialisés dans certains domaines : gestion des campagnes, self-care,...

Face à ces concurrents, la force de l'offre Coheris CRM réside dans sa grande capacité d'adaptation à la plupart des processus et particularités métiers. Son architecture full web (Java/J2EE), ses capacités de montée en charge et sa facilité d'intégration à tous les systèmes d'information sont de nature à rassurer les directions informatiques qui restent encore pour beaucoup impliquées dans les choix des logiciels.

De leur côté, Coheris Trade et Coheris Merch sont reconnus comme des produits de référence auprès des industries des biens de consommation. Coheris Trade supporte tous les processus spécifiques à la vente via les différents canaux de distribution et offre une ergonomie inégalée aux commerciaux nomades. Coheris Merch apporte une réponse complète aux spécialistes du merchandising et privilégie toujours sa capacité avancée de visualisation du point de vente en 3D.

Coheris Trade et Coheris Merch bénéficie d'un différentiateur commun fort par rapport à la concurrence : leur partie analytique, héritage direct des technologies et du savoir-faire de Coheris en matière de Business Intelligence. La tendance lourde du marché pour les outils analytiques, renforcée par la crise économique actuelle, positionne très favorablement le groupe Coheris dans le domaine du CRM Analytique qui bénéficie pleinement de la synergie entre ses deux gammes de produit.

Autre point fort du groupe Coheris : une base installée de près de 1000 références en matière de CRM. Outre l'assise et la crédibilité qu'elle confère à ses produits, elle représente un potentiel important de ventes additionnelles ou croisées.

Aujourd'hui, Coheris ne commercialise pas ses produits CRM en mode SaaS. Techniquement rien n'empêcherait une telle démarche, néanmoins Coheris n'a pas à ce jour de demandes dans ce sens de la part de ses clients. Il est vrai que les TPE et les petites PME qui sont concernées en priorité par le SaaS, ne font pas partie de notre cœur de cible. Toutefois, nous constatons la poussée de ce mode

d'utilisation sur le marché, emmené par Salesforce, qui commence à toucher des entreprises plus importantes. Le sujet est à l'étude et il est possible que d'ici un an Coheris propose ses logiciels de CRM en mode SaaS, parallèlement au mode classique.

Le marché de la Business Intelligence, a été marqué en 2007 par des acquisitions majeures en cascade où les leaders du domaine ont été rachetés par les méga-vendeurs de logiciels (SAP, IBM, Oracle). On pourrait croire à première vue, que les dés sont jetés sur ce marché. Or, on s'aperçoit un an plus tard que beaucoup de clients, cherchent une seconde source pour leurs outils BI afin de limiter leur dépendance vis-à-vis de leur fournisseur principal de logiciels. De même, pour certains revendeurs ou intégrateurs, qui souhaitent aussi pour différentes raisons, changer ou élargir leurs partenaires.

Mais sur le marché de la BI, la tendance lourde, qui se renforcera d'année en année, est la généralisation des applications analytiques packagées, pour les différents métiers de l'entreprise. En ce sens, notre plateforme Coheris Harry est parfaitement positionnée et elle est technologiquement en avance par rapport à la plupart de ses concurrents. Cette position est renforcée, d'une part par la nouvelle interface incluant les objets graphiques interactifs, d'autre part par la reconnaissance généralisée des avantages pour la BI du stockage des données par colonnes et de leur traitement en mémoire (caractéristiques de la base de données optionnelle de Coheris Harry).

Le marché du datamining et de l'analyse prédictive a été depuis longtemps limité aux experts présents dans les grands groupes ou dans des instituts d'études spécialisés. Depuis peu, on constate un rapprochement de ces outils et méthodes, avec les différents métiers. Le domaine le plus moteur est celui de la relation client. Sur tous les segments de la relation client - marketing, gestion des ventes et service client - l'engouement pour toutes les fonctions de segmentation, de scoring, de texte-mining,...est important.

Coheris SPAD, depuis sa version 7 sortie en 2008, s'oriente davantage vers ce type d'usages et d'applications, qu'elles soient autonomes ou intégrées dans les offres CRM du groupe. Cette approche permettra à Coheris de mieux se positionner face aux acteurs incontournables du domaine, SAS et SPSS, qui ont déjà pris le virage des déclinaisons métiers. Coheris SPAD jouit d'une excellente notoriété auprès des experts statisticiens et continuera à cultiver ce marché, tout comme les milieux universitaires où il est largement utilisé, dans l'enseignement et dans le milieu de la recherche qui garantit à Coheris la prise en compte des dernières avancées scientifiques.

## 6.3 - Principaux marchés et clients

Les ventes de Coheris font l'objet de contrats qui prévoient des prestations s'étalant sur plusieurs mois. Ils sont fréquemment renouvelés par année civile. Les contrats de maintenance sont d'une durée d'un an, renouvelables par tacite reconduction. Coheris peut faire appel à de la sous-traitance lorsque les ressources nécessaires ne sont pas disponibles en interne. Il s'agit le plus souvent d'appel à des

consultants extérieurs ou de mise à disposition de personnel. La sous-traitance représente environ 3 % des charges d'exploitation. Des logiciels peuvent être revendus, soit en l'état, soit après intégration dans les produits de Coheris. Suivant les cas, ils apparaissent en compte de résultat, en ventes de marchandises ou en production vendue. La société ne fait normalement pas de stock : elle n'achète que ce qui lui a été commandé. En 2008, le délai moyen de règlement a été d'environ 90 jours.

## Principaux clients

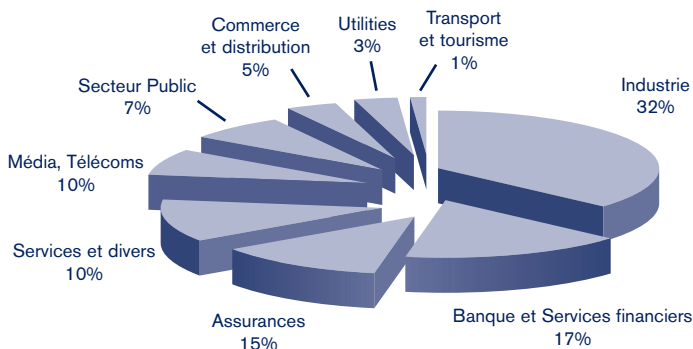
Coheris compte plus de 1200 clients dans le monde, parmi les plus grands comptes européens et internationaux.

En 2008, les dix premiers clients de Coheris représentent 28,8% du chiffre d'affaires de Coheris contre 26,7% en 2007 :

Clients	Part dans le total 2008	Pourcentage cumulé	Part dans le total 2007
1 MGEN	4,1%	4,1%	2,1%
2 Société Générale	4,1%	8,2%	3,2%
3 Johnson & Johnson	4,0%	12,2%	3,4%
4 France Telecom	3,7%	15,9%	3,0%
5 L'Oréal	2,8%	18,7%	2,4%
6 Nestlé	2,8%	21,5%	2,6%
7 Auchan	2,1%	23,6%	1,1%
8 AGF Informatique	1,9%	25,5%	2,3%
9 Alcatel-Lucent	1,8%	27,3%	2,5%
10 Experian	1,6%	28,8%	1,7%

## Chiffre d'affaires par secteur d'activité

En 2008, la segmentation sectorielle du chiffre d'affaires de Coheris a été la suivante :



## Exemples de références par secteur d'activité

### Industrie

#### Equipement

Alstom Marine, Ascometal, Canon, Carest, Citroën, Dunlopillo, EDF-GDF Services, FagorBrandt, Groupe Seb, Hispano Suiza, Honda, Lafarge, Legrand, Metso Minerals, Michelin, Midas, Peugeot, Seb, Thalès, Total, V33, Volkswagen, Volvo, etc.

#### Cosmétique & Pharmaceutique

Beiersdorf-Nivea, Beiersdorf-Ingelheim, Dentsply, GlaxoSmithKline, INRS, IPSEN, Johnson&Johnson, L'Oréal, Merck Medication Familiale, Pfizer, SCA, UCB Healthcare, Sanofi Aventis, Thuasne, Upsa, Yves Rocher, etc.

## Grande consommation

Andros, Bacardi-Martini, Bahlsen, Brasseries Kronenbourg, Bristol Myers Squibb, Charal, Coca Cola, Danone, Ferrero, Fromageries Bel, Harry's, Haribo, Heineken, Kraft Foods, L'Oréal, Lindt, Marie Brizard, Nestlé, Nespresso, Unilever Bestfoods, Panzani, Rogé Cavallès, Tang Frères, Unilever, Wander, etc.

## Banque et services financiers

Banque Finama, Banque Postale, BNP Paribas, BRED, Casden Banques Populaires, Caisse d'Epargne, Caisse des Dépôts, Cetelem, Crédit Coopératif, Crédit Logement, Crédit Lyonnais, Crédit Mutuel Arkéa, Crédit Municipal de Paris, Crédit du Nord, Euroclear, Financière de l'Echiquier, GE Capital, HSBC, LCL, Lloyds, Ma Banque, Natixis, Norwich Union, Procapital, Sofinco, Société Française des Analystes, Société Générale, La Société Marseillaise de Crédit, Parfip, Suravenir, Symphonis, etc.

## Assurances

AGF, AG2R, Apicil, AVIVA, AXA, Azur Assurances, Casden Banques Populaires, CNP, France Mutuelle, GMF Assurances, Gras Savoye, Groupama, Groupe Henner, Groupe Malakoff, Groupe Pasteur Mutualité, Groupe Henner, Groupe Mornay, Inter Mutuelles Assistance, Ligne Claire, LMDE, MGEN, Mondial Assistance, Mutuelles du Mans Assurances, MACIF, Premalliance, SwissLife, etc.

## Services & divers

Adecco, Approche Sur Mesure, Business&Décision, BusinessFil, Cap Gemini, Cegedim, Certas AG, IBM, Laser Contact, Osiatix, Sneda, SR Téléperformance, Thalès, Sopra, Steria, SVP, etc.

## Média, Télécoms

### Télécommunications

Alcatel Lucent, Cegetel, Eutelsat, France Telecom, Maroc Telecom, Monaco Telecom, Orange, Pages Jaunes, SFR, Syrian Telecom Establishment, Tikiphone, etc.

### Media / Presse

AGEFI, Albin Michel, Canal +, Editions Legislatives, Editions Harlequin, Hachette Livre, Hatier, La Tribune, Midi Libre, Publicis, TF1, etc.

## Secteur public

Armée de l'air, CCI de Lyon, Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, Groupe HEC, Immobilière 3F, INPI, La Poste, Météo France, New York Stock Exchange, OPAC du Rhône, OSEO, Pôle Emploi, SACEM, Statistisches Bundesamt, Ville d'Issy-les-Moulineaux, Ville de Lyon, Ville de Paris, Ville de Suresnes, Ville de Saint-Herblain, etc.

## Commerce & distribution

Auchan, Armand Thierry, Camaïeu, Casino, Carrefour, Conforama, Galeries Lafayette, Groupe Edourd Leclerc, Intermarché, Le Bon Marché, Metro Cash&Carry, McDonalds, Monoprix, Vendôme, Vivarte etc.

## Utilities

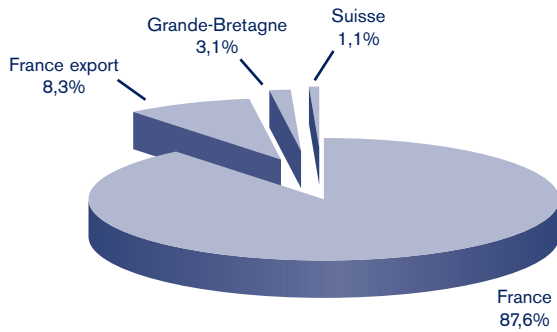
Compagnie Nationale du Rhône, EDF, Electricité de Strasbourg, Energie du Rhône, GDF Suez, Lyonnaise des Eaux, etc.

## Transports & tourisme

Accor, Aéroports de Paris, Club Méditerranée, Corsair, Gîtes de France, Euro Disney, Jet Tours, Louvre Hôtels, Nouvelles Frontières, Prorail, SNCF, Thomas Cook, Voyages Kuoni, etc.

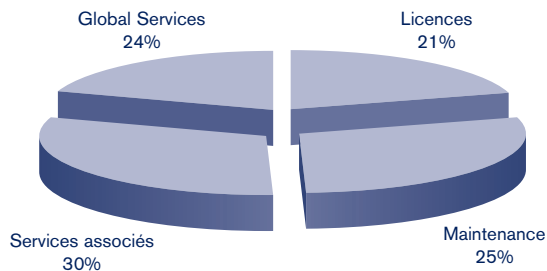
### Chiffre d'affaires par pays de facturation

En 2008, 11,9% du chiffre d'affaires du groupe a été réalisé à l'international contre 19,1% en 2007 :



### Chiffre d'affaires par nature

En 2008, 76% du chiffre d'affaires a été réalisé dans le domaine de l'édition de logiciels (licences, maintenance et services associés) contre 77% en 2007. La répartition du chiffre d'affaires par nature d'activité a été la suivante :



## 6.4 - Influence d'évènements exceptionnels

Néant

## 6.5 - Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences

Coheris est l'éditeur de ses propres solutions logicielles fonctionnant sur les systèmes les plus répandus du marché et ne présentent par conséquent pas de dépendance à l'égard de l'un d'entre eux.

Les progiciels de Coheris ne font appel à aucun produit ou logiciel protégé par un brevet ou par une licence externe, autre que les licences et les brevets liés aux environnements du marché sur lesquels ils s'exécutent tels que Windows, Unix, Oracle, SQL Server, etc.

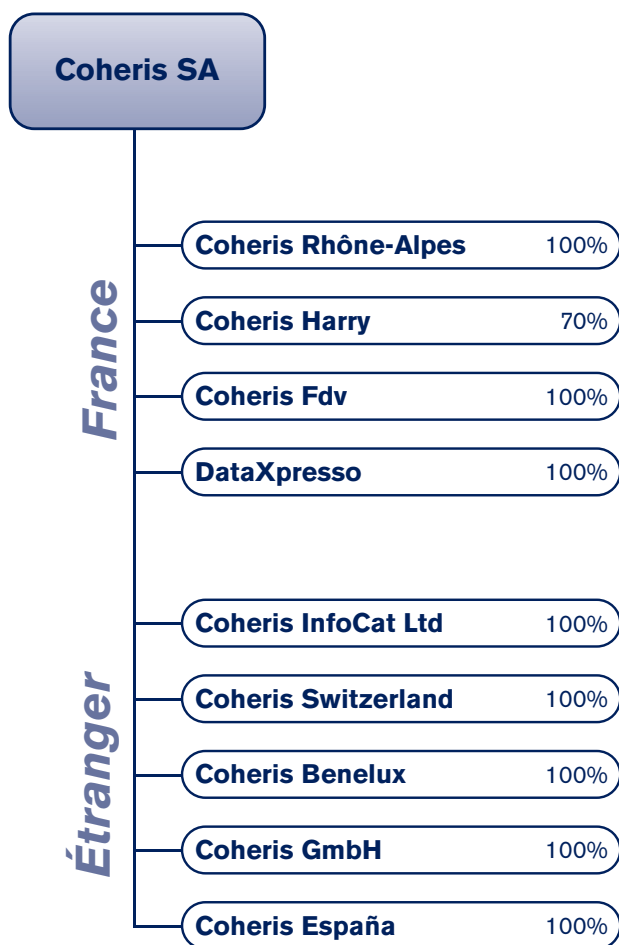
# Chapitre 7

## Organigramme

7.1	<u>Description du groupe</u>	32
7.2	<u>Filiales importantes</u>	32

## 7.1 - Description du groupe

Au 31 décembre 2008, l'organigramme de Coheris se présente comme suit :



## 7.2 - Filiales importantes

Toutes les filiales de Coheris sont détenues à 100% par Coheris à l'exception de Coheris Harry détenue à 70% au 31 décembre 2008. Le solde des titres Coheris Harry sera acquis par la société Coheris SA au cours du premier semestre 2009. Les sociétés sont liées par des contrats ou conventions de trois types :

- des conventions d'assistance technique, par lesquels Coheris SA apporte aux filiales des prestations de service dans les domaines suivants : communication et marketing, commercial, administratif et financier. Ces conventions font l'objet de facturations sur la base des besoins des filiales. En 2008 les facturations à ce titre se sont élevées à 781 k€ (687 k€ en 2007).
- des conventions de mise en "pool" de la trésorerie du groupe, prévoyant la rémunération trimestrielle des comptes entre sociétés à un taux indexé sur l'Euribor à trois mois. En 2008, Coheris a facturé à ce titre 22 k€ aux filiales (7 k€ en 2007) et les filiales ont facturé 142 k€ à Coheris (117 k€ en 2007).
- des contrats commerciaux ou des commandes portant sur les cessions de licences ou la fourniture de services.

En 2008, les facturations de Coheris se sont élevées à 607 k€ (609 k€ en 2007). Les filiales ont facturé 402 k€ à Coheris (361 k€ en 2007) et se sont facturées 220 k€ entre elles (144 k€ en 2007).

- un contrat de distribution de licences et de maintenance entre la société DataXpresso et Coheris SA (Ex Spad). En 2008, la facturation de DataXpresso à Coheris s'est élevée à 1 148 k€ (937 k€ en 2007)

Coheris SA et Coheris Rhône-Alpes sont en intégration fiscale.

Le tableau annexé au bilan donne des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de Coheris, informations complétées par les éléments ci-dessous.

### Coheris Rhône-Alpes

Coheris Rhône-Alpes exerce une activité de services informatiques dédiés aux Grands Comptes de la région Rhône-Alpes sur des activités spécialisées (Business Intelligence et Portails Intranet) et d'intégration des logiciels développés par le groupe Coheris.

Le chiffre d'affaires de Coheris Rhône-Alpes s'est élevé à 3 778 k€ en 2008 contre 4 009 k€ en 2007 soit une baisse de 6%. La marge opérationnelle s'établit à -378 k€ en forte baisse par rapport à 2007 (-59 k€).

La baisse de cette activité est due notamment à la diminution significative du taux d'activité dans les activités de services sur les 9 premiers mois de l'année. Le renouvellement des équipes commerciales et d'avant-vente réalisés depuis la fin de l'exercice 2007 n'ont porté leurs effets qu'à la fin l'exercice 2008 avec la signature de deux projets de taille importante au mois de décembre 2008 mais dont une partie seulement a pu être reconnue en chiffre d'affaires sur l'exercice 2008. Ces nouveaux contrats ainsi que l'amélioration du taux d'activité depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 permettent d'anticiper une activité en croissance et un rétablissement de la rentabilité opérationnelle pour le prochain exercice.

### Coheris InfoCat Ltd

Coheris InfoCat exerce une activité de vente de logiciels de gestion en partenariat de grands éditeurs mondiaux comme Cognos (racheté par IBM) et d'intégration de logiciels Coheris chez de grands comptes en Angleterre principalement dans les secteurs bancaires et financiers. Le chiffre d'affaires 2008 s'établit à 987 k€ contre 1 467 k€ en 2007, soit une baisse de 33% (21% à taux de change constant).

La marge opérationnelle est de -194 k€ en 2008 contre -98 k€ en 2007.

Après un premier semestre 2008 très difficile marqué par les incertitudes qui portaient sur le Partenariat avec Cognos après le rachat de celui-ci par IBM, la crise qui a affecté la place financière londonienne (dont font partie la plupart des clients de Coheris InfoCat) a aggravé la situation de la filiale au second semestre, malgré la relance du partenariat avec Cognos.

Les perspectives pour 2009 restent incertaines avec une visibilité extrêmement réduite. C'est pourquoi une dépréciation exceptionnelle de 566 k€ de l'écart d'acquisition a été comptabilisée dans les comptes consolidés du groupe. L'écart d'acquisition de cette filiale est désormais totalement déprécié.

## Coheris Switzerland

Coheris Switzerland, installée à Zurich, exerce une activité de vente et d'intégration de logiciels Coheris auprès de grands comptes en Suisse, en Allemagne et en Italie.

Le chiffre d'affaires 2008 s'élève à 425 k€ contre 691 k€ en 2007, soit une baisse de 39%. La marge opérationnelle est de -98 k€ en 2008 contre 54 k€ en 2007.

Cette baisse de performance due à un manque d'activité commerciale a conduit la société à réduire sa structure à la fin de l'exercice 2008.

## Coheris Harry

Coheris Harry est éditeur de logiciels de Business Intelligence. Elle réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires dans la vente de licences et de maintenance auprès de grands comptes français et internationaux.

En 2008, Coheris Harry a réalisé un chiffre d'affaires de 3 888 k€ à comparer à 4 001 k€ en 2007, soit une baisse de 3%. La marge opérationnelle ressort à 397 k€ en 2008 contre 532 k€ en 2007.

En 2008, la direction de la filiale a été remplacée avec le départ du président à l'issue de ses trois années d'earn out et l'arrivée de Pierre Ausset à la fin du mois de juin. Après un premier semestre en demi teinte avec un résultat d'exploitation à l'équilibre, la situation s'est nettement améliorée au deuxième semestre avec notamment le redressement des ventes de licences (628 k€ au deuxième semestre contre seulement 152 k€ au premier).

## Coheris FDV

Coheris FDV est éditeur de logiciels de CRM et propose une offre complémentaire à celle de Coheris dans le domaine de la gestion des Forces de Ventes.

Coheris FDV a réalisé un chiffre d'affaires de 6 894 k€ contre 7 337 k€ en 2007 soit une baisse de 6%.

Cette baisse d'activité a engendré dans les mêmes proportions une dégradation de la marge opérationnelle qui ressort à 436 k€ en 2008 contre 1 028 k€ en 2007.

En 2008, la direction de la société a également été modifiée avec le départ du fondateur et la mise en place d'une organisation transverse avec les équipes CRM de Coheris SA.

## DataXpresso

DataXpresso est éditeur de progiciels de Datamining et de Data Quality Management. Ces progiciels sont commercialisés et intégrés par la société anciennement dénommée SPAD qui a fusionné avec Coheris SA au cours de l'exercice 2007.

En 2008, DataXpresso a réalisé un chiffre d'affaires de 1 148 k€ contre 937 k€ en 2007 sur 10 mois. Sur une base de comparaison d'une année complète le chiffre d'affaires est stable.

Le résultat opérationnel ressort à 398 k€ contre 170 k€ l'année précédente sur 10 mois. L'amélioration de la marge opérationnelle s'explique principalement par l'allègement des charges de structure et notamment de la masse salariale.

## Coheris Benelux et Coheris Gmbh

Ces deux sociétés n'ont plus d'activité commerciale directe et n'ont plus de personnel sur place. Des clients actifs restent toutefois liés sous forme de contrat de maintenance. Ces contrats sont gérés par les équipes techniques, administratives et commerciales de Coheris SA. Pour des questions de rationalisation et d'optimisation administrative et commerciale, les fonds de commerce ont été transférés à Coheris sous forme de location gérance.

Par ailleurs concernant Coheris Benelux, bien que la société ait des capitaux propres négatifs, il n'est pas prévu de la recapitaliser. Coheris a l'intention de maintenir cette structure en activité et a à ce titre adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux sans limitation de temps ni de durée.

## Coheris España

La société qui n'avait plus d'activité commerciale est en cours de liquidation et a été déconsolidée le 01/01/2008, la déconsolidation étant sans impact sur les comptes consolidés.

**Tableau des filiales et participations - En milliers d'euros**

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN ( hors résultat 2008 )	Résultat 2008	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2008	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances consenties et non rembours- ables	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
Coheris Rhône Alpes	180	147	-401	100%	3 778	7 740	0			0
Coheris Benelux	63	-150	34	100%	50	62	0		Lettre de confort à la banque Fortis	
Coheris Harry	300	814	528	70,14%	3 888	2 453	2 453			
Coheris GmbH	52	-9	11	100%	0	52	52			
Coheris InfoCat Ltd	20	160	-100	100%	987	1 416	0			
Coheris Switzerland	67	88	-106	100%	425	2 112	0			
Coheris FDV	1 000	2 566	516	100%	6 894	7 322	7 322			600
Dataxpresso	50	155	413	100%	1 148	260	260			200



# Chapitre 8

# Propriétés immobilières, usines et équipements

- 8.1 Immobilisations corporelles importantes, locaux et moyens de production 36
- 8.2 Question environnementale 36

## 8.1 - Immobilisations corporelles importantes, locaux et moyens de production

Le poste immobilisations corporelles est principalement composé par les matériels informatiques (stations et serveurs) mis à la disposition des collaborateurs de Coheris.

Les différentes filiales de Coheris occupent des locaux loués. Le tableau suivant indique les surfaces des locaux occupés par les agences et les filiales au 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Lieu	Surface en m <sup>2</sup>
Boulogne-Billancourt	1 940
Courbevoie	637
Lyon	944
Cergy – Pontoise	1 408
Aix en Provence	193
Grenoble	110
Total France	5 232
Suisse	150
Grande Bretagne	120
Total	5 502

Le bail des locaux de Grenoble a été résilié avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Le bail des locaux de Coheris Switzerland a été résilié, au profit de nouveaux locaux plus adaptés.

Coheris a résilié le bail des locaux de Boulogne avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Coheris a conclu un bail pour des locaux situés dans un immeuble sis à Suresnes au 22 quai Galliéni. Il s'agit de locaux récents comprenant deux surfaces à usage de bureaux cloisonnées, situées au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage d'une surface totale de 2.121 m<sup>2</sup> environ.

L'objectif poursuivi est de regrouper les sites de Coheris S.A et Coheris Harry afin de renforcer les synergies entre les équipes et faciliter les échanges d'information. Le déménagement interviendra durant le week-end du 14 juillet 2009.

Le Groupe Coheris utilise un parc d'ordinateurs fixes et portables (environ 360) ainsi que des serveurs (environ 90) reliés par Internet et par des lignes louées.

## 8.2 - Question environnementale

L'activité du Groupe n'entraîne pas d'impact spécifique sur l'environnement.

Coheris a adhéré en 2004 au Pacte Mondial des entreprises dit "Global Compact" créé en 1999 par le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan et a souscrit aux principes

énoncés dans le Pacte et issus de textes et de conventions internationales tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, les principes de Rio sur l'environnement et le développement. Ces textes sont disponibles sur le site [www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org).

Cette adhésion traduit la volonté du Groupe de renforcer ses engagements et sa vigilance sur les questions sociales, éthiques et environnementales. Coheris s'engage ainsi à :

- soutenir et à promouvoir dans sa sphère d'influence les principes de "bonne gouvernance" énoncés dans le Pacte mondial,
- faire clairement état de cet appui auprès de ses collaborateurs, partenaires et clients,
- impliquer les parties prenantes et les associer à la démarche,
- intégrer ces principes dans sa stratégie, sa culture et ses opérations quotidiennes,
- conduire ses activités en respectant à la fois les règles les plus strictes de l'éthique des affaires, les lois et règlements des pays et les principes de "bonne citoyenneté de l'entreprise".

En 2008, la société a poursuivi la mise en œuvre de sa politique sociale avec la mise en place d'un plan d'intéressement pour la société Coheris Harry signé au cours de l'exercice. Les collaborateurs du groupe bénéficient par ailleurs d'un budget d'œuvres sociales, d'un plan d'épargne d'entreprise et de plans de stock options. La société a également renforcé sa position en matière d'environnement, pour le protéger, le préserver et le mettre en valeur, en luttant notamment contre le gaspillage, en appliquant au quotidien le tri et le recyclage des déchets, et en sensibilisant ses salariés dans les activités de bureau. L'engagement en matière de droits humains se traduit dans les pratiques de la société par l'intégration d'une clause "Éthique et développement durable" dans ses relations d'affaires avec ses sous-traitants.

# Chapitre 9

# Examen de la situation financière et du résultat

9.1	Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé	38
9.2	Présentation des comptes consolidés	39
9.3	Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat	40

## 9.1 - Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé

Coheris a enregistré sur 2008 un chiffre d'affaires de 32,18 M€ en baisse de 1% par rapport à 2007. Après un premier semestre en retrait, le résultat opérationnel courant s'établit sur l'ensemble de l'année à 2,52 M€ (7,8% du chiffre d'affaires) contre 2,75 M€ en 2007. Sur le deuxième semestre le bon niveau d'activité permet de dégager une marge opérationnelle courante de 15,6%.

Après dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale anglaise (0,6 M€), particulièrement touchée par la crise financière qui touche ses clients du secteur bancaire à Londres, le résultat opérationnel du groupe ressort à 1,87 M€ contre 2,60 M€ en 2007. Le Résultat net part du groupe s'élève à 1,21 M€ soit un Résultat net par action de 0,22 €.

Le pôle édition de logiciels en baisse de 2% sur l'ensemble de l'année, affiche, grâce à un excellent niveau d'activité sur le second semestre, une bonne rentabilité opérationnelle courante de 12,4% sur l'année et de 21% sur le second semestre.

Le pôle Global Services, en progression de 3% sur l'ensemble de l'année, a davantage souffert du retournement de la conjoncture sur le deuxième semestre et affiche une perte opérationnelle courante de 0,51 M€.

Au 31 décembre 2008, Coheris affiche une structure financière saine avec 17,41 M€ de fonds propres, une trésorerie nette de l'endettement financier de 1,5 M€ (l'endettement financier s'élevant à 0,5 M€).

### 9.1.1 - Activité de Coheris par métier

#### 9.1.1.1 - Édition de logiciels

Le tableau ci-dessous présente l'activité d'édition de logiciels de la société et de ses filiales.

En M €	2008	% du CA 2008	2007	% du CA 2007	Variation vs 2007
Licences	6,75	21%	7,69	24%	-12%
Services associés aux licences	9,53	30%	9,09	28%	+5%
Maintenance	8,05	25%	8,16	25%	-1%
Total édition de logiciels					
hors activités cédées	24,33	76%	24,94	77%	-2%

En 2008, le pôle édition de logiciels a été touché par une baisse des ventes de licences de 12%. La maintenance est en léger repli de 1% alors que les services associés sont en croissance de 5%. Le pôle édition de logiciels représente désormais 76% du chiffre d'affaires du groupe. Cette performance en demi teinte est à nuancer. Après un premier semestre en forte baisse par rapport à 2007 (-7%),

l'activité s'est nettement redressée au deuxième semestre avec un chiffre d'affaires de 13,20 millions d'euros en croissance de 18,6% par rapport au semestre précédent (le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2008 s'élevait à 11,13 millions d'euros).

Parmi les principaux évènements peuvent être soulignés :

- La sortie de nouvelles versions majeures de produits Coheris avec Coheris CRM for the Web V4.5, Coheris Trade V2, Coheris Harry V8 et le lancement d'une offre version SaaS (Software as a Service) de Coheris Dadsu dont les premiers retours sur investissement sont attendus à partir de 2009,
- La confirmation du développement de partenariats en France et à l'International avec l'annonce en décembre 2008 de la signature d'un contrat de partenariat avec Business & Decision mais aussi avec la signature de nouveaux projets avec Alcatel-Lucent à l'international, Sneda et Experian.

Confirmant la qualité de l'offre logicielle du groupe, près de 300 clients dans tous les secteurs d'activité ont fait le choix de l'acquisition ou de l'extension de produits Coheris en 2008. Citons parmi les principales références :

- **Assurances** : ACMN VIE, AGF, AXA GIE, Equasanté, LMDE, MACIF, MGEN, MMA, GIE GIPS, Gras Savoye, La Mutualité Française, Premalliance,
- **Banque et services financiers** : Banque Palatine, La Banque Postale, BNP Paribas, Calyon, Caisse d'Épargne, CMP Banque, Crédit Coopératif, Deutsche Bank, Finama, HSBC, Lloyds, Natixis, Procapital, Société Générale,
- **Commerce et Distribution** : Auchan, Carrefour, Galeries Lafayette, Louvre Hotels, Metro, Mc Donalds, Monoprix
- **Industrie** : Beiersdorf Belgique, Bioderma, Danone, Diagnostica Stago, Expanscience, GPN, Heineken, Johnson & Johnson, Kraft Foods, Léa Nature, L'Oréal, Michel & Augustin, Nespresso, Nestlé Waters, Nutrition et Santé, Pfizer, Pierre Fabre, Premalliance, Sanofi Aventis, Seb, Sisley, Thuasne, Unilever,
- **Médias, Télécoms** : Alcatel-Lucent, Angola Telecom, Canal+, Editions Legislatives, Experian, France Telecom, Hachette, Maroc Telecom, Orange, SFR,
- **Secteur public** : Etablissement Français du Sang, Ministère de la justice (Portugal), INPI, La Poste, La Réunion Aérienne, Mairie de paris, Opac du Grand Lyon, OSEO, Sacem, Unedic, La Française des Jeux,
- **Services** : AC Nielsen, ACG Informatique, Approche sur Mesure, Business & Decision, Cegedim, Certas AG, Eurocis, IBM, Protéines, Sneda, Sopra, Steria, Thales,
- **Transport/Tourisme** : Accor, Aéroports de paris, ATMB (Autoroutes & Tunnel du Mont Blanc), Club Med, EuroDisney, Jet Tours, Nouvelles frontières, Prorail, SNCF, TISSEO,
- **Utilities** : EDF, Electricité de Strasbourg, Énergie du Rhône, Gaz de France, Total Outre Mer.

### 9.1.1.2 - Global Services

Le tableau ci-dessous présente l'activité Global Services de la société Coheris et de ses filiales.

En M €	2008	% du CA 2008	2007	% du CA 2007	Variation sur 1 an
Intégration de services	7,03	22%	6,76	21%	+4%
Revente de services	0,82	2%	0,84	2%	-2%
Total Global Services	7,85	24%	7,60	23%	+3%

Les Global Services ont renoué avec la croissance en 2008 (+3%). Toutefois la bonne dynamique des premiers mois de l'année a été freinée au mois de septembre par le retournement brutal de la conjoncture. Au cours de l'exercice la société a poursuivi sa stratégie de positionnement de niche sur les nouvelles technologies à forte valeur ajoutée. De nouveaux référencements ont été acquis sur la période avec SFR, TDF ou La Banque Postale qui devraient offrir en 2009 de nouveaux débouchés.

### 9.1.2 - Résultat Opérationnel Courant par secteur géographique

Le tableau ci-dessous présente la répartition du Résultat Opérationnel Courant 2008 par division.

M€	Global Services Île de France	Software Île de France	Total Île de France	Régions tional	Interna- consolidé	Total
Chiffre d'affaires	5,15	22,60	27,75	3,09	1,34	32,18
Résultat Opérationnel Courant	-0,22	3,25	3,03	-0,30	-0,21	2,52
Marge en % du CA	-4%	14%	11%	-10%	-16%	8%

Le résultat opérationnel courant s'établit à 2,52 M€ contre 2,75 M€ en 2007 en repli de 8%.

L'Île de France enregistre une marge opérationnelle courante de 11%, en légère croissance par rapport à 2007 grâce notamment à la bonne rentabilité des activités d'édition de logiciels (dont la marge opérationnelle courante s'élève à 14% du chiffre d'affaires). Les activités régionales et internationales dont le niveau d'activité a fortement baissé en 2008 affichent respectivement -0,30 M€ et -0,21 M€ de résultat opérationnel courant.

## 9.2 - Présentation des comptes consolidés

### 9.2.1 - Comparabilité des comptes

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 les comptes consolidés sont établis conformément aux normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne.

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 :

- La société Coheris España, qui n'a plus d'activité depuis 2007 et est en cours de liquidation, a été déconsolidée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Les comptes 2007 ont été modifiés comme suit :

- Des opérations intragroupe ont été compensées en 2007 entre les postes autres produits de l'activité et achats et Services extérieurs pour 404 k€
- Les crédits d'impôts (Crédit d'Impôt Recherche et Crédit d'Impôt Apprentissage), présentés en réduction du poste Impôts et Taxes en 2007, ont été reclassés dans le poste autres produits et charges d'exploitation pour 499 k€.

### 9.2.2 - Examen des comptes consolidés

#### Bilan Consolidé

Au 31/12/2008, l'actif non courant s'établit à 14 347 k€ contre 15 499 k€ au 31/12/2007. Cette diminution vient principalement de la dépréciation de l'écart d'acquisition de la société Coheris InfoCat à hauteur de 566 k€.

L'actif courant est de 21 260 k€ contre 18 197 k€ au 31/12/2007. Cette variation vient notamment du poste Créances Clients qui est passé de 12 058 k€ à 16 331 k€ d'une année sur l'autre. En effet, pour cause de changement de logiciel de facturation au 01/01/2009, la société a facturé une partie de ses contrats de maintenances 2009 au 31/12/2008 alors qu'ils étaient auparavant facturés le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. Ce changement de mode de facturation explique l'augmentation du poste créances clients à hauteur de 3 242 k€.

Les fonds propres s'élèvent à 17 441 k€ contre 17 028 k€ au 31/12/2007 soit une augmentation de 413 k€ après prise en compte d'une part d'un résultat de la période de 1 210 k€ et d'autre part d'un versement de dividende pour 656 k€.

Le passif non courant est stable et s'établit à 1 572 k€. Il inclut 96 k€ de dettes financières à plus d'un an, des provisions pour risques et charges pour 382 k€ et des passifs d'impôts différés pour 1 094 k€.

Le passif courant s'élève à 16 624 k€ contre 15 101 k€ au 31/12/2007. Il intègre notamment une dette financière à moins d'1 an de 447 k€, une dette sur titres Coheris Harry pour 1 342 k€ et des produits constatés d'avance, contrepartie des créances clients facturées en fin d'année 2008, pour 4 976 k€ contre 2 163 k€ l'année précédente.

#### Compte de résultat consolidé

En 2008, le chiffre d'affaires s'établit à 32 178 k€ contre 32 544 k€ pour l'exercice précédent soit une baisse de 1%. Les autres produits de l'activité, comprenant principalement la production immobilisée de l'exercice et des transferts de charges (sous-location des locaux de Boulogne-Billancourt), s'établissent à 3 689 k€ en baisse de 299 k€.

Les achats et services extérieurs sont en diminution de 519 k€ à 6 648 k€. Les charges de personnel sont en

augmentation de 625 k€ à 22 374 k€, variation qui s'explique par une légère hausse des effectifs ainsi qu'à des charges exceptionnelles comptabilisées sur la période.

Les impôts et taxes sont stables 935 k€. Les dotations aux amortissements et provisions sont en baisse à 3 561 k€ contre 3 931 k€ l'année précédente.

Le résultat opérationnel courant est ainsi en baisse de 8% à 2 522 k€ contre 2 752 k€. Après dépréciation de l'écart d'acquisition de Coheris InfoCat pour 566 k€ et prise en charges d'autres charges opérationnelles non courantes pour 87 k€, le résultat opérationnel ressort à 1 869 k€ contre 2 602 k€ l'année précédente.

Le coût de l'endettement financier net est bénéficiaire de 70 k€ contre une charge de 33 k€ en 2007.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 729 k€, le résultat net s'établit à 1 210 k€ en 2008 contre 1 768 k€ en 2007.

## 9.3 - Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat

### 9.3.1 - Comparabilité des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon la même présentation et les mêmes méthodes que les années précédentes. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

### 9.3.2 - Examen des comptes sociaux

#### Bilan

Au 31/12/2008, l'actif immobilisé s'élève à 15 130 k€ contre 23 088 k€ au 31/12/2007. Cette diminution vient principalement de la dépréciation des titres Coheris Rhône-Alpes, Coheris InfoCat et Coheris Switzerland à hauteur de 8 070 k€.

L'actif courant est de 13 915 k€ contre 9 082 k€ au 31/12/2007. Cette augmentation provient principalement de l'anticipation de la facturation de certains contrats de maintenance 2009 en fin d'année 2008 alors qu'ils étaient auparavant facturés le 1er janvier de l'année en cours. Ce changement de mode de facturation explique l'augmentation du poste créances clients à hauteur de 3 242 k€.

Les capitaux propres s'élèvent à 15 142 k€ au 31/12/2008 contre 22 192 k€ au 31/12/2007. Ces derniers ont principalement été impactés par le résultat de l'exercice 2008 (- 6 498 k€) et par le versement de dividende au titre de l'exercice 2007 (- 657 k€)

La variation des dettes, qui s'élèvent à 13 656 k€ au 31/12/2008 contre 9 868 k€ au 31/12/2007, s'explique

principalement par l'augmentation du poste produits constatés d'avance découlant de l'anticipation de la facturation des contrats de maintenance 2009.

#### Compte de résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18 146 k€ contre 17 140 k€ pour l'exercice précédent, soit une croissance de 6%.

Le montant des traitements et salaires et cotisations sociales s'élève à 11 217 k€ contre 10 455 k€ pour l'exercice précédent, en hausse de 7%.

L'effectif salarié moyen s'élève à 158 personnes contre 143 pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 18 408 k€ contre 18 595 k€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 396 k€ contre 730 k€ pour l'exercice précédent, croissance liée à l'augmentation du chiffre d'affaires.

Après prise en charge d'une dotation financière exceptionnelle de 8 070 k€ sur la valeur des titres Coheris Rhône-Alpes, Coheris InfoCat et Coheris Switzerland (sans impact sur les comptes consolidés), le résultat courant avant impôts s'établit à -6 364 k€ contre 597 k€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de -121 k€ contre un résultat exceptionnel de -396 k€ en 2007.

Après prise en compte d'un intéressement de 52 k€ et d'un crédit d'impôt de 38 k€ l'exercice 2008 dégage un résultat de -6 498 k€ contre un profit de 308 k€ en 2007.

### 9.3.3 - Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 6 498 347,96 €. Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat Net comptable	(6 498 347,96) €
------------------------	------------------

Affecté de la manière suivante :

A titre de dividendes aux actionnaires	449 046,00 €
A la réserve légale	0,00 €
Imputation sur la prime d'émission	(6 947 393,96) €

### 9.3.4 - Dividende

Nous vous proposons de distribuer un dividende global aux actionnaires de 449 046,00 € par prélèvement sur le compte prime d'émission.

Le dividende net par action serait de 0,08 €.

Nous vous rappelons que de nouvelles dispositions fiscales, applicables aux actionnaires (personnes physiques) fiscalement domiciliés en France, ont été mises en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

**1.** Instauration d'un prélèvement forfaitaire libératoire optionnel de 18% sur le montant brut des dividendes (CGI art. 117 quater). Cette option, totale ou partielle, doit être signifiée par écrit par l'actionnaire auprès de la Société, au plus tard lors de l'encaissement des dividendes ;

**2.** Paiement à la source des prélèvements sociaux sur les dividendes, qu'ils soient soumis au prélèvement libératoire ou imposable au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Il est précisé que la CSG payée à la source sur les dividendes pour lesquels le prélèvement libératoire aura été choisi, n'est plus déductible à hauteur de 5.8%.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 29 juin 2009.

Compte tenu de ces affectations et distribution, les capitaux propres de la société seraient donc de 14 693 133,13 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31 décembre 2005 : par action de 0.40 €	0,12 €
31 décembre 2006 : par action de 0.40 €	0,12 €
31 décembre 2007 : par action de 0.40 €	0,12 €

### 9.3.5 - Délais de prescription

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État (art 2277 du Code Civil).



# Chapitre 10

# Trésorerie et capitaux

10.1	<u>Capitaux</u>	44
10.2	<u>Flux de trésorerie</u>	44
10.3	<u>Conditions d'emprunt et structure de financement</u>	44
10.4	<u>Restriction à l'utilisation des capitaux</u>	44
10.5	<u>Sources de financement futures</u>	44

## 10.1 - Capitaux

En k€, données consolidées	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux à long terme	17 507	17 123
Fonds propres consolidés	17 411	17 028
Dettes financières à long terme	96	95
Capitaux à court terme	447	546
Dettes financières à court terme	447	546
Trésorerie et Équivalents	2 127	3 147
Endettement net	1 584	2 506
Endettement net / Fonds propres consolidés	-9%	-15%

Les capitaux à long terme sont essentiellement constitués des fonds propres consolidés. L'augmentation des fonds propres en 2008 provient du résultat net de la période diminué des versements de dividendes réalisés sur la période.

Le groupe est en situation de trésorerie nette positive. Elle représente 9% des fonds propres au 31/12/2008 contre 15% des fonds propres au 31/12/2007.

## 10.2 - Flux de trésorerie

En k€, données consolidées	Exercice 2008	Exercice 2007
Flux générés par l'activité	3 417	4 904
Flux d'investissements	- 3 554	- 5 459
Flux de financements	-887	-1 319
Variation de trésorerie	-1 024	- 1 874

Les flux de trésorerie générés par l'activité sont constitués pour l'essentiel du résultat de l'exercice corrigé des dotations aux amortissements et provisions et de la variation du besoin en fonds de roulement.

Les flux d'investissements correspondent aux acquisitions d'immobilisations (notamment l'effort de Recherche et Développement) et aux opérations de croissance externe diminuées des opérations de cessions.

Les flux de financements sont constitués des augmentations de capital, de la variation nette de l'endettement et de la distribution de dividendes aux actionnaires.

## 10.3 - Conditions d'emprunt et structure de financement

Les conditions d'emprunt sont décrites au paragraphe 4.2 du présent document.

A la clôture de l'exercice 2008 il n'existe pas de covenants liés aux emprunts en cours.

## 10.4 - Restriction à l'utilisation des capitaux

Néant

## 10.5 - Sources de financement futures

Les sources de financement futures resteront l'émission de titres, l'autofinancement, le recours à des droits de tirage non utilisés et à des nouveaux emprunts.

# Chapitre 11

## Recherche et Développement, brevets et licences

11.1	<u>Recherche et Développement</u>	46
11.2	<u>Marques et brevets</u>	46

## 11.1 - Recherche et Développement

Les activités de Recherche et Développement se sont poursuivies au cours de l'exercice tant chez Coheris SA que dans ses filiales Coheris Harry à Courbevoie, Coheris FDV à Aix-en-Provence et DataXpresso à Boulogne-Billancourt. Ces travaux sont la suite des programmes de recherche engagés avec l'ANVAR depuis 1997 et portent sur le développement des progiciels commercialisés : notamment les différentes versions de Coheris CRM, Coheris Harry, Coheris FDV, Coheris SPAD.

Ils mettent en œuvre des technologies relatives aux systèmes de gestion de bases de données (relationnelles et vectorielles), aux serveurs d'applications et aux environnements de développement en architecture N-tiers. Les activités de Recherche et Développement de Coheris se déclinent au travers de différentes missions. Il s'agit en phase amont du cycle de vie des progiciels, de travaux qui portent sur l'abstraction des besoins exprimés. Cette phase a pour objectif une mise en œuvre qui permet de conserver l'aspect générique de la solution. Une partie de l'activité est également consacrée au développement, activité qui porte à la fois sur des fonctions génériques, pour enrichir les socles de développement, et sur des fonctions métier. Ces travaux font l'objet d'une phase complémentaire d'industrialisation destinée à conférer des qualités de robustesse et de performance aux progiciels. De manière permanente et transverse, une partie des activités de Recherche et Développement est consacrée à la veille technologique et à l'amélioration des aspects "qualité" des travaux dans le cadre d'un projet CRM.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2008 les travaux ont principalement porté sur :

- La version 4.5 de Coheris CRM for the Web. Cette nouvelle version offre une ergonomie sensiblement différente, qui met à profit les possibilités offertes par la

technologie Ajax. La couche d'accès aux données a également fait l'objet d'une évolution importante qui permet à cette version d'être supportée par les principaux SGBD open source du marché. Enfin, de nouvelles fonctionnalités enrichissent le produit ainsi que son intégration avec les systèmes de messagerie et d'agenda électronique.

- Coheris Trade V2, destiné à la gestion des forces de vente, voit ses modules se compléter en particulier la gestion des commandes. Cette version a également fait l'objet d'une évolution technologique du framework de développement afin de tirer profit des améliorations de performances disponibles sur les nouveaux environnements.
- Coheris Harry V8, offre de Coheris dans le domaine de la Business Intelligence. Les travaux ont porté sur les aspects restitutions des données, comme l'intégration d'objets graphiques dans les grilles, ainsi que sur certains modules comme l'atelier de définition des rapports, dont la refonte a été commencée sur cette version.

Par ailleurs les travaux préliminaires pour la sortie d'une version Saas (Software as a Service) de Coheris Dadsu ont été engagés sur l'exercice.

Le montant des frais de R&D immobilisés, hors frais de gestion, frais de supervision et autre frais indirects s'élève à 2 884 k€ sur le groupe Coheris contre 3 129 k€ en 2007. L'effectif affecté à la recherche et au développement sur les produits est de 56 personnes.

Au titre de l'exercice 2008, les sociétés Coheris Harry, Coheris SA, DataXpresso et Coheris FDV ont bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche de respectivement 242 k€, 163 k€, 110 k€ et 94 k€ autour de projets de recherche innovants dans les développements d'applications de CRM, de Business intelligence et de Datamining et leur intégration entre elles.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques et les contributions comptables des principaux programmes de R&D engagés par le groupe.

En K€	Domaine	Valeur nette au 31/12/2007	Frais de R&D capitalisés sur la période	Amortissements de la période	Valeur nette au 31/12/2008
Coheris CRM	CRM – Gestion du service client	1 817	1 082	1 097	1 802
Coheris FDV	CRM – Gestion des forces de ventes	1 228	762	762	1 228
Coheris Harry	Business Intelligence	963	562	598	927
Coheris SPAD	Datamining	868	478	532	814
Autres	Helpdesk, Portail Internet ...	62	0	24	38
<b>Total</b>		<b>4 938</b>	<b>2 884</b>	<b>3 013</b>	<b>4 809</b>

## 11.2 - Marques et brevets

Coheris dépose les marques qu'elle exploite en France et dans les pays européens où elle opère ou désire opérer. Compte tenu de l'activité de la société et de la réglementation européenne en matière de droit d'auteur et de protection des logiciels, aucun brevet n'est déposé par la société.

# Chapitre 12

## Information sur les tendances 2009

12.1	Principales tendances ayant affecté la production	48
12.2	Éléments susceptibles d'influer sensiblement sur ces perspectives	48

## 12.1 - Principales tendances ayant affecté la production

---

Néant

## 12.2 - Éléments susceptibles d'influer sensiblement sur ces perspectives

---

Néant

# Chapitre 13

## Prévisions ou estimations du bénéfice

13.1	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	50
13.2	Communiqué du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	50
13.3	Perspectives 2009	51

## 13.1 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

## 13.2 - Communiqué du chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre 2009

Boulogne-Billancourt, le 5 mai 2009

### CHIFFRE D'AFFAIRES 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE : 7,36 M€

En M€	1 <sup>er</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	Var %
	2009	2008	
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	7,36	7,46	- 1%
<i>Dont chiffre d'affaires "Edition de logiciels"</i>	5,53	5,52	0%
<i>Dont chiffre d'affaires "Global Services"</i>	1,83	1,94	- 6%

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Coheris enregistre sur le premier trimestre 2009 un chiffre d'affaires de 7,36 M€ en baisse de 1% par rapport à 2008. Le chiffre d'affaires édition de logiciels est stable à 5,53 M€ au premier trimestre 2009 (5,52 M€ au premier trimestre 2008). Les ventes de licences sont en croissance de 8%.

Les services associés aux ventes de licences affichent une légère baisse compte tenu d'un décalage des commandes en début d'année.

Le chiffre d'affaires Global Services affiche une baisse de 6%, liée à une baisse de l'effectif productif. Sur le premier trimestre, les taux d'activité et tarifs de vente moyens n'ont pas été affectés de façon significative par la dégradation du climat des affaires.

### PERSPECTIVES

Coheris reste confiant sur sa capacité à traverser la crise sans dégrader ses niveaux d'activité et de marge opérationnelle. En effet, la structure du groupe a été allégée permettant d'abaisser le point mort. Par ailleurs, les marchés du CRM et de la Business Intelligence semblent moins affectés par le ralentissement des investissements informatiques.

Compte tenu de la conjoncture économique et financière, le projet de LMBO s'avère difficile à réaliser actuellement, mais garde tout son sens : associer les hommes-clés au capital est la meilleure garantie de création de valeur et de pérennité pour une société de technologie logicielle. Il sera donc réexaminé ultérieurement.

*Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 sera communiqué le 28 juillet 2009 au soir.*

## 13.3 - Perspectives 2009

---

En 2009, dans un contexte économique qui reste très incertain, Coheris se montre confiant dans sa capacité à renouer avec la croissance. Sa base installée de 1200 clients actifs, la qualité reconnue de ses produits, les perspectives de développement des ventes indirectes et le niveau élevé de récurrence de son activité doivent permettre à Coheris d'atteindre des objectifs de croissance de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle.

### **Edition de logiciels**

La stratégie menée avec succès depuis plusieurs exercices sur le pôle édition de logiciels se poursuivra en 2009 avec :

- Une accélération des synergies et des ventes croisées entre ses gammes de logiciels (CRM, Business Intelligence, datamining) ;
- La poursuite du développement de sa politique des ventes indirectes et des partenariats avec des intégrateurs et distributeurs afin de développer les ventes de licences et de maintenance ;
- Le maintien d'un niveau élevé d'investissement en R&D ;
- Un niveau de récurrence élevé sur ses revenus de maintenance, de licences et de services associés qui permet malgré un contexte économique dégradé de maintenir un bon niveau de visibilité et de marge.

### **Global Services**

Après avoir adapté la structure à son niveau d'activité sur la fin de l'exercice 2008, la stratégie consiste à renforcer l'offre sur des technologies pointues et à capitaliser sur ses principaux référencements. Le groupe Coheris envisage toutefois de recentrer son activité sur son cœur de métier : l'Edition de logiciels et, dans ce contexte, la cession de l'activité Global Services est envisagée.



# Chapitre 14

## Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale

- 14.1 Membres des organes d'administration,  
de direction ou de surveillance 54
- 14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes  
d'administration, de direction  
et de direction générale 54

L'objectif et le rôle du Conseil d'Administration sont d'exercer une surveillance à l'égard de la gestion des activités de la société. Suite à la démission de Monsieur Philippe Strosser le 1<sup>er</sup> avril 2009, Le Conseil d'Administration comprend actuellement 5 membres.

## 14.1 - Membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance

---

Des informations précises sur l'identité et les fonctions des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance sont données au paragraphe 26.2.1.1 du rapport du Président sur les procédures internes.

Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'Administration.

## 14.2 - Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de direction générale

---

### 14.2.1 - Conflits d'intérêts

---

Il n'existe à la connaissance de la société aucun conflit d'intérêt entre la société et les membres du Conseil d'Administration et/ou de la direction générale aussi bien au titre de leurs intérêts personnels que de leurs autres obligations.

Le Directeur Financier, Arnaud Créput a démissionné le 18 septembre 2008 du Comité des rémunérations afin qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts entre la société et les membres du conseil d'administration ou la direction générale. Du 19 septembre 2008 au 29 avril 2009, Philippe Strosser et Claude Leclercq ont composé le comité des rémunérations. Depuis le 29 avril 2009, Hervé Marchillye remplace Philippe Strosser au sein de ce comité des rémunérations.

### 14.2.2 - Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

---

Néant

### 14.2.3 - Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration ou de direction

---

Néant

### 14.2.4 - Condamnations, faillites, incriminations, etc.

---

A la connaissance de la société, au cours des cinq dernières années :

- aucun administrateur de la société n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires,
- aucun administrateur de la société n'a été associé, en qualité de mandataire social ou dirigeant, à une faillite, une mise sous séquestre ou une liquidation.

# Chapitre 15

## Rémunération et avantages

- 15.1 Rémunérations et avantages reçus  
par les mandataires sociaux 56
  
- 15.2 Sommes provisionnées aux fins  
du versement de pensions,  
de retraites ou d'autres avantages 56

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixées par le Conseil d'Administration sur proposition du comité des rémunérations constitué lors d'un Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Le Comité des rémunérations se réunit au moins deux fois par an en début et en fin d'année pour examiner la rémunération des mandataires sociaux et pour proposer la répartition des jetons de présence des administrateurs.

## 15.1 - Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social détenant un mandat dans une société cotée, tant par la Société que par des filiales contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat .

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2008 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2008 (versée en 2009)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2007 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2007 (versée en 2008)	Jetons de présence au titre de l'année 2008	Remboursements de frais 2008	Avantages en nature 2008
<b>Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA</b>							
Créput Arnaud	81 468	Néant	78 750	42 017	4 500	2 007	1 972
D'Andigné de Beuregard Eric	105 320 (*)	Néant	96 750	42 017	Néant	7 312	4 050
Landucci Paul	7 500 (**)	Néant	18 000	42 017	Néant	Néant	Néant
Leclercq Claude	Néant	Néant	Néant	Néant	4 500	Néant	Néant
Marchyllie Hervé	Néant	Néant	Néant	Néant	4 500	Néant	Néant
Roux Fabrice	155 983	Néant	163 036	42 017	4 500	14 566	4 401
Stanciu Marc	120 702	Néant	40 000	Néant	2 250	7 267	Néant
Strosser Philippe	Néant	Néant	Néant	Néant	2 250	476	Néant

<b>Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris Harry</b>							
Landucci Paul	47 895	Néant	120 000	Néant	Néant	6 496	5 543

(\*) Dont 18 000 € de traitement annuel au titre de l'activité de Directeur Général Délégué pour l'année 2008.

(\*\*) Dont 7 500 € de traitement annuel au titre de l'activité de Directeur Général Délégué pour l'année 2008.

Les parties variables accordées au titre des exercices 2007 et 2008 sont fonction de la marge opérationnelle dégagée par le groupe sur l'exercice concerné.

Messieurs Fabrice Roux et Arnaud Créput n'ont perçu aucune rémunération de quelque type que ce soit en tant que mandataire de la société Coheris Harry.

En dehors de ce qui précède, Coheris n'accorde pas d'avantages spécifiques en matière de rémunérations différées ou d'indemnités de départ spécifiques.

## 15.2 - Sommes provisionnées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Le montant total des sommes provisionnées aux fins du versement d'indemnités de fin de carrière aux mandataires sociaux s'élève à 11 k€

# Chapitre 16

## Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1	<u>Durée des mandats d'administrateur et de direction</u>	58
16.2	<u>Informations sur les contrats de services</u>	58
16.3	<u>Comité des rémunérations</u>	58
16.4	<u>Déclaration de Coheris</u>	58

## 16.1 - Durée des mandats d'administrateur et de direction

---

### 16.1.1 - Mandat d'administrateur

---

Il n'existe pas de limite statutaire au renouvellement des mandats.

A la date du présent Document de Référence, les mandats d'administrateur de Messieurs Fabrice Roux, Claude Leclercq prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2010 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Arnaud Créput qui a débuté le 8 novembre 2006 prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2012 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

En date du 25 juin 2008, l'Assemblée Générale de Coheris a :

- Procédé à la nomination en qualité d'administrateur de Messieurs Marc Stanciu et Philippe Strosser. Monsieur Philippe Strosser a démissionné de son mandat d'administrateur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009.
- Révoqué Monsieur Paul Landucci de son mandat d'administrateur de Coheris S.A.

### 16.1.2 - Mandat de direction

---

Il n'existe pas de limite statutaire à la durée des fonctions de Président. La durée des fonctions de Président du Conseil ne peut toutefois excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Monsieur Fabrice ROUX assure la présidence du Conseil d'Administration depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, et ce pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Monsieur Fabrice ROUX assume également la Direction Générale de la Société à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et pour la durée de ses fonctions de Président du Conseil.

Monsieur Eric d'Andigné de Beauregard assume la fonction de Directeur Général Délégué depuis le 8 février 2007 pour une durée égale à celle du mandat du Président Directeur Général.

Monsieur Marc Stanciu a été nommé Directeur Général Délégué le 18 septembre 2008 pour une durée égale à celle du mandat du Président Directeur Général. Monsieur Marc Stanciu a également été nommé Vice-Président le 23 octobre 2008.

## 16.2 - Informations sur les contrats de services

---

A notre connaissance, à la date du présent Document de Référence, il n'existe aucun contrat de services liant un membre du Conseil d'Administration avec Coheris ou l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

## 16.3 - Comité des rémunérations

---

Ce comité a été institué lors de la réunion du Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Monsieur Arnaud Créput ayant démissionné de ses fonctions de membre du Comité de Rémunérations en date du 18 septembre 2008, le Comité des rémunérations est actuellement composé de Monsieur Claude Leclercq (administrateur indépendant) et de Monsieur Hervé Marchillye.

Ce comité ne dispose d'aucun pouvoir de décision et ne rend compte au Conseil d'Administration que sous la forme de recommandations ou de propositions. Il se réunit au moins deux fois par an en début et fin d'année.

Il a pour mission de proposer au Conseil d'Administration le mode et le montant de rémunération des mandataires sociaux ainsi que le montant et la répartition des jetons de présence des administrateurs.

Le Comité des rémunérations s'est tenu le 13 mars et le 23 octobre 2008.

## 16.4 - Déclaration de Coheris

---

Le Groupe Coheris se conforme aux règles de gouvernance applicables en France, et notamment à la loi du 3 juillet 2008 ainsi qu'aux recommandations des rapports AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008

# Chapitre 17

## Salariés

17.1	<u>Effectif</u>	60
17.2	<u>Participation et stock-options</u>	60
17.3	<u>Participation des salariés au capital (PEE)</u>	60

## 17.1 - Effectif

Au 31 décembre 2008, le groupe emploie 323 collaborateurs dont 91% sont cadres avec une ancienneté moyenne d'environ 5,5 ans (des informations complémentaires figurent dans l'annexe aux comptes consolidés paragraphe 20.1.2.3.13). Leur affectation est la suivante :

- 52% à la production,
- 24% à la Recherche et Développement et au support.
- 24% au commercial, marketing, administratif et management,

Ces collaborateurs sont formés aux technologies mises en oeuvre par Coheris selon le plan de formation interne et externe.

En 2008, la rotation du personnel a été de 25%.

Le taux moyen d'inter contrat (congrés et absences exclus) sur la division Global Services a été de 13%. Il n'est pas significatif sur la division Software. Le mode de calcul retenu est le suivant :

Taux d'inter contrat congrés exclus =  $1 - (\text{Nb de jours facturables} / (\text{Nb de jours ouvrés} * \text{effectifs productifs équivalent temps plein} - \text{Nb de jours de Congés payés et RTT des effectifs facturables}))$ .

## 17.2 - Participation et stock-options

### 17.2.1 - Participation

Au titre de l'exercice 2008, il sera versé une participation de 47 k€ aux salariés de la société Coheris FDV ainsi qu'un intéressement de 52 k€ aux salariés des entités Coheris SA, Coheris Harry et Dataxpresso.

### 17.2.2 - Stock-options

Le rapport spécial sur les stock-options au paragraphe 26.4 contient des informations précises relatives aux options de souscription attribuées aux mandataires et salariés de la société Coheris.

#### 17.2.2.1 - Historique des plans d'attribution de stock-options

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	40 700	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
4 mai 2006	15 000	7,18	Du 05 mai 2010 au 04 mai 2013
<b>Total</b>	<b>55 700</b>		

L'historique précis des attributions d'options de souscription d'actions figure au paragraphe 26.4.1 du rapport sur les stock-options.

#### 17.2.2.2 - Options de souscription d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées

Monsieur Arnaud Créput nommé administrateur de la société Coheris par décision de l'Assemblée Générale de Coheris en date du 8 novembre 2006, détient à ce jour 3 300 options de souscription et n'a levé aucune option durant l'exercice.

Monsieur Eric d'Andigné, nommé Directeur Général Délégué de la société Coheris par décision du Conseil d'Administration en date du 8 février 2007 détient à ce jour 2 900 options de souscription et n'a levé aucune option durant l'exercice.

#### 17.2.2.3 - Options de souscription d'actions consenties au dix premiers salariés non mandataires sociaux

Le nombre global des options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés est de 29 000. Aucune option n'a été levée à ce jour.

## 17.3 - Participation des salariés au capital (PEE)

Le FCPE Coheris qui regroupe les actions des collaborateurs détenues dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce détient 32 597 actions au 31 décembre 2008, soit 0,58% du capital.

# Chapitre 18

## Principaux actionnaires

18.1	<u>Actionnaires significatifs non représentés ou Conseil d'Administration</u>	62
18.2	<u>Droits de vote des principaux actionnaires</u>	62
18.3	<u>Contrôle de Coheris</u>	62
18.4	<u>Changement de contrôle</u>	62

## 18.1 - Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'Administration

La répartition au 15 mai 2009 est la suivante :

Actionnaire	Détention en nombre d'actions	Dont DV nul	Dont DVS	Dont DVD	DV	% du capital	% des DV
JINDAL France	921 169		921 169	683 291	1 604 460	16,4%	23,1%
ALTO Invest	367 444		367 444	0	367 444	6,5%	5,3%
ROUX Fabrice	354 412		354 412	354 412	708 824	6,3%	10,2%
SALARIE	232 664		232 664	131 229	363 893	4,1%	5,2%
STROSSER Philippe	230 153		230 153	104 765	334 918	4,1%	4,8%
SGAM	226 196		226 196	0	226 196	4,0%	3,3%
STANCIU Marc	181 336		181 336	0	181 336	3,2%	2,6%
AUTOCONTROLE	134 050	134 050	0	0	0	2,4%	0,0%
PUBLIC	2 965 651		2 965 651	189 209	3 154 860	52,8%	45,4%
<b>TOTAL</b>	<b>5 613 075</b>	<b>134 050</b>	<b>5 479 025</b>	<b>1 462 906</b>	<b>6 941 931</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au 15 mai 2009, les déclarations de franchissement de seuils intervenues sont les suivantes :

Actionnaire	Franchissements de seuil							
	En capital				En droit de vote			
	Seuils franchis	Sens	Actions	% du capital	Seuils franchis	Sens	Droits de vote	% des droits de vote
<b>Siparex</b>								
Seuil franchi le 8/03/2006	5%	Hausse	280 400	5,27	Néant	Néant	280 400	4,06
Seuil franchi le 4/04/2006	5%	Baisse	248 117	4,66	Néant	Néant	248 117	3,62
<b>ALTO INVEST</b>								
Seuil franchi le 16/06/06	5%	Hausse	293 977	5,23	Néant	Néant	293 977	4,14
Seuil franchi le 15/05/09	Néant	Hausse	367 444	6,55	5 %	Hausse	367 444	5,16
<b>JINDAL (*)</b>								
Seuil franchi le 29/06/06	5%, 10% et 15%	Hausse	869 015	15,48	5%, 10%	hausse	869 015	14
Seuil franchi le 25/07/06	20%	Hausse	1 190 687	21,21	20%	Hausse	1 190 687	19,14
Seuil franchi le 18/01/07	20% et 15%	Baisse	738 291	13,15	15%	Baisse	738 291	11,87
Seuil franchi le 13/06/08	15%	Hausse	921 169	16,41	Néant	néant	921 169	14,83
Seuil franchi le 17/10/08	15%	Néant	921 169	16,41	20%	Hausse	1 604 460	23,33
<b>SGAM</b>								
Seuil franchi le 5/01/07	5%	Hausse	281 620	5,02%	Néant	Néant	281 620	4,53
Seuil franchi le 21/06/07	5%	Baisse	279 149	4,97%	Néant	Néant	279 149	4,39

(\*) Monsieur Sanjeev Aggarwal, représentant de la société JINDAL, fut administrateur de la société Coheris du 21 septembre 2006 au 5 mars 2007.

A la connaissance de la société, il n'existe pas au 15 mai 2009 d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement seul ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote. Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

## 18.2 - Droits de vote des principaux actionnaires

Un droit de vote double est conféré aux actions inscrites nominativement au nom du même actionnaire depuis 2 ans au moins. Le nombre total de droits de vote au 15 mai 2009 s'élève à 6 941 931.

## 18.3 - Contrôle de Coheris

A notre connaissance, le Groupe Coheris n'est ni détenu ni contrôlé, directement ou indirectement, par une autre société.

## 18.4 - Changement de contrôle

A la date du présent Document de Référence, il n'existe à notre connaissance aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

# Chapitre 19

# Opérations avec les apparentés

19.1 Conventions réglementées

64

## 19.1 - Conventions réglementées

---

Le conseil d'administration du 18 Septembre 2008 a désigné sur proposition de Monsieur Fabrice ROUX, à l'unanimité, Monsieur Marc STANCIU, demeurant 59 rue Feysart - 92100 Boulogne-Billancourt, en qualité de Directeur Général délégué, pour une durée égale à celle du mandat du Président Directeur Général.

Monsieur Marc STANCIU est lié à la société depuis le 3/09/2007 par un contrat de travail et occupe la fonction de Directeur du Département Global Services. Les conditions de cumul de ce contrat de travail avec ce mandat social sont remplies, aussi le contrat de travail se poursuivra dans les mêmes conditions de fonctions et de rémunération pour ce qui concerne le montant mensuel fixe qui s'élève à ce jour à 8.000 euros auquel s'ajoute une prime d'un montant annuel de 24.000 euros.

Le conseil d'administration du 8 février 2007 a désigné sur proposition de Monsieur Fabrice ROUX, à l'unanimité, Monsieur Eric d'ANDIGNE DE BEAUREGARD, demeurant 13 allée de Genêts - 78280 Guyancourt, en qualité de Directeur Général délégué, pour une durée égale à celle du mandat du Président Directeur Général.

Monsieur Eric d'ANDIGNE DE BEAUREGARD est lié à la société depuis le 15/01/2001 par un contrat de travail et occupe la fonction de Directeur Commercial depuis le 01/09/2004. Les conditions de cumul de ce contrat de travail avec ce mandat social sont remplies, aussi le contrat de travail se poursuivra dans les mêmes conditions de fonctions et de rémunération pour ce qui concerne le montant mensuel fixe qui s'élève à ce jour à 7 500 euros.

Le conseil d'administration du 21 juin 2007, a autorisé la société à prendre en location gérance le fonds de commerce de prestations de services et d'activité commerciale de la société Coheris GMBH. Cette convention a pris effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Cette convention datée du 26 juillet 2007 est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction. En 2007, la société Coheris GMBH a perçu une redevance de 20 000 euros.

Le conseil d'administration du 21 juin 2007, a autorisé la société à prendre en location gérance le fonds de commerce de prestations de services et d'activité commerciale de la société Coheris Benelux. Cette convention a pris effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Cette convention datée du 26 juillet 2007 est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction. En 2007, la société Coheris Benelux a perçu une redevance de 50 000 euros.

# Chapitre 20

## Informations financières

concernant le patrimoine,  
la situation financière  
et les résultats de l'émetteur

20.1	Informations financières historiques consolidées	66
20.2	Comparabilité	77
20.3	États financiers	77
20.4	Vérifications financières historiques annuelles	77
20.5	Date des dernières informations financières	78
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	78
20.7	Politique de distribution des dividendes	78
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	78
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	78

## 20.1 - Informations financières historiques consolidées

### 20.1.1 - Comptes consolidés en normes IFRS

#### 20.1.1.1 - Bilan consolidé

Note	(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
20.1.2.3.1	Écarts d'acquisition	8 106	8 672
	Immobilisations incorporelles	4 869	5 028
20.1.2.3.2	Immobilisations corporelles	566	774
20.1.2.3.3	Immobilisations financières	486	560
20.1.2.3.4	Actifs d'impôts différés	320	465
	<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>14 347</b>	<b>15 499</b>
	Stocks et en cours	60	50
20.1.2.3.5	Clients et comptes rattachés	16 331	12 058
	Autres créances et comptes de régularisation	2 742	2 942
20.1.2.3.6	Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 127	3 147
	<b>ACTIF COURANT</b>	<b>21 260</b>	<b>18 197</b>
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>35 607</b>	<b>33 696</b>
		31/12/2008	31/12/2007
	Capital	2 245	2 245
	Réserves liées au capital	7 656	7 646
	Titres auto détenus	-538	-416
	Réserves et résultat consolidé (1)	8 135	7 594
	Écarts de conversion	-87	-41
	Capitoux propres part du groupe	17 411	17 028
	Intérêts minoritaires		
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 411</b>	<b>17 028</b>
20.1.2.3.8	Emprunts et dettes financières >1 an	96	95
20.1.2.3.9	Passifs d'impôts différés	1 094	1 060
20.1.2.3.7	Provisions pour risques et charges	382	412
	<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>1 572</b>	<b>1 567</b>
20.1.2.3.8	Emprunts et dettes financières <1 an	447	546
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 279	2 260
20.1.2.3.10	Autres dettes et comptes de régularisation	13 898	12 295
	<b>PASSIF COURANT</b>	<b>16 624</b>	<b>15 101</b>
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>35 607</b>	<b>33 696</b>
	(1) : Dont résultat de l'exercice :	1 210	1 768

## 20.1.1.2 - Compte de Résultat consolidé

Note	(en milliers d'euros)	2008	2007
20.1.2.3.11	Chiffre d'affaires	32 178	32 544
	Autres produits de l'activité (1)	3 689	3 988
20.1.2.3.12	Achats et services extérieurs (1)	-6 648	-7167
20.1.2.3.13	Charges de personnel	-22 374	-21 749
	Impôts et taxes (2)	-935	-944
	Dotations aux amortissements	-3 459	-3 319
	Dotations aux provisions	-102	-614
	Autres produits et charges d'exploitation (2)	173	13
	<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>2 522</b>	<b>2 752</b>
	Autres produits et charges opérationnels	-653	-150
	<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>1 869</b>	<b>2 602</b>
	Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	99	104
	Coût de l'endettement financier brut	-32	-96
	Autres produits et charges financiers	3	-41
	<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>70</b>	<b>-33</b>
20.1.2.3.14	Charges d'impôt	-729	-801
	<b>Résultat Net</b>	<b>1 210</b>	<b>1 768</b>
	Part du groupe	1 210	1 768
	Intérêts minoritaires		0
	Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075
	RNPG par action	0,22	0,31
	Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 629 850
	RNPG dilué par action	0,22	0,31

(1) Des opérations intragroupe ont été compensées en 2007 entre les postes autres produits de l'activité et achats et Services extérieurs pour 404 k€.

(2) Les crédits d'impôts (Crédit d'Impôt Recherche et Crédit d'Impôt Apprentissage), présentés en réduction du poste Impôts et Taxes en 2007 ont été reclassés dans le poste autres produits et charges d'exploitation pour 499 k€.

## 20.1.1.3 - Tableau consolidé de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2006	2 245	8 288	-132	5 825	-5	16 221	0	16 221
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de change					-36	-36		-36
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					-36	-36		-36
Résultat 2007				1 768		1 768		1 768
Opération sur titres auto détenus			-284			-284		-284
Paiements fondés sur des actions		14				14		14
Augmentation de capital								
Versement du dividende				-665		-665		-665
Affectation du résultat		-656		656		0		0
Autres variations				10		10		10
Total des opérations revenant aux actionnaires		-642	-284	1 769		843		843
Au 31 décembre 2007	2 245	7 646	-416	7 594	-41	17 028		17 028
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de change					-46	-46		-46
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					-46	-46		-46
Résultat 2008				1 210		1 210		1 210
Opération sur titres auto détenus			-122			-122		-122
Paiements fondés sur des actions		10				10		10
Augmentation de capital								
Versement du dividende				-656		-656		-656
Variations de périmètre								
Autres variations				-13		-13		-13
Total des opérations revenant aux actionnaires		10	-122	541		429		429
Au 31 décembre 2008	2 245	7 656	-538	8 135	-87	17 411		17 411

Le dividende versé en 2008 s'élève à 0,12 € par action.

## 20.1.1.4 - Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/08	31/12/07
Résultat net consolidé	1 210	1 768
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 805	3 364
Charges et produits liés aux stocks-options		
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins values de cession	86	234
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	5 101	5 366
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	729	801
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	5 830	6 167
Impôt (B)	-552	-676
Variation du BFR lié à l'activité (C)	-1 861	-587
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	3 417	4 904
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-3 250	-3 429
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	14	2
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. financières	-410	-78
Encaissements liés aux cessions d'immo. financières	92	
Incidence de variation de périmètre		-1 954
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-3 554	-5 459
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		
Rachats et reventes d'actions propres (1)	-122	-284
Augmentation de capital		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-656	-665
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	32	80
Remboursement d'emprunts	-141	-450
Intérêts financiers nets versés		
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-887	-1 319
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	-1 024	-1 874
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	3 147	5 021
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	2 123	3 147

(1) Solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn out.

## 20.1.2 - Notes aux états financiers consolidés

Les informations sont présentées en milliers d'euros.

### 20.1.2.1 - Informations générales relatives au groupe et faits marquants

#### 20.1.2.1.1 - Informations générales

Éditeur de logiciels de CRM, Business Intelligence et Datamining, Coheris propose une gamme complète de logiciels et services (automatisation du marketing, des ventes et du service client, mobilité, Intranet, Business Intelligence, Datamining), sur des équipes de consulting pluridisciplinaires ainsi que sur un réseau de partenaires technologiques et d'intégrateurs constitué des plus grands acteurs du marché.

Leader sur le marché européen du CRM, le groupe Coheris compte plus de 1 000 références à travers le monde.

Coheris est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) depuis le 30 juin 1999.

### Périmètre de consolidation et variation de périmètre

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% intérêt 2008	% contrôle 2008	Méthode	% intérêt 2007	% contrôle 2007
Coheris SA	Mère	Mère		Mère	Mère
Coheris Rhône Alpes	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris GmbH	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris Benelux	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris Atix Espana	0,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris Suisse	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris InfoCat Ltd	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
Coheris Harry	70,14	100,00	I.G.	63,43	100,00
Coheris FDV	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00
DataXpresso	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00

La société Coheris Espana qui n'a plus d'activité depuis 2007 est en cours de liquidation et a été déconsolidée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le solde des titres Coheris Harry sera acquis par la société Coheris SA au cours du premier semestre 2009. La dette correspondante est détaillée au paragraphe 20.1.2.3.10.

#### Activité

Coheris a enregistré sur 2008 un chiffre d'affaires de 32 178 k€ en baisse de 1% par rapport à 2007 (32 544 k€).

Le niveau d'activité au deuxième semestre 2008 a été nettement meilleur affichant globalement une progression de 13% par rapport au premier semestre 2008.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 2 522 k€ contre 2 752 en k€ en 2007.

Après dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale anglaise Coheris InfoCat, le résultat opérationnel ressort à 1 869 k€ contre 2 602 k€ en 2007 (voir paragraphe 20.1.2.3.1).

#### 20.1.2.1.3 - Événements récents et variations de périmètre postérieurs au 31/12/2005

Néant

### 20.1.2.2 - Principes de préparation des états financiers

#### 20.1.2.2.1 - Conformité aux normes comptables

Depuis 2005, le groupe Coheris a établi ses rapports financiers conformément au règlement (CE) 16/06/2002 du 19 juillet 2002 qui prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les entreprises européennes faisant appel public à l'épargne, doivent appliquer les normes comptables internationales prescrites par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les comptes consolidés 2007 et 2008 ont été préparés en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 31 décembre 2008. En conséquence, le groupe n'a anticipé aucune amélioration de normes, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2008 au sein de l'Union Européenne.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 mars 2009.

#### Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence significative sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation et les provisions pour engagements de retraites des salariés.

Il a notamment été tenu compte du contexte économique difficile pour l'établissement du budget prévisionnel 2009.

#### 20.1.2.2.2 - Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation.

### 20.1.2.2.3 - Méthodes comptables

#### Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique "Écarts d'acquisition".

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en oeuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2008, le taux d'actualisation retenu est de 11,42% contre 11,87% au 31/12/2007).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les tests de valorisation étant particulièrement sensibles au taux d'actualisation retenus, il est précisé qu'une variation d'1 point du taux d'actualisation entraîne une variation de 10 points de la valeur de l'actif.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

#### Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges.

Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

- des licences intégrées dans les logiciels produits. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

#### Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureaux comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

#### Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

#### Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

#### Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité Édition de Logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisées dès leur livraison.

Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

#### Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

#### Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats en cours,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

### Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

### Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

### Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

### Crédit Bail

Les investissements financés sous forme de crédit bail sont placés à l'actif du bilan et amortis linéairement. En contre partie, une dette égale au montant de l'engagement est comptabilisée au passif du bilan.

### Païement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5<sup>ème</sup> et la 7<sup>ème</sup> année suivant l'attribution. La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis la première année.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque égal au taux d'intérêt OAT 10 ans à la date d'attribution du plan
- Cours du support égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la date d'attribution du plan
- Volatilité (Sigma) observée sur les trois derniers mois de bourse à la date d'attribution du plan
- Taux de rendement du support égal à 2%
- Prix d'exercice et maturité fixés par le plan

## 20.1.2.3 - Explication des postes des éléments financiers

### 20.1.2.3.1 - Actifs non courant

#### Écarts d'acquisition

En k€	Montant brut		Montant net	
	2007	2008	2007	2008
Coheris InfoCat Ltd	911,8	911,8	566,4	
Coheris Harry	3 213,9	3 213,9	3 213,9	3 213,9
Coheris FDV	3 490,1	3 490,1	3 490,1	3 490,1
Spad - DataXpresso	1 401,6	1 401,6	1 401,6	1 401,6
<b>Total</b>	<b>9 017,4</b>	<b>9 017,4</b>	<b>8 672,0</b>	<b>8 105,6</b>

La dépréciation totale de l'écart d'acquisition de la société Coheris InfoCat est motivée par la baisse importante de l'activité de cette filiale observée en 2008 aggravée par la chute de la livre sterling. Par ailleurs le contexte particulièrement difficile qui affecte le Royaume-Uni depuis le mois de septembre 2008 ne permet pas d'envisager avec certitude une reprise significative de l'activité en 2009.

#### Immobilisations incorporelles

a) Valeurs brutes :

En k€	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Frais de recherche et de développement	13 751	2 884		16 635
Concessions, brevets	1 896	66	800	1 162
Autres	42	9	35	16
<b>Total</b>	<b>15 689</b>	<b>2 959</b>	<b>835</b>	<b>17 813</b>

Les frais de recherche et de développement sont constitués des salaires et charges sur salaires imputés sur les logiciels développés par la société.

Il s'agit des investissements sur les produits Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing), Coheris Harry (gamme de logiciels de Business Intelligence), Coheris FDV (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés automatisation des Forces de vente) et Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

b) Amortissements :	En k€	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Frais de recherche et développement		8 813	3 013		11 826
Concessions, brevets		1 832	69	800	1 102
Autres		16			16
<b>Total</b>		<b>10 661</b>	<b>3 082</b>	<b>800</b>	<b>12 944</b>

c) Valeurs nettes :	En k€	31/12/2007	31/12/2008
Frais de recherche et développement		4 938	4 809
Concessions, brevets		64	60
Autres		26	
<b>Total</b>		<b>5 028</b>	<b>4 869</b>

Les échéanciers d'amortissements des frais de recherche et développement sont les suivants par gamme de produits :

En k€	Valeur nette ou 31/12/2008	Amortissement N+1	Amortissement N+2	Amortissement N+3
Coheris CRM	1 802	973	603	226
Coheris FDV	1228	659	410	159
Coheris Harry	927	505	308	114
Coheris SPAD	814	449	267	98
Autres	38	38	0	0
<b>Total Frais de Recherche et développement</b>	<b>4 809</b>	<b>2 624</b>	<b>1 588</b>	<b>609</b>

#### 20.1.2.3.2 - Immobilisations corporelles

En k€	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Valeur brute	3 279	275	367	3 187
Amortissements	2 507	375	261	2 621
<b>Valeur nette</b>	<b>772</b>			<b>566</b>

#### 20.1.2.3.3 - Immobilisations financières

a) Valeurs brutes :	En k€	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Titres non consolidés		35			35
Autres immobilisations		552	17	92	477
<b>Total</b>		<b>587</b>	<b>17</b>	<b>92</b>	<b>512</b>

Les titres non consolidés sont ceux des sociétés suivantes :

Participations Non consolidées	Capital (en k€)	Réserves et Ran	Résultat 2007	Quote part capital détenu	CA HT 2007	Valeur brute des titres (en k€)
Wap Corp	600	(nd)	(nd)	(nd)	1%	(nd) 26
ABSO+	10	(nd)	(nd)	(nd)	1%	(nd) 1

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts de garantie sur locations immobilières.

b) Provisions :	En k€	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Titres non consolidés		26			26
Autres immobilisations					
<b>Total</b>		<b>26</b>			<b>26</b>
Valeur nette		561			486

#### 20.1.2.3.4 - Actifs d'impôts différés

Ils évoluent comme suit :

En k€	2008	2007
Sur IFC	91	86
Sur Frais d'acquisitions de titres FDV	68	103
Sur autres décalages temporaires	70	111
Sur déficits fiscaux activés	83	165
Sur crédit baux	9	0
<b>Total</b>	<b>321</b>	<b>465</b>

#### 20.1.2.3.5 - Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision qui sont de 536 k€ sur les créances clients (728 k€ en 2007) et 33k€ sur les autres créances. Les créances d'exploitation sont à échéance d'un an au plus.

Le détail en est le suivant (net de provisions) :

En k€	2008	2007
Créances clients	16 331	12 058

Pour cause de changement de logiciel de facturation au 01/01/2009, la société a facturé une partie de ses contrats de maintenances 2009 au 31/12/2008 alors qu'ils étaient auparavant facturés le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. Ce changement de mode de facturation explique l'augmentation du poste créances clients à hauteur de 3 242 k€.

Les créances clients se décomposent comme suit par date d'échéance :

En k€	Total	< 3 mois	3 -12 mois	> 1 an
Créance client brute	16 867	14 659	961	1 247
Dépréciation	536	0	0	536
Créance client nette	16 331	14 659	961	711

Autres créances :

En k€	2008	2007
Avances fournisseurs	180	456
Impôt sur les bénéfices	1 539	499
Taxe sur la valeur ajoutée	298	524
Charges constatées d'avance	502	584
Divers	223	879
<b>Total</b>	<b>2 742</b>	<b>2 924</b>

Le poste impôt sur les bénéfices correspond principalement aux crédits d'impôts recherche et aux acomptes versés sur l'exercice.

#### 20.1.2.3.6 - Trésorerie et équivalents trésorerie

En k€	2008	2007
VMP (Sicavs monétaires en euros)	203	534
Moins : provision	0	0
Comptes bancaires	1 924	2 613
<b>Total</b>	<b>2 127</b>	<b>3 147</b>

#### 20.1.2.3.7 - Provisions pour risques et charges

En k€	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	258	14			272
Autres	154	64	88	20	110
<b>Total</b>	<b>412</b>	<b>78</b>	<b>88</b>	<b>20</b>	<b>382</b>

Les autres provisions (110 k€) se rapportent à des litiges en cours non significatifs.

### 20.1.2.3.8 - Dettes financières courantes et non courantes

En k€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	172	99	73	
Autres dettes financières	371	348	23	
<b>Total</b>	<b>543</b>	<b>447</b>	<b>96</b>	

### 20.1.2.3.9 - Passifs d'impôts différés

En k€	2008	2007
Sur frais de Recherche et Développements Harry Software	309	321
Sur frais de Recherche et Développements FDV Concept	409	409
Sur frais de Recherche et Développements DataXpresso	271	289
Sur crédits baux	0	6
Sur provision pour titres auto détenus	105	35
<b>Total</b>	<b>1 094</b>	<b>1 060</b>

### 20.1.2.3.10 - Autres dettes d'exploitation

Les principaux postes sont les suivants :

En k€	2008	2007
Personnel	1 796	2 400
Organismes sociaux	2 085	1 913
Taxes sur le chiffre d'affaires	2 873	2 949
Impôts sur les bénéfices	201	30
Autres impôts et taxes	466	223
Produits constatés d'avance	4 976	2 163
Dettes sur titres Coheris Harry	1 342	1 747
Avoir client à établir	0	566
Autres	159	304
<b>Total</b>	<b>13 898</b>	<b>12 295</b>

Pour cause de changement de logiciel de facturation au 01/01/2009, la société a facturé une partie de ses contrats de maintenances 2009 au 31/12/2008 alors qu'ils étaient auparavant facturés le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. Ce changement de mode de facturation explique l'augmentation des produits constatés d'avance à hauteur de 2 786 k€.

### 20.1.2.3.11 - Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation

La ventilation du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

Par pays de facturation en k€		
France	28 174	88 %
France Export	2 667	8 %
Suisse	350	1 %
Grande Bretagne	987	3 %
<b>Total</b>	<b>32 178</b>	<b>100 %</b>

Le tableau suivant présente la répartition géographique du résultat selon l'organisation de Coheris au 31 décembre 2008.

(en k€)	Île de France		Régions		International		Total consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Produits externes	27 747	26 623	3 094	3 791	1 337	2 130	32 178	32 544
Produits intra secteurs	2 180	1 865	34	218	146	2	2 360	2 085
<b>Résultat sectoriel courant</b>	<b>3 032</b>	<b>2 840</b>	<b>-299</b>	<b>-59</b>	<b>-211</b>	<b>-29</b>	<b>2 522</b>	<b>2 752</b>
Produits et charges non courants	-87	0	0	0	-566	-150	-653	-150
Frais de siège non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 945</b>	<b>2 840</b>	<b>-299</b>	<b>-59</b>	<b>-778</b>	<b>-179</b>	<b>1 869</b>	<b>2 602</b>
Coût de l'endettement financier net							70	-33
Charge d'impôt							-729	-801
<b>Résultat net</b>							<b>1 210</b>	<b>1 768</b>
Actifs sectoriels	32 979	30 871	1 963	1 587	665	1 238	35 607	33 696
Actifs du siège non affectés								0
<b>Actif total consolidé</b>							<b>35 607</b>	<b>33 696</b>
Passifs sectoriels (hors capitaux propres)	16 306	14 598	1 312	1 234	578	836	18 196	14 598
Passifs du siège non affectés (hors capitaux propres)							0	0
Capitaux propres							17 411	16 199
<b>Passif total consolidé</b>	<b>14 802</b>	<b>14 598</b>	<b>1 234</b>	<b>1 234</b>	<b>836</b>	<b>836</b>	<b>35 607</b>	<b>33 696</b>

Les divisions géographiques regroupent les activités de Coheris de la manière suivante :

- Île de France comprend les activités d'édition de logiciels, de services et d'intégration de systèmes de Coheris, de Coheris Harry, de Coheris FDV et de DataXpresso consolidé à compter du 01/03/2007,
- Régions regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes de Coheris Rhône Alpes à Lyon et Grenoble,
- International regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes des filiales implantées à l'étranger.

Par type d'activité, la répartition secondaire du chiffre d'affaires est la suivante :

Type d'activité en k€	31/12/2008 Consolidé	31/12/2007 Consolidé
Licences	6 752	7 692
Services associés aux produits		
Coheris (hors maintenance)	9 535	9 089
Maintenance	8 046	8 165
Sous total Édition de logiciels	24 333	24 946
Intégration de services	7 026	6 762
Revente services	819	836
Sous total Global Services	7 845	7 598
<b>Total</b>	<b>32 178</b>	<b>32 544</b>

#### 20.1.2.3.12 - Achats et services extérieurs

Les achats et services extérieurs s'élèvent à 6 962 k€ contre 7 571 k€ en 2007. Les principaux postes sont :

En k€	2008	2007
Achats de marchandise	943	1172
Achats de sous-traitance	932	929
Autres achats consommés	78	133
Autres charges externes	4 695	4 933
<b>Total</b>	<b>6 648</b>	<b>7 167</b>

#### 20.1.2.3.13 - Effectif et charges de personnel

Au 31 décembre 2008 l'effectif est de 323 collaborateurs. En moyenne sur l'année, l'effectif a été de 326 collaborateurs, auxquels s'ajoutent 7 sous-traitants équivalent temps plein.

La répartition de l'effectif au 31 décembre 2008 par qualification est :

Directeurs :	16
Cadres :	278
AM et employés :	29

La participation et l'intéressement des salariés comptabilisée sur l'exercice s'élève à 99 k€ et figure en frais de personnel.

Le comité exécutif comprend 8 directeurs au 31 décembre 2008.

La rémunération allouée aux membres du comité de direction par la société pour la période pendant laquelle ils ont fait partie du comité a été de 985 k€.

En application des statuts modifiés en vertu de la loi sur les nouvelles régulations économiques, deux Directeurs Généraux Délégués ont été nommés. Au titre de ces fonctions, il leur a été alloué une rémunération totale de 18 k€ (comprise dans le total ci-dessus).

Les charges de personnel comprennent 10 k€ de charges liées aux paiements fondés sur des actions en 2008.

#### 20.1.2.3.14 - Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit (en k€) :

Impôt dû	-551
Impôt différé	-178
<b>Total</b>	<b>-729</b>

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en k€) :

Charge d'impôt théorique :	835
Impact des charges définitivement non déductibles	79
Impact des fiscalités des pays étrangers	-2
Impact des distributions	13
Impact des crédits impôts recherche	-208
Divers	12
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>729</b>

Coheris SA et Coheris Rhône Alpes sont fiscalement intégrées.

Les crédits d'impôt recherche 622 k€ en 2008 et 499 k€ en 2007 ont été classés en autres produits et charges d'exploitation.

#### 20.1.2.3.15 - Engagements hors bilan

Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

#### 20.1.2.3.16 - Politique et gestion des risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous

##### Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Le client le plus important, MGEN, représente 4,1% du chiffre d'affaires, répartis sur l'ensemble de ses branches et de ses filiales, pour des projets sans lien direct entre eux.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

## Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

En k€	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	2 127	486	0
Passifs financiers	-490	-53	0
Position nette avant gestion	1 637	433	0
Hors bilan	0	0	0
Position nette après gestion	1 637	433	0

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 21 k€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Les intérêts financiers se sont élevés à 32 k€ sur l'exercice 2008. De par sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

## Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF et GBP avec les clients des filiales Coheris Switzerland et Coheris InfoCat diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans ces devises. Les positions nettes des actifs réalisables diminuées des passifs exigibles au 31/12/2008 sont respectivement d'environ 149 kGBP et 48 kCHF. Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

## Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2008 en k€
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	101
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	68
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	3
<b>Total</b>	<b>275</b>				<b>172</b>

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 2 127 k€ au 31/12/2008, par conséquent le risque de liquidité est non significatif.

### 20.1.2.3.17 - Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé. Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision.

A la connaissance de la société, il n'y a pas eu pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, toute procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative approuvée.

### 20.1.2.3.18 - Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2008 est de 55 700 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites.

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	40 700	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
04 mai 2006	15 000	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
<b>Total</b>	<b>55 700</b>		

### 20.1.2.3.19 - Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat 2008 sera fixée lors du conseil d'administration du 29 avril 2009 et sera communiquée avec la convocation à l'assemblée générale du 24 juin 2009.

## 20.2 - Comparabilité

---

Les principaux impacts des changements de périmètre intervenus au cours de l'exercice sont présentés au paragraphe 20.1.2.1.2.

## 20.3 - États financiers

---

La société établit ses états financiers annuels sur une base individuelle en normes locales et sur une base consolidée aux normes internationales IAS/IFRS. Les états financiers consolidés figurent au paragraphe 20.1. Les documents comptables sociaux et consolidés sont parus au BALO le 29/04/2009.

## 20.4 - Vérifications financières historiques annuelles

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 Décembre 2008**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société COHERIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I - Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **II - Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.4.2.3 de l'annexe expose les "Méthodes comptables" retenues par le groupe pour l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation de ces éléments, nos travaux ont consisté à vérifier leur caractère approprié, à apprécier les données et les hypothèses retenues et à vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### **III - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et à Boulogne Billancourt, le 30 avril 2009  
Les commissaires aux comptes

MAZARS  
DENIS GRISON

EREC ASSOCIES  
JEAN FRANCOIS COLOMES

## 20.5 - Date des dernières informations financières

---

Les comptes au 31 décembre 2008 sont les derniers comptes audités par les Commissaires aux Comptes.

## 20.6 - Informations financières intermédiaires et autres

---

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2009 non audité a été publié le 5/05/2009. Le communiqué de presse correspondant est repris au paragraphe 13.2.

## 20.7 - Politique de distribution des dividendes

---

La politique de distribution du dividende et les montants versés au titre des quatre derniers exercices sont décrits au paragraphe 9.3.4.

## 20.8 - Procédures judiciaires et d'arbitrage

---

Des litiges en matière sociale qui ont fait l'objet de condamnations en première instance ont été provisionnés en compte, à hauteur du risque estimé. Lorsque la société l'a jugé fondé, elle a interjeté de ces décisions.

En dehors de ceux-ci, les principaux litiges ont fait l'objet de provisions.

A la connaissance de la société, il n'y a pas eu pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, toute procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée.

Les risques et charges provisionnés figurent par ailleurs en annexe des comptes consolidés (voir paragraphe 20.1.2.3.7).

## 20.9 - Changement significatif de la situation financière ou commerciale

---

Néant

# Chapitre 21

## Informations complémentaires

21.1	<u>Capital social</u>	80
21.2	<u>Actes constitutifs et statuts</u>	82
21.3	<u>L'action Coheris</u>	84

## 21.1 - Capital social

### 21.1.1 - Montant du capital social

#### 21.1.1.1 - Capital social souscrit

A la date du présent Document de Référence, le capital social de la société s'élève à 2 245 230 €, divisé en 5 613 075 actions de 0,40 € de nominal entièrement libérées et toutes de même rang.

#### 21.1.1.2 - Capital à libérer

Néant

#### 21.1.1.3 - Capital autorisé non émis

Établi en application de l'article L.225.100 al.4 du Code de Commerce :

Date de l'assemblée	Nature de la délégation	Montant nominal autorisé	Montant nominal utilisé	Durée de la délégation	Échéance de la délégation
AGE 25 Juin 2008 (1 <sup>ère</sup> résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	25 août 2010
AGE 20/06/07 (2 <sup>ème</sup> résolution)	Attribution d'options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital	134 714€ (6% du capital)	0	38 mois	20 août 2010
AGE 20/06/07 (3 <sup>ème</sup> résolution)	Attribution d'options d'achat d'actions				
AGE 21/06/06 (1 <sup>ère</sup> résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21/06/06 (2 <sup>ème</sup> résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21/06/06 (4 <sup>ème</sup> résolution)	Emission d'actions réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise	100 000 €	0	36 mois	21 juin 2009

### 21.1.2 - Actions non représentatives du capital

A la date du présent Document de Référence, il n'existe pas d'actions non représentatives du capital au sein de Coheris.

### 21.1.3 - Actions détenues par Coheris

L'Assemblée Générale du 25 juin 2008 a autorisé la société Coheris à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre maximal des actions composant le capital, ce seuil de 10% devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Au 25 juin 2008, cette limite correspondait à un nombre maximum de 561.308 actions de 0,40 Euros de nominal pour un montant maximum de 11 226 160 Euros.

Le programme adopté par l'Assemblée Générale du 25 juin 2008 est en vigueur pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 25 décembre 2009.

Dans le cadre du programme de rachat autorisé par les Assemblée Générale du 25 juin 2006 et du 25 juin 2008, la société a acquis 47 391 actions au prix moyen de 2,90 € au cours de l'exercice et en a échangé 8 888 à un prix moyen de 3,08 € contre des Titres Coheris Harry.

Coheris a constitué son portefeuille de titres principalement pour rémunérer en titre d'éventuelles opérations de croissance externe ou dans le cadre d'attribution de stock options ou d'actions gratuites à ses salariés.

A la date du 31/12/2008, Coheris détient 126 554 titres Coheris sur son compte d'autocontrôle ainsi que 8 685 titres dans le cadre de son contrat de liquidité.

## 21.1.4 - Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Néant.

## 21.1.5 - Informations sur les conditions régissant les droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché au capital souscrit mais non libéré

Néant.

## 21.1.6 - Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option

Néant.

## 21.1.7 - Évolution du capital de la société

### 21.1.7.1 - Tableau d'évolution du capital social au cours des trois derniers exercices

Nota : tableau établi en application de l'article L225.100 al.4 du Code de commerce.

Date	Type d'opération	Nombre de titres créés	Nominal des titres	Prime d'émission par titre	Montant nominal de l'augmentation	Montant du capital après opération	Nombre de titres après opération	Montant du capital en € après opération
28/02/2005	Exercice des BS-ABSA	1 246 985	0,40	4,20	498 794	2 128 595,60	5 321 489	2 128 595,60
28/06/2006	Exercice des BSA	291 586	0,40	5,60	116 634,40	2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00
31/12/2007	Capital social à la clôture		0,40			2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00
31/12/2008	Capital social à la clôture		0,40			2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00

### 21.1.7.2 - Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices

Les tableaux suivants présentent l'évolution de l'actionariat de la société au 15/05/2009 ainsi que l'historique sur les trois dernières années.

Actionnaires	Situation au 15/05/2009		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
JINDAL France	921 169	16,4 %	23,1 %
ALTO Invest	367 444	6,5 %	5,3 %
Fabrice Roux	354 412	6,3 %	10,2 %
Salariés	232 664	4,1 %	5,2 %
Philippe Strosser	230 153	4,1 %	4,8 %
SGAM	226 196	4,0 %	3,3 %
Marc Stanciu	181 336	3,2 %	2,6 %
Autocontrôle	134 050	2,4 %	0,0 %
Public	2 965 651	52,8 %	45,4 %
<b>Total</b>	<b>5 613 075</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Actionnaires	Situation au 10/12/2008		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
JINDAL France	921 169	16,4 %	23,1 %
Fabrice Roux	354 412	6,3 %	10,2 %
Alto Invest	312 498	5,6 %	4,5 %
SGAM	239 403	4,3 %	3,5 %
Philippe Strosser	230 153	4,1 %	4,8 %
Salariés	222 052	4,0 %	5,0 %
Marc Stanciu	181 336	3,2 %	2,6 %
Autocontrôle	138 560	2,5 %	0,0 %
Public	3 013 492	53,7 %	46,2 %
<b>Total</b>	<b>5 613 075</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100 %</b>

Actionnaires	Situation au 01/03/2008		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
JINDAL France	683 291	12,17 %	11,0 %
Fabrice Roux	354 420	6,31 %	11,4 %
Alto Invest	293 977	5,24 %	4,7 %
SGAM	239 403	4,27 %	3,9 %
Philippe Strosser	228 453	4,07 %	5,4 %
Marc Stanciu	181 336	3,23 %	2,9 %
Autres managers	183 793	3,27 %	3,6 %
Salariés	147 133	2,62 %	2,0 %
Auto détention	127 284	2,27 %	0,0 %
Public	3 173 985	56,55 %	55,2 %
<b>Total</b>	<b>5 613 075</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Actionnaires	Situation au 30/04/2007		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
JINDAL France	683 291	12,17 %	10,8 %
Fabrice Roux	354 420	6,31 %	11,2 %
Alto Invest	293 977	5,24 %	4,6 %
SGAM	281 620	5,02 %	4,4 %
Philippe Strosser	214 698	3,82 %	5,4 %
Marc Stanciu	181 336	3,23 %	2,9 %
Paul Landucci	98 866	1,76 %	2,4 %
Autres managers	163 637	2,92 %	3,5 %
Autodétention	37 747	0,67 %	0,0 %
Salariés	25 997	0,46 %	0,8 %
Public	3 277 486	58,39 %	53,9 %
<b>Total</b>	<b>5 613 075</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Au 15 mai 2009, 57 actionnaires ont inscrits leurs titres au nominatif pur ou administré et représentent 1 995 588 titres (dont 1 462 906 titres avec droit de vote double).

## 21.2 - Actes constitutifs et statuts

### 21.2.1 - Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- la réalisation de tous travaux informatiques,
- la conception, la réalisation et la distribution de logiciels et de progiciels,
- la réalisation de systèmes clef en main et l'intégration de systèmes, matériels et logiciels,
- la fourniture de prestations de conseil et d'assistance technique,
- toutes prestations d'ingénierie informatique,
- le négoce de tous matériels et produits informatiques,
- la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

### 21.2.2 - Administration et Direction de la société (articles 13 à 18 des statuts)

#### Conseil d'Administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus. Les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Ils sont toujours rééligibles. La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

#### Actions et fonctions

Chacun des administrateurs doit, pendant la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action de capital.

#### Délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

#### Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

#### Direction Générale - Signature sociale

La Direction Générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général. Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre maximum des Directeurs Généraux Délégués est fixé à cinq. Le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués ainsi que leur rémunération.

### 21.2.3 - Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes

#### 21.2.3.1 - Droits et obligations attachés aux actions (article 12 des statuts)

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique.

#### 21.2.3.2 - Dispositions statutaires particulières

#### Droit de vote double (article 20 des statuts)

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom d'un même actionnaire ressortissant d'un État membre de l'Union Européenne ou agréé par le Conseil d'Administration dans les autres cas.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint

ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans indiqué plus haut.

La présente clause statutaire entre en vigueur à la date du 15 avril 1999 et s'applique rétroactivement aux actions détenues depuis le 15 avril 1997.

#### **Titres non représentatifs du capital**

Il n'existe pas au sein de Coheris de titres non représentatifs du capital.

#### **Titres au porteur identifiables (article 10 des statuts)**

Conformément à l'article 263-1 de la loi du 24 juillet 1966, la société est en droit de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, l'année de naissance ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, l'année de constitution, la nationalité et l'adresse des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

### **21.2.4 - Modification des droits des actionnaires**

---

Les statuts ne contiennent pas de dispositions relatives aux actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires.

### **21.2.5 - Assemblées Générales (article 20 des statuts)**

---

La convocation, la tenue et le vote en Assemblées Générales s'effectuent conformément à la loi.

### **21.2.6 - Changement de contrôle**

---

Les statuts ne contiennent pas de dispositions particulières qui auraient pour effet de retarder, différer ou empêcher le changement de contrôle de la société.

### **21.2.7 - Franchissement de seuils statutaires (article 10 des statuts)**

---

Tout détenteur, direct ou indirect, d'une fraction supérieure au vingtième, au dixième, au trois vingtièmes, au cinquième, au quart, au tiers, à la moitié, au deux tiers, au dix-huit vingtièmes ou au dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote, est tenu d'en informer la société dans le délai de quinze jours à compter du franchissement, dans l'un ou l'autre sens, de chacun de ces seuils.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires, dans les conditions prévues par la loi, si, à

l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 5 % au moins du capital en font la demande lors de cette assemblée.

### **21.2.8 - Modifications du capital**

---

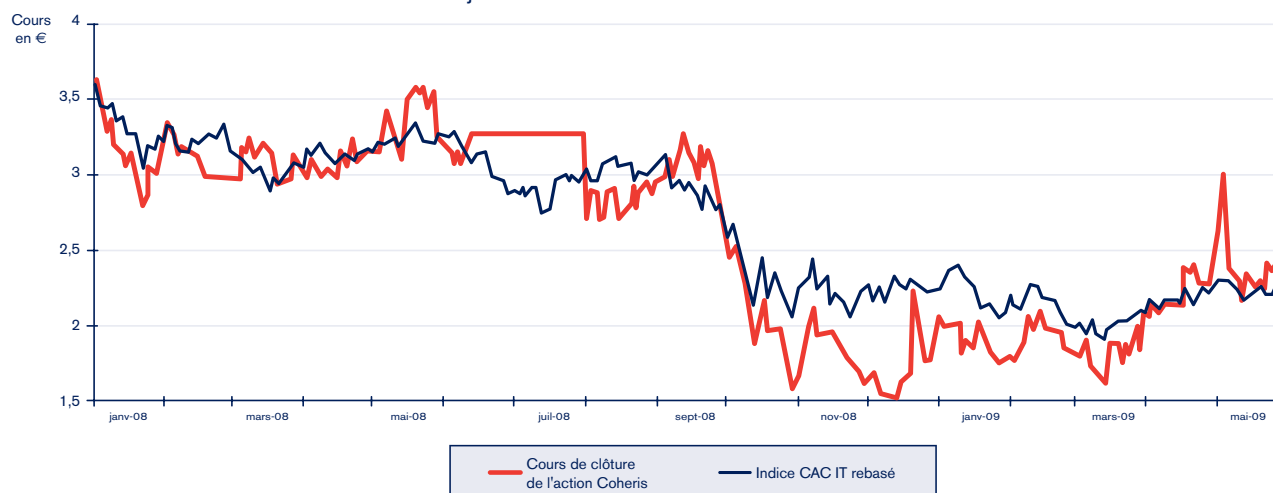
Le capital social peut être modifié dans les conditions prévues par la loi.

## 21.3 - L'action Coheris

Coheris est cotée sur le marché Euronext Paris (compartiment C) depuis le 30 juin 1999 (ISIN : FR0004031763, mnémonique : COH, segment : Next Economy).

### Cours de l'action

Évolution du cours de l'action Coheris du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 mai 2009 :

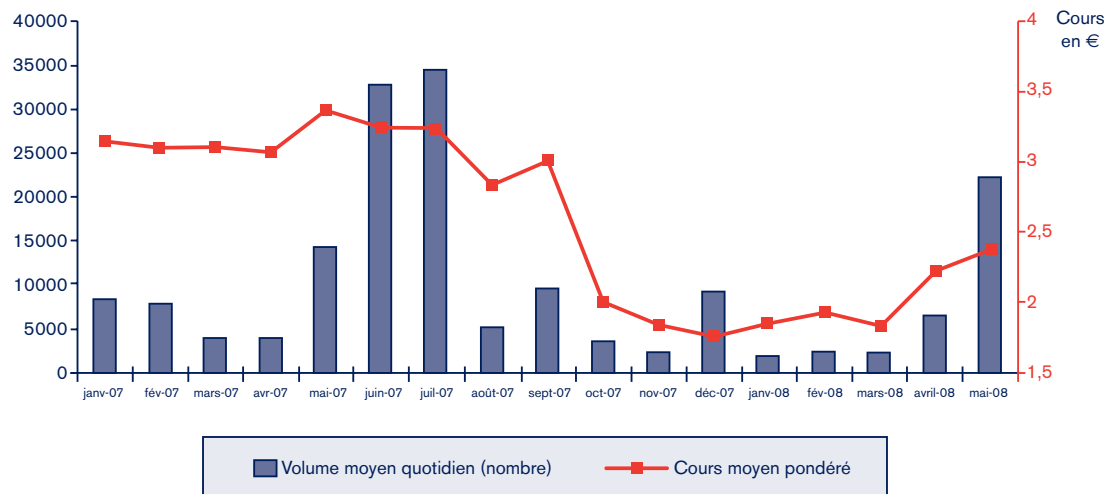


### Statistiques sur le marché de l'action

La société a été introduite au Nouveau Marché le 30 juin 1999. Le premier cours coté était de 6,50 € (sur la base d'un nominal de 0,38 €).

Du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 mai 2009, le volume moyen échangé a été de 7 706 titres par jour (10 857 en 2007). Le cours moyen de clôture est de 2,59 € (4,87 € en 2007). L'évolution du marché de l'action Coheris sur cette période a été la suivante (code Sicovam 7338 - devenu code ISIN FR0004031763 -, source : Euronext) :

	Volume moyen quotidien (nombre)	Cours moyen de clôture	+ Haut	+ Bas
janv-08	8 340	3,15	3,60	2,80
févr-08	7 840	3,10	3,35	2,98
mars-08	3 822	3,10	3,24	2,92
avr-08	3 922	3,07	3,23	2,98
mai-08	14 238	3,36	3,60	3,12
juin-08	32 708	3,23	3,28	3,05
juil-08	34 480	3,24	3,28	2,70
août-08	5 101	2,83	2,95	2,70
sept-08	9 641	3,01	3,27	2,44
oct-08	3 551	2,02	2,50	1,56
nov-08	2 328	1,84	2,10	1,60
déc-08	9 224	1,75	2,23	1,50
2008	11 266	2,81	3,60	1,50
janv-09	1 759	1,85	2,02	1,74
févr-09	2 295	1,93	2,11	1,79
mars-09	2 249	1,83	2,09	1,60
avr-09	6 492	2,23	2,40	2,07
mai-09	22 216	2,38	3,00	2,18



# Chapitre 22

## Contrats importants

22.1	Contrats dans le cadre de sa politique de croissance externe	86
22.2	Contrat de liquidité	86

## 22.1 - Contrats dans le cadre de sa politique de croissance externe

---

Coheris s'est engagé (voir paragraphe 5.2.2) à acquérir les 50% restants du capital de Coheris Harry en trois tranches égales de 16,67% chacune. Le prix de ces trois tranches est indexé sur les performances de Coheris Harry au cours des exercices 2005, 2006 et 2007 et payables respectivement en 2006, 2007 et 2008. La dernière tranche a été payée par Coheris le 26 janvier 2009.

## 22.2 - Contrat de liquidité

---

Un contrat de liquidité a été signé entre Coheris et la société de Bourse Parel en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres Coheris. Ce contrat a été signé le 1<sup>er</sup> octobre 2005. Il prend la suite du contrat d'intervention qui avait été signé le 5 mars 2002 entre Coheris et la société de Bourse Portzamparc et qui a pris fin le 30 septembre 2005. Ce contrat est conforme à la charte de déontologie des entreprises d'investissement (AEI).

# Chapitre 23

## Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

23.1	<u>Rapports des Commissaires aux Comptes</u>	88
23.2	<u>Informations provenant de tiers</u>	89

## 23.1 - Rapports des Commissaires aux Comptes

### Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés Exercice clos le 31 Décembre 2008

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### Avec Monsieur Marc STANCIU :

- Contrat de travail

Votre conseil d'administration du 18 septembre 2008 a nommé Monsieur Marc STANCIU Directeur Général Délégué de votre société et a pris acte de ce qu'il était depuis le 3 septembre 2007 lié à la société par un contrat de travail, qui se poursuivra dans les mêmes conditions de fonctions et de rémunération.

#### Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

#### Avec Monsieur Eric d'ANDIGNE de BEAUREGARD :

- Contrat de travail

Votre conseil d'administration du 8 février 2007 a nommé Monsieur Eric d'ANDIGNE de BEAUREGARD Directeur Général Délégué de votre société et a pris acte de ce qu'il était depuis le 15 janvier 2001 lié à la société par un contrat de travail, qui se poursuivra dans les mêmes conditions de fonctions et de rémunération.

#### Avec la société COHERIS GMBH :

- Convention de location gérance

Votre Conseil d'Administration du 21 juin 2007 a autorisé votre société à prendre en location gérance le fonds de commerce de prestations de services et d'activité commerciale appartenant à la société Coheris GmbH.

Cette convention datée du 26 juillet 2007 est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction moyennant une redevance annuelle de € 20.000.

A ce titre, votre société a comptabilisée une charge de € 20.000.

#### Avec la société COHERIS BENELUX :

- Convention de location gérance

Votre Conseil d'Administration du 21 juin 2007 a autorisé votre société à prendre en location gérance le fonds de commerce de prestations de services et d'activité commerciale appartenant à la société Coheris Bénélux.

Cette convention datée du 26 juillet 2007 est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction moyennant une redevance annuelle de € 50.000.

A ce titre, votre société a comptabilisée une charge de € 50.000.

*Fait à Courbevoie et Boulogne-Billancourt, le 30 avril 2009  
Les Commissaires aux Comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Versailles*

MAZARS  
DENIS GRISON

EREC ASSOCIES  
JEAN FRANCOIS COLOMES

## 23.2 - Informations provenant de tiers

---

Non applicable



# Chapitre 24

## Documents accessibles au Public

24.1 Responsable de l'information financière 92

24.2 Politique de communication 92

## 24.1 - Responsable de l'information financière

---

Jean-François Ménager  
Directeur Financier de Coheris  
e-mail : [jfmenager@coheris.com](mailto:jfmenager@coheris.com)

## 24.2 - Politique de communication

---

### **Communication en langue française :**

L'ensemble des communiqués de presse, des parutions au BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires), des documents de référence, des documents relatifs à l'introduction au Nouveau Marché ainsi que les dernières présentations publiques et le calendrier d'annonces financières est disponible en langue française sur simple demande à l'adresse ci-dessous ou en téléchargement sur le site Internet [www.finance.coheris.fr](http://www.finance.coheris.fr).

### **Communication en langue anglaise :**

L'ensemble des communiqués de presse ainsi que le calendrier d'annonces financières est disponible en langue anglaise sur simple demande à l'adresse ci-dessous ou en téléchargement sur le site Internet [www.finance.coheris.com](http://www.finance.coheris.com).

### **Coheris, Informations Financières**

#### Adresse jusqu'au 10 juillet 2009

40, rue de l'Est - 92774 Boulogne-Billancourt Cedex  
Tél. : 01 55 38 31 36 - Fax : 01 55 38 31 00  
e-mail : [finance@coheris.com](mailto:finance@coheris.com)

#### Adresse à partir du 10 juillet 2009

**22, quai Gallieni - 92150 Suresnes**  
**Tél. : 01 57 32 60 60 - Fax : 01 57 32 62 00**  
**e-mail : [finance@coheris.com](mailto:finance@coheris.com)**

Chapitre  
**25**

**Informations**  
sur les  
participations

A l'exception des filiales mentionnées au 7.2, la société Coheris n'est détentrice d'aucune autre fraction du capital d'une société susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de son patrimoine, de sa situation financière ou de ses résultats.

# Chapitre 26

## Annexes

26.1	<u>Rapport de gestion</u>	96
26.2	<u>Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne</u>	96
26.3	<u>Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce sur le rapport de Président du Conseil d'Administration</u>	103
26.4	<u>Rapport spécial sur les stock-options</u>	104
26.5	<u>Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe</u>	105

## 26.1 - Rapport de gestion

Les informations contenues dans le rapport de gestion figurent d'ores et déjà dans certains chapitres du présent Document de Référence, aussi il n'a pas été jugé utile de l'annexer.

## 26.2 - Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne

### 26.2.1 - Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

#### 26.2.1.1 - Conseil d'Administration

La société Coheris est une société anonyme à Conseil d'Administration, dont la présidence est assurée par Monsieur Fabrice Roux.

##### 26.2.1.1.1 - Composition du Conseil d'Administration

A la date du présent rapport, le Conseil d'Administration compte cinq membres. Statutairement, il est prévu que chacun des membres doit détenir au moins une action de la société. Il n'existe pas de limite statutaire au renouvellement des mandats.

Président du Conseil d'Administration	
<b>Fabrice Roux</b>	13 rue Henri Bocquillon - 75015 PARIS
<b>Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles</b>	<p><u>Formation</u> : Ingénieur ISEN</p> <p><u>Carrière</u> :</p> <p>1981 à 1983 : CAP Gemini, Chef de Projet</p> <p>1983 à 1994 : INFI puis ARM, Directeur de Projet puis Responsable de Division</p> <p>Décembre 1994 : création de Coheris, Directeur Général Délégué, Directeur des Opérations Ile de France,</p> <p>Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, Président Directeur Général</p>
<b>Date de 1<sup>er</sup> nomination</b>	01/01/2007
<b>Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :</b>	31/12/2009
<b>Fonction principale exercée dans la société</b>	Président et Directeur Général
<b>Fonctions exercées dans les filiales de la société au cours d'année 2008</b>	Président non associé de Coheris Rhône-Alpes, Administrateur de Coheris Benelux, Président Directeur Général de Coheris Harry, Président non associé de DataXpresso, Président non associé de Coheris Fdv
<b>Nombre d'actions Coheris détenues au 10 décembre 2008</b>	354 412

Administrateurs	
<b>Claude Leclercq</b> 29 avenue du Chef de Ville - 49100 Angers	
Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles	<u>Formation</u> : Ingénieur Supelec 1979 <u>Carrière</u> : De 1980 à 1997 : carrière en SSII(s), chef de projet, directeur de division et de filiales... Depuis 1997 : PDG de Osilog SA, société de distribution de fournitures informatiques
Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	09/01/1997
Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	31/12/2009
Autres mandats et fonctions exercées dans toute société	Mandat renouvelé par AGO du 23/06/2004 Président de Osilog SA
Nombre d'actions Coheris détenues au 10 décembre 2008	3 256
<b>Hervé Marchyllie</b> 3, avenue Beethoven - 33160 Saint-Medard-en-Jalles	
Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles	<u>Formation</u> : Ingénieur ISEN <u>Carrière</u> : De 1996 à 2000 : Aquitaine Valley, Responsable des activités Transport Public Depuis 2000 : fondateur et gérant de la SARL MT3
Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	15/03/2007 (cooptation du conseil d'administration)
Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	31/12/2010
Autres mandats et fonctions exercées dans toute société	Gérant de la société SARL MT3 (Mobilité transport, transactions et technologies)
Nombre d'actions Coheris détenues au 10 décembre 2008	10
<b>Arnaud Créput</b> 13, avenue de la Fouilleuse - 92210 Saint-Cloud	
Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles	<u>Formation</u> : Diplômé de l'ESSEC <u>Carrière</u> : début sa carrière comme Analyste Fusions Aquisitions (Paribas), puis d'Analyste Equity Capital Markets (Deutsche Bank). En 2001, rejoint Coheris, Responsable Contrôle de Gestion puis Directeur Financier à partir de septembre 2004.
Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	08/11/2006
Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	31/12/2011
Nombre d'actions Coheris détenues au 10 décembre 2008	7 478
Fonction principale exercée dans la société	Directeur Financier du 01/09/2004 au 24/04/2009
Fonctions exercées dans les filiales de la société	Director (Administrateur) de Coheris InfoCat Ltd, Administrateur de Coheris Harry, Gérant de Coheris GMBH.
<b>Marc Stanciu</b> 59 rue Feysart - 92100 Boulogne-Billancourt	
Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles	<u>Formation</u> : Maîtrise Informatique Scientifique - Paris VI Jussieu 1981 <u>Carrière</u> : 1985 à 1987 : Ingénieur Technico-commercial pour Unisys France ; 1988 à 1994 : Directeur de département de la société A.R.M (Sociétés de Services en Informatique de 500 personnes Introduction de plusieurs standard Informatique en France comme le langage SQL et de ORACLE, et le L4G Uniface) Janvier 1995 : Associé et cofondateur de Chers S.A.
Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	25/06/2008
Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	31/12/2013
Fonction principale exercée dans la société	Vice Président – Directeur Général Délégué – Directeur Global Services
Nombre d'actions Coheris détenues au 10 décembre 2008	181 336

Autres Mandats – DGD	
Eric d'Andigné	13, Allée de Genêts - 78280 Guyancourt
Formation, diplôme(s) et expériences professionnelles	<b>Formation</b> : Diplômé de l'ESC d'Orléans <b>Carrière</b> : 1991 à 1997 : Cap Gémini, agent commercial 1998 à 2000 : Transiciel, Responsable Centre de Profits 2001 : rejoint Coheris, Responsable Grands Comptes puis Directeur Commercial à partir de 2004
Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	08/02/2007
Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	31/12/2009
Fonction principale exercée dans la société	Directeur Ventes et clients depuis le 01/09/2004
Marc Stanciu	Voir Administrateurs

### Administrateurs indépendants

Messieurs Claude Leclercq, Hervé Marchyllie sont des administrateurs indépendants au sens défini par le rapport AFEP/MEDEF sur le gouvernement d'entreprise. Ils peuvent donc participer en toute objectivité aux travaux du Conseil d'Administration.

Aucune procédure spécifique n'a été mise en place pour sélectionner ces administrateurs indépendants. Coheris n'a pas défini les procédures destinées à sélectionner les administrateurs indépendants, n'en éprouvant pas le besoin à court terme.

### Complément d'information

En date du 20 juin 2007, l'Assemblée Générale de Coheris a ratifié la nomination, en qualité d'administrateur, de Monsieur Hervé Marchyllie, faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 15 mars 2007, en remplacement de Monsieur Sanjeev AGGARWAL, démissionnaire.

Messieurs Marc Stanciu et Philippe Strosser ont été nommés administrateurs lors de l'Assemblée Générale en date du 25 juin 2008. Monsieur Philippe Strosser a démissionné de ses fonctions d'administrateur le 1<sup>er</sup> avril 2009.

Coheris ne compte aucun administrateur élu par les salariés, ni de censeur nommé.

#### 26.2.1.1.2 - Mission

Le Conseil d'Administration assure le contrôle permanent de la gestion de la société, détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil se prononce sur tous les sujets touchant à la stratégie et à l'orientation de l'activité de l'entreprise. Il se prononce notamment sur les projets de croissance externe, de cession et de rapprochement envisagés.

Le Conseil arrête les comptes et examine les projets de communiqués avant chaque publication trimestrielle (chiffre d'affaires) et semestrielle (résultat). Il examine le budget proposé par la Direction Générale.

Il est consulté sur tout projet important relatif à l'organisation du Groupe.

A chaque séance, le conseil est régulièrement tenu informé de l'évolution de la marche des affaires du Groupe.

#### 26.2.1.1.3 - Fonctionnement

##### Principes généraux de fonctionnement

Conformément aux recommandations AFEP/MEDEF, un règlement intérieur du conseil est en voie d'élaboration.

Le Conseil d'Administration respecte les principes de bonne gouvernance et se réunit régulièrement au moins une fois tous les un ou deux mois. Des réunions exceptionnelles supplémentaires peuvent être organisées selon les besoins.

Afin de permettre à chaque administrateur une disponibilité maximale, le calendrier des réunions est fixé en fin de chaque année pour l'année suivante. Les convocations sont adressées dans un délai moyen de 8 jours avant chaque réunion, étant précisé qu'il n'existe pas de délai statutaire minimum.

Les Commissaires aux Comptes assistent aux réunions du Conseil d'Administration portant sur l'examen des comptes annuels et semestriels.

Un procès verbal est établi après chaque séance et approuvé lors de la réunion suivante. Il reprend la synthèse des exposés, des interventions et des décisions prises.

Les sujets généralement traités sont les suivants :

- arrêté des comptes sociaux et des comptes consolidés ;
- analyse des documents de gestion prévisionnelle et budgétaire ;
- affectation du résultat de l'exercice ;
- conventions conclues au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- convocation des Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire ;
- opérations de croissance externe et de réorganisation du Groupe ;
- risques liés aux litiges ;

- perspectives de chiffre d'affaires et du résultat ;
- opérations relatives à l'évolution du capital.

### Activité du conseil en 2008

Le Conseil d'Administration a tenu neuf séances au cours de l'exercice 2008, à concurrence d'une réunion tous les un ou deux mois.

Le taux de participation des administrateurs aux réunions s'est élevé à 92 %.

Le Conseil d'Administration a notamment été informé et consulté sur les conventions réglementées, sur l'organisation du groupe sur le projet de restructuration du capital qui n'a pas abouti en 2008.

### Evaluation des travaux du conseil

A chaque Conseil d'Administration, il est vérifié par les administrateurs la bonne exécution des décisions prises au cours des réunions précédentes.

## 26.2.1.2 - Comité des rémunérations

Ce comité a été institué lors de la réunion du Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Il est composé de deux administrateurs indépendants, Monsieur Claude Leclercq et Monsieur Philippe Strosser.

Ce comité ne dispose d'aucun pouvoir de décision et ne rend compte au Conseil d'Administration que sous la forme de recommandations ou de propositions. Il se réunit au moins deux fois par an en début et fin d'année.

Il a pour mission de proposer au Conseil d'Administration le mode et le montant de rémunération des mandataires sociaux ainsi que le montant et la répartition des jetons de présence des administrateurs.

### Jetons de présence

L'assemblée générale fixe le montant annuel maximum des jetons de présence à verser aux administrateurs. Le Conseil d'Administration sur proposition du comité des rémunérations décide ensuite de leur répartition entre les administrateurs.

### Rémunérations versées aux mandataires sociaux

Le comité des rémunérations propose au Conseil d'Administration, la rémunération des mandataires sociaux. Leur rémunération est composée d'une partie fixe et d'une partie variable fixée en fonction des résultats financiers du Groupe.

Pour 2008, les critères financiers utilisés pour la partie variable étaient le résultat opérationnel consolidé excédant un certain pourcentage du chiffre d'affaires. La partie individuelle est déterminée quant à elle en fonction du temps de présence de chacun des mandataires sociaux au cours de l'exercice.

## Rémunération globale versée au Président - Directeur Général

Le Conseil d'Administration du 13 mars 2008 a approuvé la proposition du comité des rémunérations, prévoyant d'allouer au Président Directeur Général, Monsieur Fabrice Roux, le même montant qu'au titre de 2007 soit treize mille euros par mois.

## 26.2.2 - Procédures de contrôle interne

### 26.2.2.1 - Les objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur au sein de la société ont pour objet de s'assurer de :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et orientations fixées par la direction générale,
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières diffusées et utilisées en interne et/ou publiés,

D'une façon générale, le contrôle interne contribue à prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de la société, à améliorer la conduite et le pilotage des opérations de la société et l'utilisation efficiente de ses ressources. Toutefois comme tout système de contrôle il ne peut fournir une garantie absolue que les risques seront totalement éliminés et les objectifs atteints.

Les procédures décrites ci-dessous couvrent la société Coheris et les sociétés intégrées dans les comptes consolidés (désigné ci-après comme le « Groupe Coheris »).

### 26.2.2.2 - Environnement de contrôle interne et évaluation des risques

Le pilotage du processus de contrôle interne en vigueur dans le Groupe Coheris est une des responsabilités fondamentales de la Direction Générale de chaque entité juridique ou opérationnelle du Groupe Coheris. Ce système de contrôle représente un compromis de coût et d'efficacité qui permet de fournir une assurance raisonnable que les objectifs seront atteints sans paralyser l'action, ni fournir une certitude absolue que les risques sont totalement éliminés.

#### 26.2.2.2.1 - Acteurs du contrôle interne

##### Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration assure le contrôle permanent de la gestion de la société, détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre.

Dans le cadre de sa mission, le Conseil d'Administration arrête les comptes et examine les projets de communiqués avant chaque publication trimestrielle (chiffre d'affaires) et semestrielle (résultat). Il examine également le budget

prévisionnel présenté en début d'année par la Direction Générale de la société Coheris.

En tant que de besoin, le Conseil d'Administration peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour faire procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ou prendre toute autre initiative qu'il estimerait appropriée en la matière.

### Comité de direction

Le Comité de Direction est chargé notamment de définir et d'impulser le dispositif de contrôle interne au sein de chaque entité du Groupe Coheris.

A ce titre, ce comité se tient régulièrement informé des éventuels dysfonctionnements et/ou insuffisances et/ou difficultés d'application, veille à mener les actions correctives nécessaires et appropriées et informe si nécessaire le Conseil d'Administration des points importants

Tout au long de l'exercice 2008, le Comité de Direction a été composé de :

Fabrice Roux	Président Directeur Général
Paul Landucci	Directeur Général Délégué (jusqu'au 25 juin 2008)
Marc Stanciu	Directeur Général Délégué (depuis le 18 septembre 2008)
Eric d'Andigné	Directeur Général Délégué
Arnaud Créput	Directeur Financier

### Comité exécutif

L'animation du processus de contrôle interne est confiée au Comité exécutif se réunissant au moins deux fois par mois pour piloter et contrôler les activités des différentes entités du Groupe Coheris.

Le Comité exécutif regroupe les Directeurs Généraux et les principaux dirigeants du Groupe Coheris.

Chaque service à l'intérieur de chaque entité est rattaché à un membre du Comité exécutif.

Les membres permanents du comité exécutif au 31 décembre 2008 sont :

Fabrice Roux	Président Directeur Général de Coheris
Barbara MUS	Secrétaire Général
Eric d'Andigné	Directeur Général Délégué Directeur Ventes et Client
Arnaud Créput	Directeur Financier
Thierry Engrand	Directeur Recherche et Développement
Marc Stanciu	Directeur Général Délégué Directeur Global Services
Bertrand Rolain	Directeur Production
Pierre Ausset	Directeur Général de la société
Tom Pertsekos	Directeur Marketing Produits

Les membres ponctuels du comité exécutif sont principalement les directeurs opérationnels des filiales de la société Coheris.

### 26.2.2.2.2 - Identification et évaluation des risques

La Direction Générale du Groupe s'exerce par l'intermédiaire du :

#### • Conseil d'Administration

Le Directeur Général représente la société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social. Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque Directeur Général Délégué dispose des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

#### **Pouvoirs du Directeur Général**

Le Conseil d'Administration n'a pas limité les pouvoirs du Directeur Général.

#### **Pouvoirs des Directeurs Généraux Délégués**

Le Conseil d'Administration a donné aux Directeurs Généraux Délégués les mêmes pouvoirs qu'au Directeur Général.

Toutefois, dans leurs rapports avec la Société et les actionnaires et sans que ces restrictions ne soient opposables aux tiers, le Conseil a décidé que les Directeurs Généraux Délégués ne pourront user des pouvoirs de direction générale que dans les domaines suivants :

- diriger et surveiller les affaires courantes de la division dont ils sont responsables et la représenter à l'égard des clients et des fournisseurs,
- signer la correspondance,
- négocier et passer tous contrats et marchés, à forfait ou autrement, rentrant dans l'objet de la société, faire toutes soumissions, dans la limite d'un montant de 50 000 € par opération.

Les Directeurs Généraux Délégués ne peuvent sans y être préalablement autorisés par le Président Directeur Général ou le Conseil d'Administration :

- embaucher ou licencier le personnel, fixer les conditions des contrats de travail ainsi que les traitements, salaires et gratifications,
- effectuer des achats ou ventes de matériels, marchandises et autres au-delà d'un montant de 50 000 € par opération,
- faire ouvrir et fonctionner les comptes de la société auprès des établissements de crédit ou de banque, souscrire, endosser, accepter et acquitter des effets de commerce
- exercer des actions judiciaires, acquiescer ou transiger,
- plus généralement engager la société au delà des limites fixées par le budget annuel approuvé par le Conseil d'Administration.

### • Comité de Direction

Ce Comité se réunit une fois par mois. Il est présidé par le Président Directeur Général.

Le Comité de Direction se réunit pour examiner l'activité et décider des orientations stratégiques du Groupe et des principaux investissements à conduire.

### • Comité Exécutif

Ce Comité se réunit deux fois par mois. Il est présidé par le Président Directeur Général.

Son ordre du jour comporte, de manière générale, les points suivants :

- activité commerciale, carnets de commandes, carnets de prospects, mesures d'incitation,
- analyse de la production : besoins, affectations, taux d'activité,
- analyse des chiffres d'affaires et des marges par entité,
- examen des affaires stratégiques,
- établissement des budgets,
- analyse des documents du contrôle de gestion,
- questions relatives aux ressources humaines et à la politique sociale (formation, congés, absences, évolution des carrières ...),
- projets d'organisation,
- projets de croissance externe et/ou de rapprochement,
- actions de communication et de marketing,
- stratégie des lignes de produits,
- lancement de nouvelles offres,
- questions nécessitant une décision au niveau de la Direction Générale.

Les sujets sont regroupés dans les thèmes :

- "Commerce et développement international"
- "Production"
- "R&D"
- "Stratégie et Communication"

Un procès verbal est établi après chaque séance. Il reprend une synthèse des exposés, des interventions et des décisions prises.

### 26.2.2.3 - Procédures de contrôle interne mises en place

Le contrôle repose sur l'enregistrement, dans différents systèmes, d'informations soit au niveau opérationnel soit dans les services administratifs. Dans les services opérationnels, ces enregistrements servent à s'assurer de la qualité et de la productivité des moyens mis en oeuvre. Dans les services administratifs, les objectifs visés sont l'émission des factures, l'établissement des fiches de paie et la comptabilisation des opérations.

### 26.2.2.3.1 - Procédures relatives à la gestion administrative du personnel et aux éléments juridiques

Le traitement de la paie est centralisé au siège de la société au sein du service des ressources humaines. Des contrôles réguliers sont réalisés par la Direction Générale.

Les applications informatiques administratives utilisent des programmes standards et sont gérées par des collaborateurs de Coheris (comptabilité, administration des ventes, paie).

Les services opérationnels ont développé leurs propres outils de suivi. La comparaison systématique des données est effectuée au moins chaque mois et permet de détecter et de corriger les anomalies par le biais de recoupement des informations.

Le respect des législations et des bonnes pratiques commerciales est contrôlé par les services administratifs et juridiques sous l'autorité de la Direction Générale et de la Direction Financière :

- administration des ventes,
- comptabilité,
- contrôle de gestion,
- ressources humaines,
- juridique,
- etc.

Ces différents services ont vocation à intervenir dans divers domaines du droit dans le cadre notamment d'un processus consultatif. Ils ont par ailleurs en gestion, pour certains, un portefeuille de dossiers traités soit en mode préventif, soit en mode contentieux, soit en mode projet.

Le suivi de l'ensemble des dossiers est assuré par un reporting régulier permettant de piloter et de maîtriser au mieux les engagements et les risques juridiques et fiscaux du Groupe.

### 26.2.2.3.2 - Procédures relatives au pilotage de l'organisation comptable et financière

#### **Principes et points clés de l'analyse**

Le traitement de l'information comptable et financière du Groupe est pour l'essentiel centralisé au niveau du siège de la société par le service comptabilité et par le service contrôle de gestion.

Les procédures de contrôle sont essentiellement mises en oeuvre par la Direction Générale et la Direction Financière du Groupe.

La Direction Financière prend en charge l'arrêté des comptes sociaux de Coheris et la mise en cohérence des données comptables et financières ainsi que l'établissement des comptes consolidés du Groupe. Elle s'appuie pour cela sur plusieurs principes :

- le respect des normes comptables et des règles de gestion du Groupe définies par le service Comptabilité et le service Contrôle de gestion.

- la remontée mensuelle par les établissements et les filiales du Groupe, des informations relatives à leur situation financière et comptable.
- le contrôle de gestion s'assure que les informations sont complètes et cohérentes en comparant les résultats des différents systèmes. Il analyse les comptes, prépare et critique les budgets et analyse les écarts entre les budgets et les réalisations.
- le reporting mensuel sur la situation financière et comptable du Groupe par les responsables du service comptabilité et du service contrôle de gestion, à la Direction Financière et Générale du Groupe.

La remontée de l'information et le traitement de la consolidation s'appuient sur des solutions informatiques du marché.

### Rôle du Comité de Direction et du Conseil d'Administration

Les principes comptables retenus qui ont un impact significatif sur la présentation des états financiers de la société ainsi que les principales options comptables et les choix effectués sont validés par le comité de direction, revus par les commissaires aux comptes puis expliqués et justifiés au Conseil d'Administration.

La Direction Financière de Coheris quant à elle, organise et gère le processus de centralisation des données et établit les comptes consolidés en fonction des options retenues par le comité de direction.

Le Conseil d'Administration obtient toutes les informations qu'il juge utile pour l'arrêté et/ou l'examen des comptes annuels et semestriels.

#### 26.2.2.3.3 - Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

#### Critères de qualité

La Direction Financière s'assure de la régularité et de la sincérité de l'information contenue dans les états financiers en s'appuyant sur les critères de qualité détaillés dans l'arrêté du 19 juillet 2006 portant homologation de norme d'exercice professionnel des commissaires aux comptes relative au caractère probant des éléments collectés.

#### Système de reporting et consolidation

Dans les filiales, la tenue des comptes et la paie sont généralement effectués par Coheris SA. Dans certains cas (pour des raisons soit géographique soit d'acquisition récente) la tenue des comptes et la paie peuvent être effectuées par des organismes externes sous le contrôle de Coheris SA. Les responsables administratifs et financiers des filiales sont fonctionnellement rattachés à la Direction Administrative et Financière de Coheris SA.

Le processus de centralisation et d'harmonisation des systèmes de paie de facturation et de comptabilité a abouti en 2008 à l'instauration d'un logiciel de gestion de production et d'un logiciel de comptabilité et de paie uniques et centralisés pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe.

Toutes les sociétés du Groupe sont tenues de réaliser mensuellement des reportings sur les comptes (résultats opérationnels, résultats analytiques, écarts par rapport au budget), sur l'analyse détaillée de leur production (effectif, taux d'activité, tarif journalier moyen, marges sur coûts directs) et sur leurs perspectives commerciales à 3 mois.

La production des comptes consolidés est partiellement sous-traitée à un organisme externe qui s'appuie sur des liasses de consolidation homogènes sur l'ensemble du groupe. Les données issues de la consolidation font l'objet d'un rapprochement systématique avec les données comptables individuelles, avec les données issues du processus de reporting présenté ci-dessus et avec la consolidation analytique effectuée par la direction financière.

#### 26.2.2.3.4 - Liaison avec les Commissaires aux Comptes

La liaison avec les Commissaires aux Comptes est assurée conjointement par le Président Directeur Général et le Directeur Financier.

La Direction Financière assure le suivi des travaux d'audit, la coordination des travaux des Commissaires aux Comptes et coordonne les missions accessoires.

### 26.2.2.4 - Communication

L'ensemble des référentiels d'organisation, de conduite et de management est mis à la disposition des unités opérationnelles et administratives via le site intranet du Groupe.

### 26.2.3 - Pouvoirs du Directeur Général

Les pouvoirs du Directeur Général ne font l'objet d'aucune limitation : les statuts, l'acte de nomination du Directeur Général, aucune décision d'assemblée ou du Conseil d'Administration n'ont apporté de limitation aux pouvoirs dévolus par la loi au représentant légal de la société.

### 26.2.4 - Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale

Le titre V des statuts de la société Coheris SA en date du 28 novembre 2007 décrit les modalités de participation des actionnaires à l'assemblée générale. Les statuts sont communiqués aux actionnaires conformément aux dispositions légales.

### 26.2.5 - Publication des informations prévues par l'article L225-100-3 du code commerce

Les informations prévues par l'article L225-100-3 du Code de Commerce sont exposées dans le rapport de gestion (paragraphe 1.6.3. : "Répartition du capital et des droits de vote") et reprises dans le Document de référence (paragraphe 18 : "Principaux actionnaires").

## 26.2.6 - Plan d'action pour 2009

Les efforts entrepris depuis plusieurs exercices en vue de renforcer les moyens humains et techniques de contrôle et de suivi des risques, traduisent l'importance que la direction du Groupe attache au système de contrôle de l'entreprise. Les actions en vue de son amélioration et de son développement resteront l'une de ses préoccupations majeure. Les principales actions prévues pour 2009 sont les suivantes :

- Mise en place d'un comité d'Audit
- Intégration accrue entre les logiciels de Paie (Sage) et de gestion production (ASA),
- Intégration des logiciels de CRM et de Business Intelligence sur le logiciel de gestion de production mis en place en 2008 (ASA)
- Mise en place d'une convention de gestion centralisée de trésorerie.

Ces plans d'action devraient permettre :

- l'amélioration du contrôle interne,
- la réduction des délais de clôture,
- l'optimisation des processus de consolidation,
- l'amélioration du pilotage de l'activité,
- la réduction des risques d'erreurs,
- l'optimisation des produits de trésorerie.

*Le Président*

## 26.3 - Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce sur le rapport de Président du Conseil d'Administration

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société COHERIS et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président du conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant

les autres informations requises par l'article L. 225-37 relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L225-37 du Code de commerce.

*Fait à Courbevoie et Boulogne-Billancourt,  
le 30 avril 2009  
Les commissaires aux comptes*

MAZARS  
DENIS GRISON

EREC ASSOCIES  
JEAN FRANCOIS COLOMES

## 26.4 - Rapport spécial sur les stock-options

### 26.4.1 - Historique des plans d'attribution d'options de souscription

L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription d'actions dans la limite de 257 400 options permettant la souscription de 257 400 actions correspondant à une augmentation de 102 960 € du capital social. Faisant usage de cette autorisation, le Conseil d'Administration a mis en place les plans suivants d'options de souscription en actions Coheris, en faveur des salariés et mandataires sociaux de la société Coheris et de ses filiales, par :

**Plan 1** - Conseil d'Administration du 2 décembre 1999, au profit de salariés de Coheris.

Ce plan concernait 78 bénéficiaires et le nombre total d'options de souscription ainsi consenties s'élevait à 37 600. Au 31 décembre 2008, les options restantes qui pouvaient encore être souscrites au prix de 21,57 € par action sont devenues caduques.

**Plan 2** - Conseil d'Administration du 5 septembre 2000, au profit de salariés de Coheris, Coheris Méditerranée, Apsyware, Eneide et Net.Place.

Ce plan concerne 59 bénéficiaires et le nombre total d'options de souscription ainsi consenties s'élève à 18 800. Au 31 décembre 2008, les options restantes qui pouvaient encore être souscrites au prix de 52,6 € par action sont devenues caduques.

**Plan 3** - Conseil d'Administration du 28 décembre 2000, au profit de salariés de Coheris, Coheris Méditerranée, Coheris Switzerland, Apsyware.

Ce plan concerne 126 bénéficiaires et le nombre total d'options de souscription ainsi consenties s'élève à 31 350. Au 31 décembre 2008, les options restantes qui pouvaient encore être souscrites au prix de 33,75 € par action sont devenues caduques.

**Plan 4** - Le Conseil d'Administration du 19 décembre 2001, au profit de salariés de la société et de ses filiales Aldec, Aldec Paris, Coheris Méditerranée.

Ce dernier plan concerne 268 bénéficiaires et le nombre total d'options de souscription ainsi consenties s'élève à 84 760. Au 31 décembre 2008, les options restantes qui pouvaient encore être souscrites au prix de 10,46 € sont devenues caduques.

**Plan 5** - Le Conseil d'Administration du 6 mai 2004 a attribué 5 000 options de souscription d'actions au profit du Directeur Commercial.

Dans le cadre de ce plan, au cours de l'exercice 2004, la totalité de ces options ont été annulées.

**Plan 6** - Le Conseil d'Administration du 5 août 2004, faisant usage de cette autorisation, a attribué 81 700 options de souscription d'actions au profit de 99 salariés et mandataires sociaux de la société Coheris ou de ses filiales. Dans le cadre de ce plan, au cours de l'exercice 2008, 3 900 options attribuées à 6 bénéficiaires ont été annulées.

Au 31 décembre 2008, 40 700 options attribuées à 48 bénéficiaires peuvent être souscrites. Ces actions peuvent être souscrites au prix de 4,42 € entre le 6 août 2008 et le 5 août 2011.

**Plan 7** - Le Conseil d'Administration du 4 mai 2006, a attribué 30 000 options de souscription d'actions au profit de 4 salariés de la filiale Coheris Fdv.

Au 31 décembre 2008, 15 000 options attribuées à 2 bénéficiaires peuvent être souscrites. Ces actions peuvent être souscrites au prix de 7,18 entre le 4 mai 2010 et le 4 mai 2013.

### 26.4.2 - Options de souscription d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées

Nous vous indiquons ci-après le nombre, les dates d'échéance et le prix des options de souscription, qui, durant l'année écoulée et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société, ont été consenties à chacun des mandataires sociaux tant par la société que par les sociétés qui sont liées à celle-ci, dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce :

Nom	Prénom	Total	6 <sup>ème</sup> Plan
Créput (*)	Arnaud	3 000	3 000
d'Andigné (*)	Eric	900	900

(\*) Monsieur Arnaud Créput a été nommé administrateur de la société Coheris par décision de l'assemblée générale de Coheris en date du 8 novembre 2006.

(\*\*) Monsieur Eric d'Andigné a été nommé Directeur Général Délégué de la société Coheris par décision du Conseil d'Administration en date du 8 février 2007.

Aucune option n'a été exercée à ce jour.

### 26.4.3 - Options de souscription d'actions consenties au dix premiers salariés non mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-184 d'une part et aux instructions de l'AMF d'autre part, nous portons également à votre connaissance les informations relatives aux dix salariés non mandataires sociaux dont le nombre d'options est le plus élevé.

Dix salariés non mandataires sociaux dont le nombre d'options est le plus élevé					
Nom	Prénom	Total	Rang	6 <sup>ème</sup> Plan	7 <sup>ème</sup> Plan
Aimond	Olivier	7 500	1		7 500
Serrenho	Yves	7 500	1		7 500
Engrand	Thierry	5 000	3	5 000	
Pierbon	Catherine	3 000	4	3 000	
Mus	Barbara	1 200	5	1 200	
Waters	Stephen	1 200	5	1 200	
Carvallo	Rodolphe	900	7	900	
Chabot	Ludovic	900	7	900	
Cochin	Thomas	900	7	900	
Dodey	Franck	900	7	900	

Aucune option n'a été exercée à ce jour.

## 26.4.4 - Tableau Général de suivi des plans d'attribution d'options de souscriptions au 31/03/2007

Options de souscriptions d'actions	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>	7 <sup>ème</sup>
	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Date du Conseil d'Administration	02/12/99	05/09/00	28/12/00	19/12/01	06/05/04	05/08/04	04/05/06
Nombre d'options de souscription attribuées	37 600	18 800	31 350	84 760	5 000	81 700	30 000
Nombre d'options ne pouvant plus être souscrites	37 600	18 800	31 350	84 760	5 000	41 000	15 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour	0	0	0	0	0	40 700	15 000
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du comité exécutif (dans sa composition actuelle)	0	0	0	0	0	8 900	0
Nombre de dirigeants concernés	0	0	0	0	0	3	0
Dont le nombre d'actions pouvant être souscrites par les 10 premiers salariés non mandataires	0	0	0	0	0	15 800	15 000
Point de départ d'exercice des options	02/12/04	05/09/04	28/12/04	20/12/05	07/05/08	06/08/08	04/05/10
Date d'expiration	01/12/06	04/09/07	27/12/07	19/12/08	06/05/11	05/08/11	03/05/13
Prix de souscription en € (*)	21,57	52,6	33,75	10,46	4,58	4,42	7,18
Nombre d'actions souscrites	0	0	0	0	0	0	0

(\*)La détermination du prix de souscription d'actions correspond à la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant la date du Conseil d'Administration décidant de leur attribution.

Le Conseil d'administration

## 26.5 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe

Conformément à l'instruction de la COB prise en application du règlement n° 95-1 modifiée en janvier 2003, ces honoraires sont présentés dans le tableau ci-après pour les deux derniers exercices.

En k€	Mazars				Erec			
	2008		2007		2008		2007	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	67	100%	66	100%	49	100%	48	100%
Autres prestations (Audit d'acquisition)	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>100%</b>	<b>66</b>	<b>100%</b>	<b>49</b>	<b>100%</b>	<b>48</b>	<b>100%</b>

# Document de Référence 2008

**Coheris** 

Siège social

22, quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : 01 57 32 60 60

Fax : 01 57 32 62 00

[www.coheris.fr](http://www.coheris.fr)



**Sources mixtes**  
Groupe de produits issus de forêts bien  
gérées et de bois ou fibres recyclés  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org) Cert no. FCBA-COC-010000  
© 2006 Forest Stewardship Council